

« Le Monde ouvert »

- Jean-Claude BARREAU, *La prière et la drogue.*
Nicolas BERDIAEFF, *L'esprit de Dostoïevski.*
Éric BERNE, *Des jeux et des hommes.*
Roger CAILLOIS, *Obliques précédés de Images.*
H.J. CAMPBELL, *Les principes de plaisir.*
Paul-Henry CHOMBART DE LAUWE, *La culture et le pouvoir.*
Olivier CLÉMENT, *L'esprit de Soljénitsyne.*
Éric FROMM, *Espoir et révolution.*
Ludwig KLAGES, *Graphologie.*
KRISHNAMURTI, *Aux étudiants.*
L'éveil de l'intelligence.
La première et dernière liberté.
La révolution du silence.
Se libérer du connu.
Pascal LAINE, *La femme et ses images.*
Ronald LAING, *Le moi divisé.*
Nœuds.
La politique de l'expérience.
La politique de la famille.
Jacques de LANGLADE : *Oscar Wilde, écrivain français.*
Robert MANDROU, *De la culture populaire aux XVII^e et XVIII^e siècles.*
Rollo MAY, *Amour et volonté.*
Guy MURCHIE, *La musique des sphères.*
OUSPANSKY, *Fragments d'un enseignement inconnu.*
Otto RANK, *La volonté du bonheur.*
Théodore ROSZAK, *Où finit le désert.*
Vers une contre culture.
Morton SCHATZMAN, *L'esprit assassiné.*
Elié SHNEOUR, *Le cerveau et la faim.*
Colin TURNBULL, *Un peuple de fauves.*

ESSAI
SUR L'INSÉCURITÉ
DU TERRITOIRE

Paul Virilio

Essai
sur l'insécurité
du territoire

Stock

Tous droits réservés pour tous pays
© 1976, Éditions Stock

Urbain, trop urbain

Je me souviens de ce balcon à Nantes, sur la rue Saint-Jacques, une cheminée d'usine dépassait derrière la façade, en vis-à-vis. Aligné sur sa fumée, je naviguais comme un capitaine à la barre... A cette époque, tout venait ou s'en allait de l'horizon vers l'horizon : les réfugiés du Nord qui passaient la Loire vers la zone libre (exode), les envahisseurs surgissant un midi en colonne armée, après la fuite des Anglais à Saint-Nazaire. Ces longues files de véhicules abandonnés sur les routes, vides.

Cet avion prémonitoire, abattu, et qu'une longue suite de badauds allait contempler, comme venant d'un autre monde. Une autre époque débutait, celle du ciel usagé, pratiqué, en conquête... Tous ces gens qui regardaient en l'air, abandonnant leurs travaux dès que le bruit haut et lointain d'un appareil se faisait entendre, un autre monde.

Le spectacle de l'aérien, les jeux de poursuite des chasseurs, le piqué vertical du Stuka hurlant pour effrayer le sol, comme dans une guerre primitive on porte un signe hideux, le ciel primitif de la seconde guerre. Les mystérieuses alertes de nuit où rien ne se passait sauf le black-out et le glissement furtif vers

les cours et les abris des habitants de la cité. La joie de l'inaccoutumé... tout bougeait, s'échangeait, se troquait : les uniformes, les biens, les choses, les langues, venir et s'en aller, bonjour, adieu, d'ici à là, de l'un à l'autre, mobilisés.

Je me souviens, sur ce balcon, à proximité des ponts de la Loire, d'un camarade m'interpellant du trottoir d'en face, et moi lui répondant en essayant d'imaginer la vision qui était la sienne à ce moment... jeux de l'esprit et de l'espace, des dimensions de bas en haut, d'ici à là, transparence et ubiquité, mouvement, l'avenir et l'advenir présents dès maintenant. Le conflit d'une guerre, mondiale effectivement entre ciel et sol, rompus et affrontés pour la première fois.

La transparence prenait corps par ces allées et venues, ces éclatements, ces nuages artificiels, cette immense fumée noire, immobile, suspendue au-dessus de la ville après le bombardement. Ce foulard rouge qui descendait en tournoyant lentement, ces milliers de bandelettes argentées qui pleuvaient et que nous poursuivions comme des cadeaux d'ailleurs. Les tracts, ces nouvelles de l'autre monde.

On n'a pas assez vu l'avènement du dessus, la saturation de l'espace, au détriment du dessous, fascinés que nous sommes depuis toujours par le dedans et le dehors.

Notre vie quotidienne, horizontale et bidimensionnelle. La longueur, la perspective sur la ligne d'horizon, l'aplatissement désormais sensible qui allait tout renverser, basculer cul par-dessus tête, les idées, les usages, les moyens et les hommes.

Les villes détruites ne le furent pas par hasard,

par cruauté, aux considérations stratégiques de l'offensive aérienne s'ajoutait implicitement le fait qu'elles avaient de tout temps ponctué la conquête de la terre; de la plus petite à la capitale, elles étaient toutes les ports du nouveau littoral : le littoral vertical. Le point de chute de l'étendue spatiale, l'infini commençait au ras des toits.

Ce gigantesque basculement du monde ne nous a pas assez alertés, nous sommes agis depuis, sans le savoir, nous vivons mollement adossés au sol, nous sommes de travers, nous trébuchons sans cesse sans le savoir. L'avion qui nous survole nous coupe la route. Comme l'hominien courbé nous titubons, primates, nos objets et nos constructions sont déjà inutilisables, inhabitables; la profondeur du ciel nous donne le vertige, mais nous ne savons même pas ce que celui-ci signifie alors que nous connaissons la crainte et l'attrait des lointains, l'agoraphobie responsable des conquêtes de l'Empire et la claustrophobie qui nous sert encore à réprimer nos ennemis, à séquestrer nos amis. Le vertige et la liberté ne sont pas synonymes. Les toits nous préservent... personne n'a encore songé qu'ils nous bornaient plus efficacement que les murs. Quand nous nous déplaçons dans la rue ou dans le champ, notre démarche est comparable à une natation. Nous contemplons le fond, allongés, nous nous échappons dans le sommeil où nos rêves répètent la géométrie de nos veilles, et quand brusquement nous y chutons, nous nous retrouvons debout, réveillés, face à l'horizon.

L'hominien, sur ses quatre membres, ne contemplait pas ses pieds, il regardait devant lui; en se redressant, son corps seul a bougé dans la pratique manuelle. Il faut encore redresser la tête, cesser de considérer nos mains et narcissiquement leurs œuvres

pour voir l'étendue profonde de l'espace sans horizon, avec le temps comme dernier repère. La durée étendue au-dessus de nos têtes, de nos toits, est déjà un champ d'action, un champ méconnu mais que nous devons pratiquer si nous voulons recommencer encore une fois...

L'horizon de l'appropriation régionale ou nationale masque celui de la durée et de l'étendue. La ligne d'horizon est la première frontière de l'espèce, la pire. La ligne bleue des Vosges, c'est la ligne de mire. « Mon avenir, c'est le pays qui est devant moi », écrivait Apollinaire dans les poèmes de la première guerre.

L'articulation de nos relations est fondée sur cet aplatissement, sur cet écrasement sous le poids du ciel qui nous contraint à l'échappement horizontal; tous nos conflits passés sont issus du plat pays mondial, et le « Lebensraum » nazi n'était que le dernier avatar de cet archaïsme géographique. Hitler le reconnaissait d'ailleurs, en avouant peu avant la fin de la guerre : « Pourquoi n'ai-je pas osé croire à la conquête de l'espace?... Si nous avions eu nos fusées dès 1939, il n'y aurait pas eu de guerre... » En effet, elle aurait été inutile.

On a vu la suite, la course à l'impérialisme sidéral entre Soviétiques et Américains, réconciliés par l'aventure technologique. Mais, sensiblement, qu'y a-t-il de changé? Rien ou presque rien pour l'usager... presque tout pour le dominateur. Jadis la hauteur du donjon signalait l'étendue des possessions seigneuriales, actuellement l'altitude des miradors satellisés signale celle de l'impérialisme planétaire, et la cité poursuit son assomption, sans but... On nous marche

dessus, mais nous n'allons plus nulle part. Sédimentaires, nos sociétés couvrent et recouvrent ce qui précède. Nous ressentons de plus en plus l'enfermement dans les frontières horizontales de l'espèce, on parle de science de l'habitat, d'écologie; il s'agirait, dit-on, de conserver l'équilibre des éléments... mais quelle est la place de la durée et de l'étendue dans cette science nouvelle? La reconnaissance des limites de l'habitat nous contraint à poser d'abord la problématique de la relation d'ici à là, de l'un à l'autre; en un mot, quelle orientation allons-nous choisir? Quel mode de durée... quelle étendue? Aurons-nous la liberté de nous réorienter?

La seconde guerre a été ma mère, mon père. L'extrémité des situations vécues m'a instruit, il ne s'agit pas de complaisantes violences, comme cette tête coupée dans le caniveau ou ces camions de morts et de blessés remontant la rue (ma rue) vers l'hôpital Saint-Jacques après la destruction de l'Hôtel-Dieu, mais d'une vision du monde, inaltérable. La deuxième guerre est un réservoir de sens indispensable à la connaissance de la seconde paix qui est la nôtre.

L'avènement du ciel dans l'histoire, la hauteur, usuelle désormais, le dessus, présent et omniprésent à partir de l'an 40. Les bombardements stratégiques sont indispensables à l'analyse du phénomène urbain. Il ne s'agit pas ici d'un goût morbide pour le cataclysme, mais de la cruelle nécessité de considérer cliniquement l'agonie des villes pour entrevoir la construction future, la vie nouvelle. Cités, miroirs, agonies, jeux de glaces de la destructuration-construction de la vie mortelle et de la mort vivante.

Je me souviens du mois de septembre 1943. J'étais allé le matin même rue des Filles-du-Calvaire, dans cette rue grouillante de vie, dans ces magasins comblés d'objets, de jouets... au soir, tout avait disparu, subtilisé par l'événement, l'événement sur l'événement, la guerre sur la paix de la quotidienneté; la grande rue d'une ville, à des centaines de kilomètres de tous les fronts, active des usages les plus divers, des échanges et des complicités, du soleil sur les trottoirs et des reflets dans les vitrines, était devenue Verdun. Intempestivement, tout avait bougé, disparus les immeubles, les perspectives, volatilisés les alignements de façades... le ciel, la transparence et l'ombre des ruines au milieu de l'amoncellement de pierrailles et de gravats.

Ce qui m'a instruit, ce n'est pas l'horreur des emmurés vivants dans les caves, asphyxiés par l'éclatement des conduites de gaz, noyés par celui des canalisations d'eau (simplement, depuis, lors des alertes, je refusais de descendre aux abris, préférant cours et jardins, préférant risquer l'impact des éclats à l'enfermement des décombres), mais cette soudaine transparence, ce changement à vue de l'espace urbain, cette motilité de l'inanimé, de l'immeuble.

D'ailleurs, la situation des citadins français était étonnante, l'ennemi cohabitait ici-bas dans la quotidienneté pacifique, même si ses excès ponctuaient parfois la vie ordinaire; il était là, à côté de nous, banalisé par les années d'occupation, tandis que les Alliés, les nôtres, déversaient leurs bombes sur la cité. Paradoxalement, pourtant, il était impossible de réproucher ceux qui, du haut du ciel, écrasaient la tranquille assurance des habitudes quotidiennes. L'horreur la plus grande, les crimes les plus épou-

vantables, l'innocence des victimes, l'arasement fatal des silhouettes urbaines, tout cela semblait acceptable sinon amical...

Étrange réalité où la mort elle-même ne peut être réprouvée du fait du conflit idéologique. Dès lors, il ne fallait plus longtemps pour passer de ce premier paradoxe au suivant : la brutale disparition du décor urbain était aussi un fait acceptable, un dépaysement nécessaire, une fuite en avant, somme toute une information, comme ces tracts qui pleuvaient sur nous.

Mais il ne faut pas oublier l'enfance du témoin qui jouait cette réalité funeste et collectionnait les épaves du ciel : éclats de bombes, d'obus, ailettes d'armement des projectiles alliés, tracts, window, débris d'appareils abattus, comme autant de reliques d'un autre monde, le monde allié dont nous étions tous exilés dans cette pseudo-quotidienneté de l'occupation allemande. Provisoire la réalité comme la liberté, provisoire la cité qu'un instant tragique abolit. L'important, le durable, vient d'ailleurs, par en haut; le Ciel, l'espace sont doublement le lieu de la transcendance et du dépassement. Regarder les points brillants des avions dans l'azur, écouter le sourd vrombissement des escadres de forteresses volantes, c'est être ailleurs, avec les nôtres, exilés au sol, l'heure de l'ascension pas encore venue.

Les traces de condensation des quadrimoteurs nous semblent les signes d'un langage. Bien sûr, il faut se protéger, échapper si possible à la mort, mais le ciel a raison; si nous mourons, c'est par erreur, les bombardiers qui naviguent si haut ne désirent que la destruction de l'installation du décor, les équipements, rendre notre habitat transparent, c'est-à-dire semblable à l'espace de leur vol.

« Jéricho », l'opération anti-prison est la clef de

tous les bombardements en zone occupée. Nous sommes prisonniers non seulement des forces d'occupation, mais aussi des murs de nos villes, ce sont nos propres constructions qui servent à nous séquestrer d'une zone à l'autre. A partir de là, il ne fallait pas longtemps pour en déduire que la libération serait aussi l'abolition de la ville, de cette cité trompeuse qui pouvait si facilement se retourner contre sa population. Pour beaucoup de jeunes, malgré un sentiment tragique, la ruine des villes n'était pas aussi grave qu'on le suppose; les amis, les Alliés, nous avaient mutés en autant de Nérons contemplant l'incendie de Rome.

Tout bouge avec l'apparition du ciel dans l'histoire, au xx^e siècle. Notre patrie, c'est le mouvement, mais attention! pas forcément le déplacement, il y a même un débat qui s'annonce entre ces termes avec la question des personnes déplacées, la déportation. L'exode est différent du déplacement obligatoire, cette différence est essentielle à la compréhension du mouvement qui s'amorce ici. On l'a vu, c'est d'abord le sens de l'environnement qui se déplace par rapport au zénith. C'est aussi l'impossibilité déclarée de pouvoir réprover totalement la destruction du milieu, qui valorise le sens de l'événement : le fait même que les ennemis cohabitent ici-bas dévalue symétriquement celui-ci au bénéfice de l'au-delà, de l'au-dessus allié. Comme la mer hier inconnue devient l'élément allié du navigateur, l'espace, le ciel impratiqué hier encore devient le milieu de l'homme. La terrasse et le toit deviennent autant de digues d'où l'on contemple ce qui vient et s'en va. Les citoyens sont tout à coup semblables à la famille du pêcheur, en attente de ce qui vient ou de ce qui revient d'en haut.

Je me souviens d'un autre jeu qui consistait à se coller tout contre la façade d'un immeuble et, les yeux levés, à regarder fixement le glissement des nuages. Cela donnait vite la sensation que cette façade percée de fenêtres basculait. Je poursuivais l'expérience jusqu'au vertige. La verticalité se dématérialisait lentement, elle qui ne dominait qu'aux confins du paysage paraissait courte à nos regards parallèles; perpendiculaires à ce sol que nous ne regardions presque plus, l'élévation perdait son sens, l'altitude ne comptait plus vraiment. Les murs nous bornaient, ils nous écrasaient littéralement, c'est la hauteur des bâtiments qui, dans l'effondrement, ensevelissait les habitants.

L'instabilité de cette orientation verticale ne nous semblait compensée par aucun avantage : on pouvait brûler vif là-haut sans pouvoir se sauver. On remplissait de sable les greniers pour éviter que les produits incendiaires ne fassent couler le feu du haut en bas de l'édifice. Nous habitons un château de cartes, la ville était devenue métastable, ses immeubles qui, hier encore, manifestaient l'orgueil et la domination bourgeoise s'étaient fragilisés à l'extrême, et nous étions dans la rue un peu comme ces marins du passé qui, côtoyant en barque les vaisseaux à plusieurs ponts, craignaient à tout moment que ceux-ci ne chavirent sur eux.

Chavirer, ce mot restitue la situation exacte. Il y avait d'ailleurs une locomotive non loin du dépôt de Pont-Rousseau, installée au faite d'un hangar, un platane entier sur le toit d'un immeuble de six étages... surréalité.

Un ciel événementiel, et cela ne s'achevait plus la

paix revenue. Même si le consensus social se rétablissait, même si la quotidienneté terre à terre reprenait ses droits, la pacification n'avait fait que masquer, comme toujours, une situation nouvelle, et la reconstruction des villes européennes n'allait être qu'une répétition, une redondance urbanistique, une négation du fait spatial apparu au cours de la seconde guerre (on fait son lit comme on se couche), seules les armées, une fois de plus, bénéficieraient de l'événement.

Cet océan aérien où moutonnaient les nuages devenait insensiblement le dernier élément naturel des cités, après la disparition du végétal, la rareté de l'animal. Mais le profil du littoral urbain se détachait maintenant sur un élément atmosphérique retourné à sa vacuité initiale. C'était l'illusion des villes ressuscitées, cadavres debout, symboles de la pseudo-société qui les avait relevées.

Certains voulurent reconstruire les villes ailleurs, à côté de leurs anciennes implantations (Caen, par exemple); ce fut inutile. Un moment volatilisées, les cités, comme le film d'un écroulement projeté à l'envers, retombèrent à leur place, à la même place... simplifiées mais analogues, dans leurs volumes, plus lisses, plus hauts, et la transparence un instant retrouvée disparut à nouveau.

Le ciel au-dessus des toits, l'espace bleu changeant au rythme des saisons et des jours remplaçait maintenant l'espace vert absent. Nous vivions désormais au bord de l'atmosphère, littéralement à la limite du monde, à l'aplomb du vide...

Et tandis que chacun retournait à ses occupations coutumières, vols stratégiques et lignes aériennes se développèrent simultanément comme si le « Strategic Air Command », la Panam, Air France ou

l'Aéroflot ne constituaient plus qu'une seule et même compagnie destinée à coloniser le nouveau territoire, à le saturer de balises et de couloirs immatériels.

La création du pont aérien à l'occasion du blocus de Berlin vint un instant rappeler le caractère aéroportuaire de chaque cité, puis, de nouveau, le ciel fut dévalué, disqualifié par les débuts de la course à l'espace, comme si les conquêtes sidérales réalisaient une coupure, comme si un mystérieux plafond limitait la valeur de l'espace (un niveau, un étage de plus, toujours plus haut...). En fait, c'étaient les termes d'altitude et d'apogée qui perdaient leur sens pour ne plus désigner que l'acquisition d'un dernier mouvement vers le vide, vers l'absence universelle.

Je me souviens d'ailleurs de ce crépuscule où, regardant le soleil décliner sur l'horizon, je m'efforçai d'oublier le mouvement apparent pour voir monter la ligne de terre, comme une crête au zénith.

Première Partie

L'État suicidaire

L'État suicidaire

« Il nous faut bien reconnaître que la société industrielle avancée, tout en entretenant le danger (atomique), n'en devient pas moins *plus riche, plus vaste et plus agréable*. L'économie adaptée aux exigences militaires rend *la vie plus aisée pour un nombre toujours plus grand de personnes* et elle étend la maîtrise de l'homme sur la nature. » En 1964, Herbert Marcuse¹ commence sa critique ambiguë du système par ce préambule : l'état de prospérité, la sécurité intérieure et personnelle croissent en même temps que la sécurité extérieure et générale. C'est la thèse soutenue au même moment par les militaires du camp occidental : le vice-amiral Friedrich Ruge² nous parle aussi de ce confort, de cette prospérité qui sont assurés au-delà de la sécurité elle-même par la neutralisation toujours possible de l'« autre ».

Moins de dix ans après, des livres comme ceux de Robin Clarke, *La Technocratie de la guerre*, nous signalent une situation bien différente : si l'on s'en

1. H. Marcuse, *One-Dimensional Man* (Boston, 1964).

2. Les citations de F. Ruge sont tirées notamment de *Seemacht und Sicherheit*.

tient à l'information statistique, l'intégrité des personnes, leur prospérité décroissent dans la mesure où, justement, sécurités intérieure et extérieure tendent à se confondre, et il nous est fourni une intéressante information sur ce nouveau mode d'invasion des territoires par les militaires, sur les dimensions sans précédent des travaux effectués par l'armée ou sous son contrôle dans le domaine des sciences humaines notamment, sur la prise en charge dans un champ commun de problèmes aussi divers que la surpopulation, la famine, la guerre nucléaire, la conquête spatiale, la pollution, etc., sur le développement enfin, dans la paix, « de ce critère décisif du caractère criminel de la technocratie : la mesure dans laquelle elle affirme, au nom du progrès et de la raison, que l'impensable peut devenir pensable et l'intolérable tolérable » (T. Roszak).

Que penser du caractère que pourrait prendre cette technocratie si, de surcroît, elle ne prétendait plus être guidée de l'intérieur par *la raison et le progrès*, mais par le *non-progrès et la terreur*? C'est ce qui arrive. C'est, en Grande-Bretagne, le « plan de survie anti-progrès » (on connaît, à ce propos, les déclarations du duc d'Edimbourg), aux États-Unis, la campagne de « désaméricanisation », dans tous les pays développés, une avalanche de scandales, de manifestations, de dossiers, d'informations, visant au réengagement aveugle de l'opinion sur les critères d'une nouvelle normalisation, fondée cette fois sur la répulsion et la crainte de tout développement dans le domaine civil!

L'« ennemi de l'intérieur », cinquième colonne ou ministère de la Peur, cette administration souterraine qui, pendant le Blitz, conjugait ses efforts avec ceux plus spectaculaires des bombardiers nazis,

contribuait, grâce à l'action de ses « fonctionnaires », répartis au sein des populations, à faire de la guerre totale une entreprise de démoralisation en portant à son paroxysme cette grande dynamique intérieure des sociétés, la terreur.

La multiplication d'ouvrages du genre de ceux de Clarke nous fournit indirectement une information importante : *l'administration de la peur a repris du service actif*, marquant pour les sociétés occidentales un seuil, la fin d'une alternative vieille de plusieurs siècles entre paix et guerre, le passage de l'état de guerre totale à un état nouveau et inconnu : la « paix totale ¹ ».

« C'est sur mer que la guerre a revêtu très tôt un caractère total, écrivait Friedrich Ruge, car celui qui domine sur mer ignore les contingences, les obstacles... mer indestructible qui n'a pas besoin d'entretien, dont tous les espaces sont naturellement reliés. » La stratégie aérienne alliée allait reprendre ces termes dans un autre élément. En saturant l'espace allemand, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, avec ses bombardiers, le général Harris espère lui aussi atteindre à un « effet psychologique » sur l'ensemble des populations traitées, et cela « sans aucune limitation dans l'emploi des moyens techniques ».

A la guerre de milieu succède la guerre faite au milieu — nature, société. C'est au travers de son

1. « Paix totale » ou « paix intégrale », référence au modèle romain et préoccupation des instances internationales après 1914. De nombreux passages commentés ici sont extraits de l'œuvre d'Edgard Milhaud, et en particulier de *Sur la ligne de partage des temps* (P.U.F., 1948).

habitat, atmosphère, flore, faune, etc., que l'homme est frappé à mort, des plaines de Champagne ou de Flandres balayées par le vent d'ypérite aux forêts défoliées du Vietnam. En Europe, la guerre traditionnelle était montrée comme *une politique poursuivie par d'autres moyens*, parce qu'elle était l'ultime argument d'un système d'échange et s'appuyait sur l'utilisation d'un habitat commun. Faite de loin, la guerre totale produit une situation exactement inverse. « Les lois découlant directement du caractère de l'élément traité », l'univers privé de dimensions de la guerre totale s'inspire largement de la tactique sans obstacles et sans contingences de la guerre sur mer, la géométrie rudimentaire du carpet-bombing, réduite à une codification instrumentale limitée, venant par exemple se substituer à la vieille carte d'état-major.

Dès la fin du XVII^e siècle, le *fleet in being*, formule imaginée par l'amiral Herbert, avait marqué le passage de l'être à l'étant dans l'exercice de la contrainte sur l'adversaire. C'est la fin de l'« appareil naval » et de la guerre rapprochée, le nombre et la puissance des navires en ligne deviennent secondaires; ce qui est essentiel, c'est la façon dont ils savent administrer leur présence ou leur absence dans l'élément marin. Le but poursuivi est psychologique, créer un état permanent d'insécurité dans l'ensemble de l'espace traité.

La tactique du *fleet in being*, sa planification, adhère à celle du mercantilisme européen, routes maritimes, itinéraires triangulaires ou circulaires, mais, plus encore, conduits économiques autonomes jetés hors de tout espace quotidien... « Guerre, commerce et piraterie, les trois en un, inséparables » (*Faust, II*), les trois comme une action de même nature.

normalement du nihilisme naturel du milieu marin à la neutralisation permanente des milieux colonisés. Les structures de l'exploitation (routes, urbanisation, voies ferrées, etc.) seront construites sur un même modèle et accompagnées de la destruction obligée des contingences, des obstacles : la ruine de l'habitat précédant l'élimination de l'aborigène, la sous-alimentation transformant de grands peuples en tribus dispersées et misérables et supprimant ainsi l'hypothèse politique, l'échange coutumier ou institutionnel.

Cependant, *tout État côtier étant voisin direct de tous les États qu'il peut atteindre et manifestant toujours un intérêt particulier pour la rive d'en face*, ce genre de stratégie indirecte sera normalement utilisé en Europe par les Alliés, et leur politique de blocus visera, dès 1914, à des objectifs comparables à ceux de la colonie : « faire souffrir les populations civiles allemandes d'une crise économique-physiologique de sous-alimentation ».

Au-delà des dimensions cataclysmiques qu'elle atteint, la guerre en Europe prend un sens nouveau, elle devient la poursuite effrénée et réciproque d'une débâcle physiologique. C'est seulement deux ans après le début des hostilités que l'effet du blocus commence à se faire sentir. Il sera l'une des causes principales de l'effondrement de l'unité allemande, et plus tard, après la fin de la guerre, un facteur indirect du marasme économique et social.

Dans la même perspective, trente ans après, Roth pourra montrer la première « guerre mondiale totale » comme « le déclenchement d'un processus matériel inconnu *réellement sans limites et sans but* ». La guerre totale est essentiellement prospective. « Sans limites et sans but », son action incontrôlée se mani-

festes dans tous les domaines sur de longs délais et hors de tous délais. Une fois déclenché, son mécanisme ne peut aboutir à la paix, car la stratégie indirecte installe effectivement le pouvoir dominant hors des catégories usuelles de l'espace et du temps. Il y a là une incidence qui dépasse toute intentionnalité, l'instauration d'une permanence extérieure à toute intention qui précède et dénature toutes les initiatives et les activités de paix, leur donnant un caractère réparateur, déficitaire, ultérieur.

Ce caractère incontrôlé de la guerre totale apparaît clairement aux Alliés bien avant la fin du conflit. Ainsi, lors des travaux de la délégation spéciale de la S.D.N. sur le passage de l'économie de guerre à l'économie de paix en mai 1943 : « En 1918, les hommes d'État espéraient désespérément rétablir le régime économique qui régnait en 1913... personne aujourd'hui ne peut plus désormais désirer voir renaître le régime international de 1939, car en effet, à cette date-là, il n'y avait plus déjà que les ruines d'un système... nous sommes obligés désormais de regarder en avant. » Paix et guerre s'identifient : elles sont toutes deux des systèmes de ruine et toutes deux sont devenues obligatoirement prospectives. Et dans ces mêmes travaux de 1943, le fatal rapprochement se poursuit, l'économie de guerre devient modèle pour l'économie de paix ; ce n'est pas fortuitement que la gigantesque consommation de la guerre inspirera l'énorme consommation de la paix, qui viendra se substituer aux problèmes de production tombés dans l'impasse monétaire des années 30. Parallèlement aux opérations militaires, une opération technique de grande envergure va être déclenchée.

Le 6 janvier 1941, Roosevelt, le promoteur du New Deal, présentait au Congrès américain son célè-

bre message sur les « Quatre libertés humaines ». La troisième liberté, glissée entre les autres comme une carte pipée, était la *freedom for want*¹. Peu après, en Grande-Bretagne cette fois, sir Beveridge communique aux membres du Parlement le rapport très attendu sur la « sécurité sociale » (décembre 1942). La *freedom for want* y est transcendée, le système économique devient en effet dans ce texte système de société, comme il est déjà objectif de guerre (notamment dans le « Programme pour la paix du monde », charte de l'Atlantique du 14 août 1941). Ce que certains appellent alors avec enthousiasme « libération du besoin » est, en fait, exactement le contraire, puisque c'est désormais l'État qui, selon le mot de Beveridge, sera seul qualifié pour « faire le diagnostic du besoin en vue de la vie saine du citoyen ».

La Grande-Bretagne qui, lors de l'instauration en Allemagne de la politique du Dr Schacht, a manqué déjà sombrer dans la dictature économique, profite d'un moment de mobilisation psychologique exceptionnel pour faire elle aussi sa « révolution ». C'est l'atmosphère d'appréhension et de terreur de la guerre totale qui assure « à chaud » la réussite de l'opération Beveridge auprès de populations à fortes tendances libérales, peu soucieuses d'aliéner leur destinée à un système.

La *freedom for want* est révolutionnaire dans la mesure où elle substitue à l'homme du droit coutumier, pourvu d'apanages, l'homme de l'action sanitaire et sociale, c'est-à-dire l'homme nu et seul sous

1. I. Liberté de parole.
- II. Liberté d'adorer Dieu.
- III. Libération du besoin.
- IV. Libération de la crainte.

le regard étatique et clinique. L'homme de la *free* n'est donc plus à proprement parler un « citoyen », c'est un organisme anonyme vivant en situation limite, puisque la loi porte sur la satisfaction minimale du besoin, ce qui est indispensable à la vie. Sans culture, sans société et sans mémoire, cette figure n'a pas de précédent historique¹, c'est uniquement la précarité de sa situation au sein du système qui le lie à celui-ci, puisque, pour l'homme nu, l'assistance est devenue la survie, la non-assistance, une condamnation à mort. *Toute libération a donc pour lui invariablement le visage de la mort, de la fin, suicide ou meurtre.* Cette figure exsangue, Adam de ce nouveau monde que, touche après touche, le bouillonnement des lois modèlera à la faveur de situations d'exception, rappelle donc singulièrement celles rencontrées sur les grands champs de bataille, celles des asiles, des prisons et des camps.

C'est très précisément la *freedom for want* qui, en palliant au retour à des situations antérieures, permet de libérer techniquement dans la paix le processus matériel sans limites et sans but de la guerre totale. *C'est la guerre qui, désormais, sera poursuivie par d'autres moyens.*

Pour les États-Unis, face à leurs adversaires, le mot d'ordre est, dès la fin du conflit, sans ambiguïté. Ce n'est pas de paix, mais de survie qu'il s'agit pour leur système, avec ce que cela présuppose de non-discrimination entre les pouvoirs civils et militaires².

1. La commission britannique de l'« assurance sociale » commence très précisément ses travaux sous le signe de la libération du besoin, et Beveridge insiste sur le fait que l'assistance doit s'adresser « aux familles et citoyens pris isolément ».

2. Qui se confondent en la personne du président, dans la carrière

En effet, les États-Unis ne sont pas une *nation* au sens où la vieille Europe ou l'U.R.S.S. peuvent l'entendre, ils ne sont rien d'autre que la mise en œuvre de leur propre système, une prothèse jetée sur un continent, les Américains n'ont jamais *habité* l'Amérique.

Dès les premiers mois de 1947, le sénateur Pepper (démocrate, Floride) définit les plans d'assistance : ils font partie d'un état de guerre non déclarée. Henry Wallace les présente comme « dépendant davantage des besoins de la marine américaine en pétrole que des besoins alimentaires des enfants grecs ou turcs »¹.

Au cours de cette période sinistre, on voit se mettre en place les grandes technstructures nécessaires à la stratégie de la paix totale. A l'intérieur comme à l'extérieur, la vie des États, leur destinée seront subordonnées à la stratégie générale, sur le plan pratique avec la création du droit de veto et de la force de « police » du comité d'état-major des Nations unies, par exemple. Ainsi, comme la guerre totale, la paix totale pourra être faite de loin et de haut.

La décolonisation, prônée au nom du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » (principal terme de la propagande de Wilson en 14), ne sera en réalité que la *fin d'une cohabitation*. Ségrégation nouvelle, mais cette fois quasi étanche, qui permet d'étendre le statut du ghetto à des continents entiers. L'exploitation rapprochée et ponctuelle, le petit colon, le comptoir disparaissent, ils sont remplacés par la

d'hommes comme Robert McNamara, ancien secrétaire à la Défense (au moment de l'escalade au Vietnam) et aujourd'hui président de la Banque mondiale ou, dans l'évolution même du fonctionnariat au moment de chaque conflit, à partir de 1903.

1. *Le Monde* du 11 avril 1947 et Associated Press.

pression immanente des pays développés sur les zones traitées, le tiers monde. Bientôt, famines, guerres endémiques, misère, désordres sévissent dans ces limbes de la paix totale, dans ces régions inférieures vouées uniquement à l'exploitation. Tandis que les budgets de l'assistance régressent à mesure que la stratégie mondiale se radicalise, les systèmes d'information (presse, télévision, etc.) élargissent leurs zones de fading.

L'analogie d'expérience est ici frappante. Dans le cas de décolonisation réussie comme de guerre totale gagnée, on n'obtient pas de retour à une situation antérieure plus ou moins modifiée (chacun chez soi), mais, après destruction et ruine de l'habitat, insertion obligée des sujets dans le milieu nouveau qu'on leur a de force donné. C'est là le sens profond qu'il faut attacher au mot de Nixon : « Nous ne sommes pas impérialistes, nous souhaitons seulement apporter un mode de vie. » En cela, le président Nixon poursuit l'action traditionnelle des États-Unis. En juin 1917, Wilson prétendait déjà « déclarer la paix au monde » en « transposant sur le plan international ce qui fait le ressort de la vie intérieure américaine ».

On comprend mieux dès lors pourquoi les objectifs poursuivis au travers de cette forme de paix sans précédent et la guerre étant identiques, les programmes technologiques avancés de paix et de guerre tendent à se recouvrir, pourquoi la différence s'amenuise entre le système d'unification mondiale issu du statu quo nucléaire et le développement du grand marché (modèle américain). Tous deux sont des *cadres d'intégration*, des structures déjà choisies auxquelles tout le reste doit venir se subordonner. Et l'on énumère ce reste : implications sociales, politiques, culturelles, découpages sectoriels et géographiques,

information assurant le fonctionnement le plus économique de l'ensemble.

On retrouve là les caractéristiques essentielles du *being*. C'est donc à une modification radicale de l'économie de milieu, de son éthique, que nous allons assister, mais en Europe cette fois. Cependant, *en habitant la guerre totale*, les Allemands ont été pendant quelques années les premiers à la vivre, devenant ainsi pour les Alliés modèle et sujet d'études¹.

En supprimant les frontières, la guerre totale abolit les franges protectrices des réalités nationales; ce qui se passait sur les fronts linéaires se passe à l'intérieur. C'est avec une sorte de sombre entrain que la population allemande va s'installer dans une réalité qui, chaque jour, disparaît. « La question morale ayant été laissée de côté » (général Harris), les schémas industriels et militaires réalisent à domicile la grande vision ascétique et amputatrice de l'Occident, sa « croisade », comme dit Eisenhower.

« La ville est un désert de pierres qui doit disparaître, prophétisaient vingt ans plus tôt les frères Luckhardt dans leurs *Lettres utopiques*, mais la dissolution des villes supprimera-t-elle l'accumulation ? » Effectivement, les villes brûlent et disparaissent, les structures urbaines sont pulvérisées. Les populations commencent à fuir, à se disperser, ne trouvant à leur tour de remède que dans la disparition volontaire. A mesure que les infrastructures de service sont neutralisées, de nouveaux groupements se forment spontanément où l'obéissance et la coexistence ne sont plus que les efforts d'adaptation à un milieu devenu brusquement stérile, inconnu et mortel :

1. Commissions de type *War Fare*.

groupes d'évadés, d'enfants, de réfugiés politiques, de familles ou de quartiers, groupes de soldats abandonnés au gré de la stratégie... Il y aurait un inventaire à dresser de cette vie quotidienne expulsée brutalement de ses normes, de ses institutions; de l'organisation de cette *résistance physiologique* tellement plus étendue et importante que la *résistance idéologique*.

Ne serait-on pas amené alors à revaloriser certains actes, certaines pratiques de ce monde de déchet et de récupération? Partout ces organisations se distinguent notamment par une appréciation différente des espaces et des territoires. A la nature devenue hostile et dangereuse, « lieu de participations inquiétantes », elles substituent le vieux Raumscheu, *cet espace de la peur qui naît de la peur de l'espace*. « Ces hommes des profondeurs, travailleurs souterrains, décrits par Nietzsche, qui creusent, qui fouillent... qui se privent volontairement d'air, qui arrivent à aimer la nuit. » Partout c'est le recours à la crypte, au souterrain, au sous-marin, à la cave, à la forêt, à l'égout; partout on creuse, on s'engloutit, on s'immerge. « La nature disparaît et avec elle les restes de l'homme objectif, miroir, reflet, d'un monde finalement étranger. » (Nietzsche.)

Cet univers d'anéantissement est habité de la façon la plus quotidienne par les populations européennes; ainsi cet article drolatique, paru dans la *Berliner Zeitung* en 1942, nous informant de la disparition, bien réelle cette fois, de l'homme objectif :

« Le rêve des hommes de se rendre invisibles, rêve vieux comme le monde, n'est évidemment pas encore près de se réaliser, mais l'art de se dérober à la vue n'en a pas moins pris une extension énorme; très pratiqué, son importance est devenue tout autre que celle d'un simple jeu de cache-cache.

« Le soldat qui recouvre son casque de feuillage ou jette sur ses épaules une couverture de la même teinte que ce qui l'environne déploie une activité du plus haut intérêt : en faisant du mimétisme, il pénètre dans un des domaines les plus mystérieux de la nature... »

Il n'y a pas que l'homme qui disparaît, mais aussi l'univers des objets :

« Objets souvent gigantesques, vastes étendues qu'il s'agit de dissimuler pour de longues durées... l'homme qui en a la charge doit posséder un sens aigu du danger, *mais surtout de l'in vraisemblable*. On lui a confié la tâche de changer le monde, il s'y emploie... »

Car cet anti-monde a lui aussi ses architectes. A l'inverse de ceux de l'univers visible, ils sont chargés de faire disparaître les monuments au lieu de les faire apparaître. Ils y goûtent des joies esthétiques d'un genre nouveau :

« Narquois et satisfait, l'architecte sourit en contemplant son œuvre : *il est possible de ne rien voir...* ce n'est qu'en arrivant nez à nez devant les choses qu'on s'aperçoit qu'il y a quelque chose qui cloche... on ne sait jamais où la réalité commence et où elle finit... »

Cet article est remarquable jusqu'à la fin :

« ... Après la guerre, ce sera un divertissement gigantesque, il faudra parcourir longtemps l'Europe pour la découvrir à nouveau... Comme libéré d'un cauchemar, chacun s'exclamera : "Vite des couleurs, pour repeindre les persiennes en vert, les murs en teintes claires, là où il y a maison, je veux en voir une!" »

... La paix sera la restitution des signes, le retour au monde objectif. Et, en effet, la société européenne,

après la fin des hostilités, va hâtivement réoccuper l'espace civil, désertifié par les bombardements, avec des représentations familières, des couleurs vives.

Les hommes clairvoyants ne se trompent pas cependant sur cette situation de répit, sur la véritable nature de cette « reconstruction » sans lendemain, où toutes les réminiscences, toutes les *cultures* viennent se télescoper. Comme en 1918, ils se trouvent en présence d'une « paix d'inanition », d'une paix de guerre, selon le mot de Briand. Ils ne se trompent pas non plus sur le caractère profond des élites et des chefs militaires que la guerre totale a portés au pouvoir, « prompts à détruire, ils sont incapables de créer la paix, de l'inventer ».

Les banques sont également un obstacle à la création de la paix. Entre 1940 et 1944, le revenu américain est passé de 77 milliards de dollars à 161 milliards (il était de moins de 40 milliards en 1932); pour les exportations, en chiffres ronds, l'excédent atteint 10 milliards contre 900 millions en 1939.

Après avoir été le puissant instrument du profit, le désastre physiologique devenait sa dimension principale. On établira donc la prévision en matière de développement et de besoin en fonction de la destruction et du dommage créé, et non plus de la caducité, de l'usure naturelle, de la satisfaction, etc. Cela est connu dans les domaines des matières premières, ou de la politique des objets (on se souvient des funestes autodafés de la grande crise), cela l'est moins au niveau de la politique de milieu (à titre d'exemple, l'instabilisation de l'emploi que l'on instaure actuellement en France mobilise déjà 42 % du capital national au travers de la destruction clandestine de l'équilibre de l'habitat). Il y a là une ambiguïté du sens, un nouveau détournement, qui dissocie défini-

tivement les exigences concrètes des populations, des modes de progression du système et ne les fait plus se rejoindre et se reconnaître que dans les opérations de ruine, de violence.

Si le terme de *freedom for want* a été très précisément choisi pour définir le statut des habitants de ce système de ruine, de cette anti-société nouvelle, c'est, on s'en doute, après un long travail d'exégèse. L'homme de la *free* n'est pas l'homme du dénuement et de la totale pauvreté; celui-ci est condamné à la disparition comme *incurable* (on l'a vu encore plus clairement lors de la dernière conférence de Santiago). L'homme du *freedom*, c'est celui de l'attente, de l'*expectation*, selon le mot de la prospective économique anglo-saxonne, et il est donc en premier lieu privé de vouloir. Traqué par le besoin, c'est la définition toujours plus élémentaire de celui-ci qui, d'année en année, réduit la matière ontologique de son existence. Le manque, l'angoisse, la fatigue, les obsessions solitaires qui poussent à croire que l'on est perpétuellement surveillé, suivi, menacé, interpellé, ne sont pas, comme on dit, des inconvénients du progrès, des accidents de la vie moderne, mais des réalités projetées par un système.

C'est qu'en se répandant, la débâcle physiologique prend les formes et les noms les plus inattendus, les plus divers. Ainsi, à la « libération », les banques, en limitant les crédits alloués à la reconstruction de l'Europe, entendent ne pas interrompre la formidable évacuation de matériel et de denrées américaines périmées, empêchant ainsi indirectement le vieux continent de retrouver une expansion originale. La situation désastreuse décrite par Mitscherlich n'est donc pas accidentelle. C'est sous l'afflux des marchandises finies de l'aide américaine que, très précisément, la

culture et les industries se figent, se « recroquevillent », dans le décor des villes, artisanalement reconstitué, de Saint-Malo à Varsovie, prémices folkloriques d'un sous-développement tout proche.

Il y a quelque temps, les projecteurs de l'actualité étaient braqués sur une zone oubliée, le Pakistan, ravagé par un raz de marée (on a su, peu après, pourquoi ce peuple destiné à l'oubli et à la mort méritait ainsi l'attention de l'information occidentale). Tout le monde, en France, fut alors étonné de voir se mettre en place, en face de la détresse absolue de millions d'hommes, les seules structures de répression; cordons sanitaires armés aux frontières, par exemple. De structures de service, il n'y en avait pas apparemment, et les secours acheminés vers le Pakistan par les associations philanthropiques demeuraient inemployés sur les pistes des aéroports, comme si l'idée même d'un secours n'était plus seulement envisageable pour ces populations-là.

On pouvait voir, dans cette disparition quasi totale de l'idée de service au sein des structures de l'État, les séquelles d'une administration postcoloniale, mais, peu après, on assistait en France, sur l'« autoroute du soleil » bloquée par la neige, aux prémices de tragédies semblables. En quelques minutes, l'accident climatique transformait le consommateur en usager de l'espace, et l'usager se trouvait confronté à un type de structure instrumentale, dissocié de toute réalité de milieu (janvier 1971).

C'est par la tenue des anciennes structures de service que les trusts comptaient faire échouer la politique du président Allende (notamment dans le domaine de la circulation, des transports), mais il

s'agit là d'un schéma classique de la « latinisation » et de l'état de tension permanente en Amérique du Sud. De même, aux États-Unis en 1939, le *Reorganization Act* marque un véritable *dédoublément* de l'administration à la veille de la guerre totale, la soumission à un exécutif puissant, fortement marqué par les « cabinets de guerre », et la négation du vieil État libéral. En Europe, l'évolution est la même. Avec l'idée de service public des populations, c'est une des dernières caractéristiques de la paix véritable qui disparaît, car, au-delà de sa représentation humanitaire et désintéressée, c'est l'image sociale de l'État qui s'efface de l'esprit des citoyens¹. Cela est normal, car l'idée de service s'oppose fondamentalement à l'idée d'assistance à travers la politique de milieu. Le caractère désintéressé et anonyme du service public des populations apparaît en effet *comme l'ultime support tangible des libertés, des citoyens*, et cela tout particulièrement en matière de législation de l'espace : c'est ce caractère désintéressé qui garantit dans les faits le droit de circuler ou de s'arrêter, l'inviolabilité d'un espace même provisoirement approprié, laissant aux habitants la liberté de passer du vouloir au mouvoir, c'est-à-dire de préexister à la quotidienneté, de la recréer à loisir, inaliénable, en plantant simplement une tente, en arrêtant une roulotte. On sait de quelles persécutions ces notions dyna-

1. L'espérance finale d'un État fondé sur la nostalgie des « pactes d'échanges réciproques », des services mutuels. « Démocratie dans l'administration, fraternité dans les relations sociales, égalité des droits, éducation universelle, inaugureront la prochaine période historique que la raison, l'expérience et la science préparent aujourd'hui. Cette nouvelle période sera la *résurrection* — mais sous une forme supérieure — de la liberté, de l'égalité et de la fraternité des *antiques gentes* » (Engels, « Fonction de l'État »).

miques de l'espace social que sont, par exemple, les diverses formes de nomadisme, font l'objet dans les États totalitaires : le *traitement* des tziganes et bohémiens sous le III^e Reich, et, aujourd'hui, les lois d'assistance qui visent à les sédentariser.

Cette répression des dynamiques *sauvages* a toujours été au premier chef un problème d'armée et de police (du carcan à l'entrave, aux réductions des espaces cellulaires, à la politique de siège et de blocus, et cela jusqu'à la suppression pure et simple du mouvement, la mort infligée). Mais, depuis 1945, dans l'État moderne, de nouvelles orientations se font jour, de nouveaux choix dans les questions spatiales¹, et il est donc normal de voir se renouveler les procédures d'entrave au travers de la disparition progressive de la notion de service public, et cette disparition devenir inversement un argument essentiel de politique intérieure, de stratégie du pouvoir (en Mai 68, le brusque réapprovisionnement des populations en essence à la veille du week-end de Pentecôte). Cette disparition du service public ne prendra cependant son ampleur tragique que dans le cas de disparition totale du milieu vivant sous la structure instrumentale (situation urbaine généralisée), l'eau, l'air, le mouvement du corps ou son arrêt devenant droit à la vie ou condamnation à mort (voir la définition du *droit aux*

1. L'information et la propagande, la séparation de l'administration des postes de celle des communications, les offices pour les questions spatiales, l'administration urbaine, l'aménagement des territoires, la mise en œuvre des grands travaux, la recherche et la conservation des ressources naturelles et de l'énergie, la défense de l'environnement, etc., la multiplication des tâches de l'État progressant dans un espace donné, une géographie administrative toujours plus affinée et présente.

abris en Allemagne pendant les bombardements stratégiques).

Le centre des villes explose à nouveau et se pulvérise; invivable, irrespirable, il se désertifie pour laisser place aux postes directionnels, véritables bunkers de l'administration, de la police, de l'information. Les populations fuient ou sont rejetées en désordre vers les périphéries où elles se retrouvent parquées. Tandis que les grandes radiales stratégiques se multiplient, les conduits attenants à l'ancienne information de milieu disparaissent, chemins de fer locaux, voies secondaires et privées, communications interindividuelles, infrastructures de service (postes, écoles etc.) se raréfient et sont activement contrôlés, les tables d'écoute de la Wehrmacht sont remises en état. Géométrie coloniale de la décolonisation, de la guerre totale ou de la paix totale, le système s'étend et se reproduit, processus matériel sans but mais non plus sans limites.

La récente affaire du *S.S.T.* prototype d'avion supersonique finalement livré au champ de foire, est un événement important. Ostensiblement, l'avenir du système américain se recroqueville et se fige à son tour; c'est la prospective industrielle et commerciale qui entre au musée et va rejoindre la prospective culturelle et sociale. Les fermetures partielles de cap Canaveral ou de Boeing marquent aussi, au-delà de la grave crise de confiance dans les domaines monétaires et technologiques, une crise plus fondamentale, celle de l'avancement et de la motricité du système à l'intérieur d'un isolationnisme devenu planétaire.

Dans une nation qui s'est crue si longtemps innovatrice et même créatrice, les universités et les firmes

se jettent tardivement dans le solving. L'interrogation du solving : « Comment empêcher le futur de devenir périmé, comment créer ? », est bien différente de celle des technocrates de La Haye qui, en 1914, pensaient remédier aux crises par un fonctionnalisme planétaire; forcé de regarder en avant parce que derrière lui il ne laisse que des terrains vagues, des poubelles, des déserts et des ruines, la différence s'amenuise pour l'organisation entre objectif atteint (réalisation planétaire) et FIN.

Si le fonctionnement du système, bloqué dimensionnellement, se pose de plus en plus en termes d'invention, il ne s'agit pas cependant de *création véritable*, mais simplement de problèmes autonomes de fonctionnement qui n'affecteraient pas son emprise sur les assujettis, de simples créations d'ouvertures. D'où le caractère d'enquêtes prospectives de style Delphi (1960) qui excluent ostensiblement tout « aspect social », toute dynamique de groupe au niveau de la consultation des experts. De telles méthodes en disent long sur le genre de mesures auxquelles nous allons nous trouver confrontés en tant qu'habitants obligés du système.

La campagne de peur civile dont il est question au début de ce chapitre fait sans aucun doute partie de ces mesures, ou, plutôt, prépare psychologiquement, pédagogiquement et moralement l'opinion à ces mesures. Ce type de campagne de « dénonciation » des maux à caractère pseudo-scientifique n'est pas nouveau; il met en pratique la devise insensée de l'apôtre du III^e Reich, Rosenberg : « Ceux qui savent tout n'ont peur de rien », et fait de la « science »

une investigation et une simple pratique de police au nom d'un nouveau « protectionnisme ».

De même, le : « Il s'agissait d'aller dans ce domaine (la guerre totale), jusqu'au bout de l'inspiration », du colonel d'état-major allemand Ernst Zolling, était déjà du *solving system*, et cette utilisation des techniques s'éloignant du rationnel vers une exploration hâtive du plus invraisemblable, voire de l'insensé¹.

« Autrefois, tel moyen impliquait telle fin, aujourd'hui, c'est la bizarrerie, l'étrangeté des moyens qui implique une fin nouvelle »; c'est là ce « potentiel imaginaire » du III^e Reich qui dérouta un moment les experts alliés commis à sa récupération, « mosaïque étrange de recherches, d'inventions... constellation baroque » (Amsler) surgie d'un monde fini où la déraison était devenue le but de l'ordre, le produit même de l'organisation. Toutes les mesures prises par le III^e Reich ont été des mesures de désespoir, et même à l'apogée du régime, Goebbels constatait : « Le monde où se meut Hitler est un monde de fatalité absolue, un monde où même le succès n'a pas de sens. » Où, plutôt, il a le même sens que l'échec dans un milieu de vie où tous les actes, toutes les initiatives sont devenus une dérivation vers le pire².

Leni Riefenstahl note aussi cette modification du

1. Au même moment, chez les Alliés, renouveau des *aides à la créativité*, et, de 1940 à 1950, les débuts de l'analyse morphologique.

2. Citation intégrale : « Dans le monde de fatalité absolue où se meut Hitler, plus rien n'a de sens, ni le bien, ni le mal, ni le temps, ni l'espace, et ce que les autres hommes appellent succès ne peut servir de critère... il est probable que Hitler aboutira à la catastrophe, mais ses idées transformées en acqueront une force nouvelle. » (Goebbels à son aide de camp, le prince de Schaumburg-Lippe, *Hitler parle à ses généraux*, Albin Michel).

caractère social, l'ampleur qu'elle prend dans une Allemagne déstructurée par la stratégie indirecte : « Ce qui était quotidien, ordinaire, leur faisait soudain horreur... la tentation de l'inhabituel fascinait tout un peuple. » C'est dans cette horreur partagée de la quotidienneté et de son milieu que Hitler trouvera finalement son plus sûr moyen de gouvernement, la légitimation de sa politique et de sa stratégie militaire, et ce jusqu'à la fin, puisque loin d'abattre la nature répulsive de son pouvoir, les ruines, les horreurs, les crimes, le chaos de la guerre totale ne feront normalement qu'en augmenter l'étendue.

Le télégramme 71 : « Si la guerre est perdue, que la nation périsse », dans lequel Hitler décide d'associer ses efforts à ceux de ses ennemis pour achever la destruction de son propre peuple en anéantissant les ultimes ressources de son habitat, réserves civiles de toute nature (eau potable, carburants, vivres, etc.), est l'aboutissement normal de la politique de retrait dialectique de l'homme qui avait écrit : « L'idée de *protection* hante et remplit la vie. »

Le mécanisme instituant l'antinomie entre un homme central (l'Aryen, le Blanc, l'Occidental, etc.) et son environnement (nature, société) comme opposition à ses actes, ensuite visant à la suppression radicale de cette antinomie, mobile de la course effrénée de notre système de civilisation vers ce qui serait son « essence », progression montrée comme sans cesse entravée et menacée par « ce qui s'écarte du modèle », avait jusqu'à l'instauration mondiale de la stratégie de l'étant, l'espace et le temps comme contenants implicites.

Il est extrêmement probant de voir s'effriter très

tôt ces notions d'évolution cinématique et disparaître l'homme objectif, dans la nation allemande, sensibilisée au *being* par le manque d'accès à la mer libre (voir les préoccupations historiques, le couloir de Dantzig, par exemple), chez les grands classiques et, plus près de nous, chez Nietzsche, chez Spengler... chez Heidegger où l'être n'est montré dans son fond que comme « transgression de ce qui n'est qu'étant », et, enfin, dans la réalité de la guerre totale.

Temps et espace y deviennent pure problématique, les grandeurs représentées et projetées n'y sont plus que des programmes imparfaits, ils apparaissent à leur tour éminemment sujets à expression, expressifs et faisant partie du sujet autant que du milieu.

C'est dans l'annihilation progressive de l'indépendance entre :

TEMPS ESPACE

SUJET

cette intégration de la dimension à ce qui reste à l'homme d'expression (moralité de la fin), que s'est joué exemplairement, pour le III^e Reich, le dernier acte, le télégramme 71.

L'exploitation du malaise de l'homme vis-à-vis de son environnement (inadaptation, nouvelle situation urbaine, pollution, insécurité, désocialisation, surpopulation, etc.), malaise de plus en plus répandu, force répulsive de plus en plus puissante et expressive qui tend à remplacer le mépris du milieu par la peur de celui-ci, vient, comme les campagnes psychologiques précédentes (progrès, *freedom for want*, etc.), se superposer exactement au nouveau schéma militaire, entreprise nihiliste bien réelle, projetée et cons-

truite jusqu'à la fin que l'on sait (bombe). Cela au moment où, justement, le système, en se ruant vers la totalité de son accomplissement, tend à s'offrir à l'analyse, où la proximité de sa fin donne son sens au projet qui, en devenant objectivement connaissable, pourrait redevenir intentionnel, être ressaisi.

Il ne s'agit donc pas maintenant d'achever par la terreur ce travail d'évacuation entrepris depuis si longtemps par cette culture qui *littéralement* désormais nous domine, qui, en nous exhortant à une assimilation toujours plus grande au système, espère enfin obtenir la suppression totale de l'antinomie, du *scandale*, entre le projet et ses habitants, différence où repose pourtant leur dernier sursis.

La matière n'est plus celle dont parlait Lénine dans ses *Cahiers* : « éternelle et infinie », les fondements millénaires du matérialisme s'effondrent, cette admirable indépendance de la matière n'a plus de sens en tant que dimension de l'histoire humaine. « Marx et Lénine n'avaient pas prévu cette voie du développement de l'humanité! » s'écriait non sans *naïveté* N. Khrouchtchev à la tribune de la session du Soviet suprême de l'U.R.S.S. en 1962, après l'affaire des Caraïbes.

On est très fier, en France, d'avoir créé le premier ministère de l'Environnement. Mais ce ministère, depuis sa fondation, demeure bizarrement inactif. Il paraît que notre espace national est déjà tellement saturé techniquement que le Ministre de l'Environnement n'est pas encore parvenu à y trouver un *lieu* où pourrait s'exercer concrètement son action en faveur du *milieu*.

Tandis que les populations s'épuisaient en combats rapprochés dans la limite des sphères économiques et sociales privées de dimensions, comptabiliser et

s'approprier le temps et l'espace humains (du *time is money* au compte à rebours) ont été les occupations véritables du système occidental. Cette capitalisation clandestine n'a été à aucun de ses nombreux niveaux anodine et sans conséquence : dans la paix totale, aujourd'hui, l'heure zéro est universelle, l'éternité disparue, et le Ministre de l'Environnement n'est, en réalité, que le premier ministre de l'Utopie.

Ce qui demeure frappant et est véritablement l'une des clefs de la situation présente, c'est, d'une part, la surinformation des experts du système et, d'autre part, la sous-information de tout ce qui pense prétendûment en dehors. Qu'en résulte-t-il pratiquement ?

D'une part, des experts qui ne savent plus comment utiliser leurs monceaux d'informations et pensent y parvenir comme les habitants de Laputa, en augmentant toujours le volume de leurs travaux, en jouissant de crédits considérables, ils espèrent leur donner une justification si ce n'est un sens (système de Catt!) D'autre part, des idéologues, artistes, écrivains, etc., qui, volontairement, se maintiennent hors de l'information immédiate et produisent le sous-développement politique et culturel, c'est-à-dire des univers en marge, des folklores.

A ces catégories s'en ajoute une troisième : ceux qui se servent de l'information à une FIN : les réalisateurs de l'État suicidaire.

Lorsque, comme à Stockholm, les experts internationaux se rassemblent, cela n'a donc aucun sens, sinon, forcément, pour la troisième catégorie. Les courbes statistiques peuvent grimper vertigineusement vers la fin de la planète, et après ? la pensée reste à sec.

Là est le vrai problème... Lorsque Pascal parlait de la *raison* qui cède toujours au *sentiment*, il parlait de la spéculation *infinie* à laquelle, à un moment ou à un autre, le sentiment pose un repère, une borne identifiable. Si l'on s'en tient à l'art actuel, ce qui est remarquable, c'est qu'il n'est pas identifiable sensiblement. Prenons les ouvrages des idéologues : ils procurent à la lecture le même ronronnement léthargique qu'un moteur bien ou mal *réglé*, rien d'autre. En revanche, la troisième catégorie produit, elle, un sentiment du réel; mieux, elle vise à détenir l'exclusivité de sa production grâce à la tenue des médias; ce sentiment, c'est le mépris, la haine du quotidien. Notre pseudo-civilisation matérialiste ne produit que des anti-objets. Les civilisations précédentes étaient celles de l'empayement, la nouvelle civilisation mondiale est celle du dépaysement, c'est-à-dire qu'elle hait l'objet de ses désirs. C'est cette psychose qui commande toute sa politique de production : les premières industries aux U.S.A. étaient l'automobile et le cinéma avant de devenir la guerre, il ne s'agit pas là d'un choix rationnel, fonctionnel ou utile, ce choix est entièrement psychologique ou, plutôt, psychopathique; il provient du mépris et de l'abandon de tout rapport productif avec le milieu, tout l'investissement est fait pour s'en évader.

Lorsque, dans le problème urbain global (qui est nouveau), on doit malgré tout se résoudre à investir dans le milieu de vie (on remarquera que la ville, à ce moment, inverse très précisément le processus du système), ce milieu de vie devient alors le paysage désolé de l'enfermement dans cet univers psychopathique. Comme devant la maison Usher, on est saisi, dans la cité nouvelle, « par une insupportable tristesse, insupportable parce qu'elle n'est tempérée par

aucune parcelle de cette essence poétique que renferment les pires images naturelles de la désolation ou de la terreur... ces murs qui ont froid, ces fenêtres comme des yeux distraits, quelques petits arbres rabougris, provoquent un mystérieux *affaissement de l'âme*, irrémédiable tristesse de pensée qu'aucun excitant de l'imagination ne semble pouvoir raviver ».

Habiter en poète ou en assassin ?

Comme beaucoup d'autres, le XIV^e arrondissement de Paris disparaît en ce moment. Il est en ruine comme une zone bombardée. Dans ses nouveaux terrains vagues, les herbes folles poussent, très hautes. Un grand arbre est couché; dessus, des jeunes gens et filles sont assis, ils habitent un instant en poètes cette zone provisoire de silence et de vide.

Ce grand arbre couché est devenu un repaire heureux.

Plus loin, au-delà de la voie ferrée, près du boulevard, des immeubles surgissent déjà, voitures, bruit, supermarchés, parkings, espaces verts... Les zones bombardées portaient encore une espérance incertaine, les zones nouvellement construites ne portent aucune autre espérance que celle de leur destruction future.

On les habitera en assassin.

Si, aux États-Unis, pays pilote, le crime augmente statistiquement de façon telle, on remarquera que la motricité y est devenue inversement proportionnelle : la notion de week-end, vacances, etc., s'ameuise dans les classes moyennes... d'où la vogue, par exemple, de la piraterie aérienne *durant les week-ends*.

On voit donc mieux que la troisième catégorie n'a rien de fortuit, qu'elle réalise même à sa façon un « gouvernement populaire », une force démocratique.

Seulement, au lieu de proposer des objectifs vitalistes, elle repose sur l'exploitation toujours plus avancée de nos instincts de mort. Il n'y a donc plus partage et choix entre bien ou mal, vie ou mort, santé ou maladie, paix ou guerre... mais un nouvel État totalitaire parfaitement défini sur le plan général par l'ascension constante des graphiques vers la mort planétaire, mais aussi bien, par exemple, par le sens profond des réformes actuelles des asiles et des prisons : le crime et la folie ne seront plus des tares, des maladies que la société saine dissimule et cantonne dans des lieux honteux de réclusion et d'expiation¹.

Le temps du ghetto s'achève. Le fou et l'assassin sont les enfants légitimes que l'État suicidaire engendre et reconnaît. La nouvelle mégapole est leur berceau, leur lieu de détention à perpétuité. L'expiation y est désormais générale.

1. En décembre 1971, la Chambre des communes a décidé la fermeture de tous les asiles de Grande-Bretagne pour les vingt prochaines années.

Moralité de la fin

« Que personne n'impute au destin notre isolement! C'est nous, nous seuls qui prenons plaisir à nous enfoncer dans la nuit de l'inconnu, dans le froid d'un autre monde, peu importe lequel, pourvu qu'il nous soit étranger. S'il se pouvait, nous abandonnerions la zone du soleil pour nous ruer hors de ses limites. »

HÖLDERLIN.

Il y a quelques années, la simple hypothèse d'un ordre se ruant totalement vers sa fin paraissait encore invraisemblable, et cela malgré des avertissements comme ceux du physicien Werner Heisenberg dans son livre *Physics and Philosophy* (1958). Il décrivait la période actuelle et ses crises comme « un état de lutte pour la conquête d'une influence possible dans un État final d'unification, *directement issu du statu quo nucléaire* ».

Cette course vers un « État final » universel¹,

1. E. Jünger, *L'État universel* (N.R.F., 1962).

cette solution finale du problème humain et de la destinée serait donc immédiatement subordonnée à l'avance de la société technologique dans une perspective criminelle absolue, l'arme absolue. Que la violence et la peur soient ainsi parvenues, avec le statu quo, à se réaliser les premières, de façon totalitaire, et cela avant toutes les forces motrices *positives* que les grandes démocraties prétendaient porter en elles, développer et défendre¹, illustre de façon inattendue les assertions sur « un fascisme qui ne pourrait plus renaître ». Ces déclarations rassurantes doivent être comprises comme des jeux de mots, elles indiquent seulement que le caractère faustien du pouvoir totalitaire tend à disparaître avec toute sa panoplie, et que l'État technologique n'a plus besoin que très secondairement de l'accident humain, celui-ci représentant, pour son fonctionnement, une gêne.

De même que les nouveaux types d'armes nucléaires pourront *nettoyer* les villes et les installations industrielles de leurs occupants, *les rendre propres* sans pour autant anéantir leurs précieux équipements techniques, de même, dans un contexte totalitaire se réalisant de cette manière, la normalisation et l'intégration des personnes prend le caractère final de leur disparition pure et simple. Le système structurel qui oppose la *raison de la fonction* à la *raison dialectique* s'accomplit ainsi dans la désertification finale des conduits du pouvoir.

« Les institutions démocratiques sont menacées! », déclarait M. Mitterrand au cours d'une récente conférence de presse, reprenant là un argument électo-

1. « ... Liberté, fraternité, audace intellectuelle... idéal le plus haut de lumière et d'amour... » Appel de Langevin, 1945.

ral complètement éculé et qui, depuis longtemps, ne trouve plus d'écho nulle part. Il nous révélait pourtant une chose en train de se faire : *l'institution contre l'institution*, la grande révolution interne de la « moralité des États » au travers de leur autocritique et, au-delà, la modification radicale des lois, des rôles, des méthodes, indispensable au fonctionnement privilégié de la nouvelle prothèse technique.

Les lois ne pérennisant pas l'ordre existant qui les fait adopter, il est certain que les démocraties ne survivront pas au flottement actuel de la légalité dans le monde. La tangibilité d'un pouvoir encore partagé est sauvegardée par ses institutions, non par leur fonctionnement précaire, mais par leur simple existence. Que cet ultime barrage cède, alors, le corps social tombera comme une masse informe de matière vivante sous la coupe directe de la technostructure. Cela étant illustré par l'orientation nouvelle donnée aux travaux mathématiques dans le domaine biologique et social, à leurs postulats, par exemple l'engineering génétique.

A un niveau moins confidentiel, le référendum sur l'Europe a été en France un modèle intéressant. La campagne de propagande a commencé en réalité avec l'étalage des scandales et de la corruption qui dévalorisaient aussi bien des élus de la majorité que des représentants des grands corps de l'État ou des dignitaires locaux. Fait révélateur : la télévision et la radio gouvernementales, au lieu d'étouffer la chose, l'ont matraquée, complaisamment, pendant des mois. Au travers de tous ces personnages, si divers, c'est leur caractère commun de représentant de *l'institution* qui était en fait visé, c'est *l'intermédiaire humain, trop humain*, et par là accessible aux tentations du pouvoir qui était très précisément désigné.

Grâce à de telles manœuvres, le corps social est poussé à la critique irrationnelle, c'est-à-dire négative, de l'institution; il ne se montre bientôt plus avide de changement institutionnel, il est las désormais de toute institution à caractère humain, ce que devait traduire finalement le scrutin. C'est une excellente nouvelle pour la technocratie et, en revanche, un présage redoutable pour les intermédiaires sociaux, pour le corps social lui-même.

En effet, si les institutions démocratiques nous ont constamment montré les limites trop humaines de leurs dimensions, cela ne pourra arriver au nouvel État dont les mesures seront surhumaines et donc inhumaines. Les crimes et les dommages des uns sont sans rapport de nature avec ceux des autres, et la « guerre industrielle », cette grande prospectrice, nous renseigne sur le genre et la rapidité des progrès auxquels nous devons nous attendre. Comme disait le général Johnson, responsable des bombardements sur le Nord-Vietnam : « Pourquoi sept ans là où il suffit de sept secondes ? »

L'idée de sécurité et de bonheur personnel était pour beaucoup de gens liée aux progrès des structures de l'État parce qu'elle sous-entendait une fraternité sociale réalisée dans et par l'État¹, signe d'un système qui, bien qu'extérieur à la socialité, serait doté par elle, à un niveau supérieur, de sentiments humains, voire humanitaires. D'où le « Liberté, Égalité, Fra-

1. Au cours d'une interview de M. Giuglaris, cet ancien as des bombardements sur l'Europe annonçait : « Plus jamais d'escalade! Si des centaines de milliers de personnes doivent mourir dans une guerre, pourquoi en sept ans plutôt qu'en sept jours, ou en sept heures, ou en sept secondes ? »

2. *Les Cahiers de l'Union rationaliste*, 1952.

ternité » gravé au fronton de ses temples administratifs, d'où la conviction que l'État « qui n'est pas fasciste est *forcément* humain, généreux ».

L'avance irrésistible des conduits structurels de l'État, leur installation au sein d'une socialité qu'ils supplantent ont été en grande partie permis par cette forme du rêve public, phénomène de représentation de la vertu morale. « Ce grand Léviathan qui n'est qu'un homme artificiel de Hobbes », ce culte de l'humanoïde politique, Staline, Mao, Hitler..., ou des humanoïdes administratifs comme l'Assistance publique qui se penche sur la veuve, le vieillard et l'orphelin, maternelle, protectrice, désintéressée.

Malraux, dans une interview récente, parlait, lui, de la « fin des géants », géants de la politique, des arts, des religions, et il en venait à montrer l'inutilité prochaine de l'appareil démocratique, du système électoral notamment, comme si le rapport entre les deux phénomènes lui paraissait évident. Si on voit, en effet, s'éteindre l'espèce du grand humanoïde occidental, on voit aussi disparaître, au travers de la privatisation des services publics notamment, toutes les autres caractéristiques humanoïdes de l'État. C'est que le grand Léviathan, en atteignant à la totalité, à sa sphéricité, devient à la fois son seul sujet et son propre objet, qu'il se passe désormais de toute ressemblance, de toute figuration autre que la sienne, et que, de ce fait, ses relations au « modèle humain » se trouvent entièrement modifiées : c'est en quelque sorte la fin de la période de « fraternisation », l'inscription tacite et la participation de chacun à l'ensemble sont entièrement reposées, et redeviennent problématiques.

Cette désertification, ce dépeuplement des conduits du pouvoir, qui sont déjà très avancés, se produisent sous nos yeux, et, pourtant, nul ne s'en rend compte, parce que la distance s'accroît chaque jour entre la réalité objective et la conscience que nous en avons.

Ce retard de la conscience a été le sujet latent d'une remarquable exposition, au musée des Arts décoratifs¹ : « L'image du temps dans le paysage urbain. » Les auteurs ont réalisé un travail intéressant sur une vieille collection de cartes postales de la région parisienne, datant d'une cinquantaine d'années. Ils ont, en quelque sorte, refait le voyage et photographié les mêmes lieux, du même point de vue. Le résultat de la comparaison est fascinant : une image de la ville se décompose sous nos yeux. A partir de ces visions apparemment anarchiques, de cette archéologie immédiate², on pourrait établir un graphique tendanciel unique : partout, dans le paysage urbain, l'instrument a supplanté la vie.

Les groupements humains, la végétation, les animaux, les plans d'eau qui, cinquante ans plus tôt, y abondaient ont disparu d'une scène urbaine devenue minérale. Les places, les rues, encombrées de voitures, sont vides d'humanité comme celles d'une ville de fin du monde. Nous n'en croyons pas nos yeux, et c'est pourtant là que nous vivons. Le pouvoir technologique s'est installé dans cette désynchronisation de notre conscience sans que nous y pre-

1. Exposition réalisée par Alain Blondel, Laurent Sully Jaulmes et Roxane Debuison; du 20 octobre 1972 au 3 janvier 1973.

2. Paul Virilio, « Bunker Archéologie », in *Architecture Principe* (n° 7, 1966).

nions garde, car l'au-delà d'un pouvoir dépeuplé, c'est l'image disparue du citoyen qui est dans la ville mais qui ne s'y montre plus, qui se terre dans son immeuble, son automobile, derrière sa fonction administrative et son monde d'instruments.

C'est par ce raccourci extrême entre instrumentalisation et vie quotidienne que passe la contrainte de la conscience, et ce qui évolue et diminue rapidement, c'est la distance et la latitude laissées aux citoyens vis-à-vis du système instrumental.

C'est ce raccourci qui fait par exemple que, selon la formule célèbre : « Les affaires de l'Amérique, ce sont les affaires », les syndicats américains évaluent parallèlement aux oligopoles dont ils dépendent les éléments matériels de leur participation, de leur contrat. Cette adhésion obligatoire des syndicats au système est faite de celle, obligée, des citoyens-sujets aux syndicats. Elle est obtenue très simplement par la répression économique ou physique : l'assurance d'un mode de vie offert ou brutalement retiré. D'un tel système, tout effet « passif » a été éliminé, l'ensemble, est de bas en haut indexé sur l'avenir du projet tout entier. Si bien que la *promesse du progrès* (la « grande société » de Johnson) disparaît pour laisser place à la *menace du non-progrès* puis à l'installation dans une *situation de non-progrès*, telle qu'on la montre dans le rapport Meadows, par exemple. Dans cette situation nouvelle, les syndicats ne luttent plus pour un mode de vie ni même pour un niveau de vie; d'année en année, de mois en mois, ce sont des *sacrifices obligatoires* qui sont demandés et consentis pour parer au plus pressé (affaires T.W.A. et Eastern Airlines par exemple)¹.

1. L'inversion syndicale : les travailleurs invités à se priver d'une partie de leur salaire pour sauver l'entreprise.

Les relations initiales avec le système sont ainsi inversées, les grands idéaux disparus, le protectionnisme et la peur empoisonnent la vie américaine, signes de l'installation en milieu totalitaire. L'homme disparu, évacué des rues et des places, exilé de sa propre existence, est à l'ombre, « dans la cité démesurée, sans même de foule où se fondre... où il n'entrevoit ses semblables qu'au travers du pare-brise de leurs voitures ¹ ». Il devient à nouveau troglodyte, habitant de la nuit.

Je me souviens d'un roman populaire ² qui raconte l'histoire d'une cité isolée dans la campagne anglaise. Seule anomalie de la petite ville, un centre administratif gigantesque, une bureaucratie omniprésente. Dans cette cité si bien administrée, vouée à la philanthropie et à l'assistance sociale, règne cependant une angoisse, une peur incoercible que rien en apparence ne semble justifier. L'auteur nous fera découvrir progressivement que cette indicible peur qui empoisonne la ville tient à sa capillarité secrète. Elle ne dépend ni des mouvements apparents de la vie quotidienne, ni des grands vaisseaux rationnels de son infrastructure administrative qui sont cohérents et surorganisés, mais du fait que ces grands vaisseaux sont tous parasités par la multitude de circuits sociaux secrets qui prolifèrent autour. Ce véritable marécage social est comme l'ombre que projette autour d'elle la société évidente, une ombre où les relations deviennent connivences, les associations, corruption, la concurrence, petits méfaits ou crimes abominables.

Cette infrasociété est cependant inconnaissable, parce que, dans son sein, chacun ne prend qu'une

1. Michel Tatu, *Le Monde* du 3 novembre 1965.

2. Jean Ray, *La cité de l'indicible peur* (éd. Marabout).

faible part au « crime général », chacun a un champ de participation à la mesure de son imagination criminelle et ignore tout, ou à peu près, de la dimension et de la nature du champ général où il se meut, où il agit. Les criminels de guerre n'expliquaient leur contribution à la montée du totalitarisme nazi que par l'ignorance où chacun d'eux se trouvait de la portée réelle des actions de chacun. Ils croyaient tous profiter d'apparences trompeuses, alors qu'en de tels cas ils en étaient dupes, tous à la fois ensemble dans l'arbitraire de l'infrastructure apparente et séparés par sa capillarité secrète, formant tous une force redoutable, leur force, et cependant incapables de la reconnaître comme leur produit, autrement que sous la forme pernicieuse de la terreur indicible qu'elle leur cause.

Ceux qui, par hasard, croient pouvoir l'appréhender ou même l'agir, sont écrasés et renversés par sa violence. Ce n'est donc pas une force d'inconscient collectif, mais exactement l'inverse : la pulvérisation hors d'une apparence disparue de la conscience collective, la perte générale du sens commun qui devrait normalement moraliser et sous-tendre l'organisation sociale et ses actions. A mesure que chacun, chaque groupuscule ou chaque secte, s'enfonce dans son œuvre nocturne et travaille dans le secret à l'embellir, l'ombre et la solitude s'épaississent autour de lui, la réalité s'obscurcit... il n'y a plus ni bien ni mal, seules la crainte et la terreur infligées ou subies.

Ce sujet, qui est celui de bien des récits mythiques à l'est de l'Europe puis dans les pays saxons, figure parfaitement la différence existant entre les aspirations, la régulation évidente des systèmes protectionnistes et leur résultat final. Le génie de Jean Ray est d'avoir montré que la société occidentale fuit. Que,

pour elle, la véritable existence commence toujours en dehors des structures rationnelles qu'elle se donne. L'exemple fameux de l'aseptique Brasilia, abandonnée la nuit par ses habitants pour les lieux de plaisir de ses banlieues misérables, n'est que l'image de cette autre vie par laquelle s'écoule et se vide le sens même de toute sa vie diurne.

Flot sombre d'énergie épongé par la grande nuit et perdu à jamais pour la conscience sociale? Non, car, dans la cité imaginée par Jean Ray, un fait nouveau se produit : la Greeny déborde. La Greeny, ruisseau jusque-là endigué, brise les talus, grossit démesurément, envahissant la lande, les maisons, la jolie ville, charriant un monde de cadavres.

« Il n'y a plus d'énergie que dans ceux qui vivent séparés de la société », remarquait Balzac. On peut dire que l'énergie des sociétés hyperstructurées se réfugie toujours hors d'elles-mêmes. A mesure, en effet, que le système devient moralisateur d'un ensemble plus étendu, le flot des actes « répréhensibles » grossit forcément. C'est de la tendance au chef-d'œuvre que naît la tendance au crime, comme de la confusion entre le bien et le parfait naît la production du déchet. Il est banal de rappeler que l'esprit de 89 naîtra de celui des libertins et sectateurs du siècle précédent; le moment venu, ils seront assez puissants et structurés pour que leurs *digues* contiennent le débordement mystérieux des nouvelles Greeny.

Car, comme le remarquent les témoins, on voit dans Paris d'étranges figures qui ne paraissaient pas auparavant évidentes (Cendrars fera en 36 la même réflexion). Des scènes inimaginables dans une société policée se déroulent alors. Ce n'est pas la misère qui pousse les émeutiers à déchiqueter les corps humains en pleine rue puis à les dévorer; ceux qui

s'acharnent ainsi sont le plus souvent des commerçants honorables, des bourgeois paisibles. A l'approche de chaque débordement de la Greeny, on verra se reproduire des faits presque identiques, signes certains de la fuite d'un monde hors de lui-même : multiplication des scandales, désordres, crimes, enfin débordement complet, supplices, profanations de cadavres, etc., jusqu'au nouvel endiguement. Ce ne sont pas les « offensés » qui se font justice, mais singulièrement des gens qui étaient demeurés en apparence indifférents, n'avaient pas été « acteurs », car, dans ce genre d'affaire, il n'y a ni convictions ni camps, seulement le débordement.

« Ces tendances omises par les moralistes à cause de leur qualité surérogatoire, écrit Poe, motifs sans motifs, raisons irrationnelles... nous sommes au bord d'un précipice, notre raison nous dit de nous éloigner du danger, et pourtant, inexplicablement, nous restons, et parce que notre jugement nous commande de nous éloigner, nous nous rapprochons. »

La peur et l'insécurité qui règnent actuellement aux U.S.A., sont le produit de la capillarité du système américain, fruits des débordements individuels autant que de la corruption secrète et de la concussion. Elles font, de la part du pouvoir, l'objet d'enquêtes minutieuses, sans rapport possible de *nature* avec la montée irrésistible de l'« improvisation criminelle » dans le pays. Car, désormais, les slums et les ghettos dégorgeant, la peur civile s'étend à l'ensemble des métropoles, la fuite vers la banlieue devient elle-même inutile.

Ce flot est en train de submerger l'Amérique, il la submergera si aucune structure nouvelle ne vient l'endiguer. C'est dans l'absence historique de cette

société inconnaissable que va se perdre la puissance effective du schème directeur périmé (l'institution), et qu'à mesure que monte le flot de nouveaux concepts de désocialisation, se renforce et se justifie la nécessité de l'État-armée comme société idéale avec ses *solutions finales*.

Si, depuis Nietzsche, on a beaucoup insisté sur la concentration de la violence dans l'État, on n'a pas sondé l'utilisation par le système de son corollaire, la peur civile, et le caractère irrationnel des campagnes prophylactiques (inquisition, délation, chasse aux sorcières, etc.) qui accélèrent la course des majorités vers leur propre fin, effrayées de l'ombre qu'elles projettent devant elles, de leur propre extrémité. « C'est vous, dira Manson à ses juges, c'est vous qui engendrez vos enfants, c'est vous qui en avez fait ce qu'ils sont devenus, et s'ils prennent des stupéfiants, c'est parce que vous leur avez dit que la drogue est nocive, sans cela ils en ignoreraient l'usage. »

La peur civile, précédemment orientée vers le dehors et l'ailleurs, grâce aux grandes campagnes d'intoxication menées par les États-nations (on a vu en 1940, à l'aube de la guerre totale, des populations entières fuyant au hasard des routes d'Europe, sans savoir devant quoi exactement), est dirigée désormais vers l'intérieur, le dedans.

A la télévision, dans la presse, l'information proprement dite a pratiquement disparu au profit de grandes campagnes prophylactiques, nationales ou internationales; l'hygiène politique est à nouveau mêlée à l'hygiène morale et sociale. La campagne anti-drogue est venue ainsi remplacer la campagne anti-alcoolique (la Prohibition) de la grande crise de l'isolationnisme américain.

Les normes de la *société saine* devenant lois, légis-

latif et exécutif tendent à se recouvrir dans des états d'exception qui sont presque déjà la proclamation, par l'État, d'un état de siège permanent de la société. Là encore, l'instauration totalitaire du national-socialisme en Allemagne nous offre de nombreux exemples : la « Nuit des longs couteaux » où le massacre sera très précisément ordonné au nom de la moralisation « nécessaire à la *défense* de l'État ». Accusées de concussion, les victimes sont complaisamment montrées, surprises par une mort juste, au milieu de scènes d'homosexualité, d'ivrognerie, etc. Cette série de meurtres crapuleux, perpétrés au nom de sa morale, emportera l'adhésion de la bourgeoisie allemande. On verra par la suite, lorsque le milieu totalitaire deviendra, avec la guerre, une réalité, jusqu'où peut aller la réactualisation des craintes morales, faisant par exemple de l'enfant anormal, de l'inadapté social ou de l'aliéné, des objets d'inquiétude pour l'équilibre économique d'une nation réduite à la semi-pauvreté par la guerre. C'est la *fin* qu'ils représentent, et non eux, en tant que personnes, que l'État décidera d'éliminer, car celui qui n'est pas conforme représente toujours une autre fin pour les structures prévisionnelles, une autre projection d'elles-mêmes (dans ce cas, la défaite de l'État militaire national-socialiste).

C'est là son crime véritable, ce qu'à l'Est on appelle son *déviatinnisme*, ce qui fait que l'anormalité y est directement liée au crime politique, l'opposant étant interné et « soigné » à l'asile, parce que « la révolution a déjà été faite ». Dans les cas extrêmes, la moralité de l'État ne sera plus agie que par la « non-moralité » qu'elle produit : le rejeté, l'excédentaire, le criminel, le polluant; c'est l'engrenage répression-agression-répression pris au niveau d'une totalité

intérieure, l'échange violent et irrationnel qui dépasse toutes les intentions; c'est le non-retour à un sens initial, à un sens quelconque, d'ailleurs.

Il est bien évident que l'insertion obligée du corps social au milieu unique est battue en brèche par sa fuite éperdue devant tous les signes, toutes les manifestations d'un système qui n'a plus de sens (« Cette vie à laquelle je ne comprends rien », déclare encore Manson à son procès). Car l'homme objectif qui disparaît (plus d'un million de disparitions temporaires ou définitives aux U.S.A. chaque année), c'est l'homme en tant que relais central du « sens », l'échange de bons procédés de la morale rurale (le bien-fait apportant le bien-être dans le milieu comestible). Dans Fornari¹, à l'opposé, la figure prédatrice du colonisateur prend sa dimension aberrante : le mal-fait, après avoir apporté un provisoire bien-être, s'achève après le meurtre sadique du « nègre » par la déchéance du colon sur la terre ruinée; c'est l'échange de mauvais procédés.

De même que le « nègre » était « voleur, violeur, menteur, inapte », etc., et n'était toléré que lorsqu'il répondait aux trois normes : vacciné, parfumé, enchaîné, de même, l'Européen, en butte à la nouvelle colonisation intérieure, deviendra comme le nègre (Baldwin), devant des forces de répression qui, selon le mot de M. Marcellin, « doivent recevoir une formation en fonction du *changement de moralité des citoyens* ».

Cependant que M. Ralph Nader, l'avocat des consommateurs, débarque pour poursuivre sa « croisade » sur notre continent. Celui que l'on a surnommé

1. *Psychanalyse de la situation atomique* (N.R.F.).

l'« incorruptible américain » et que Princeton a honoré de la *Woodrow Wilson Award*, parce qu'il « nous permet d'espérer plus de sécurité », est venu nous démontrer que « nos problèmes sont les mêmes que ceux du consommateur américain ». Voici donc très précisément l'« ouverture » choisie par le système pour se débloquer tout en remédiant aux improvisations de la société en fuite. Le « New Deal de Nader » va redonner un sens moral à nos existences en s'attaquant à *notre législation*.

En effet, le système n'est plus crédible comme représentation du progrès, de l'innovation, de l'abondance. Ce ne sont donc plus les signes de la richesse que l'Amérique compte exporter, mais ceux de la survie; ses voitures auront moins de chromes, de coussins, moins de couleurs vives, mais on devrait, d'après Nader, y mourir un peu moins. C'est grâce aux « protecteurs du citoyen », à l'ombudsman, que la « débâcle physiologique, après avoir été le puissant instrument du profit, deviendra sa dimension principale ».

Le système aura désormais, en Europe aussi, sa morale spécifique, avec ses sorcières, ses inquisitions, ses progroms d'un nouveau genre, et il fallait bien un homme aussi irréprochable que M. Nader pour nous la révéler, ou plutôt, selon son expression, « nous la prêcher »... le talc Morhange, au moment de sa venue messianique sur notre continent, n'aura été pour nos enfants qu'un nouveau « massacre des innocents ». Mais, au-delà, le monde de l'ombudsman s'inscrit exactement dans la perspective de la « paix totale », la course vers la fin : *en la moralisant, il normalise la débâcle physiologique*, l'installation dans « le froid de cet autre monde »; sa terre pro-

mise, c'est celle du déficit, du déchet, vers laquelle nous nous ruons.

La situation créée il y a trente ans sur la scène internationale par les États-Unis, en associant consommation et assistance¹, aboutit à son inversion absolue, à la relance « par l'absurde » de toute la politique de l'objet. Ainsi, le président Nixon a beaucoup de soucis avec le *Pentagon Capitalism*², d'une part, et de l'autre, avec la corruption de son administration, car la Constitution américaine fait de sa personne le gestionnaire de deux mouvements encore antagonistes au sein de l'État, l'un vers la mort et l'autre, au travers de la notion de service public, vers la vie. Que le président ait choisi, au début de son nouveau mandat, de remettre en cause le programme social lancé par Johnson, que la société américaine soit amenée, aujourd'hui, à voir dans la gestion de la mort une source incomparable de revenu et de stabilité, qu'elle se désintéresse du fonctionnement de l'institution, sont les signes alarmants de l'intériorisation du projet suicidaire, de l'inscription en chacun de ses membres-opérateurs de la grande servitude du crime³.

L'avenir social projeté par ce système, c'est peut-être l'existence menée par Manson et sa famille, telle que nous la montre Laurence Merrick dans un documentaire présenté à Paris.

Manson vivant dans un vieux décor de western aux confins de la vallée de la Mort, sa communauté anomique cherchant sa subsistance dans les poubelles

1. E. Milhaud, *Sur la ligne de partage des temps*, op. cit.

2. Melman, *Pentagon Capitalism* (éd. McGraw Hill).

3. R. Clarke, *La Technocratie de la guerre* (Le Seuil, 1971).

d'un supermarché du voisinage. C'est l'époque des grandes émeutes américaines, des Black Panthers. Il semble alors que la guerre civile raciale peut être déclenchée. Manson croit en la « grande révolution », prend parti pour les Noirs, prône l'attaque des villes avec des buggys surmontés de mitrailleuses lourdes... mais, comme pour Baader et sa bande, la révolution n'arrive pas. Alors pourquoi Manson, qui déclare avoir été le spectateur attentif de quatorze mille crimes à la télévision, ne franchirait-il pas seul les murailles crépusculaires de cette société fantôme où tant de morts et d'atrocités, tant de ruines réelles ou simulées ne sont que les images kaléidoscopiques d'une mort plus générale, celle du monde où il vit ?

L'essentiel, pour lui, c'est de sauver sa réalité. Détenu quasi permanent, habitant des prisons et des pénitenciers, comme les hommes de « Septembre noir » un peu plus tard à Munich, il accomplira du « spectaculaire ». Ceux qu'il veut assassiner, ce sont ceux qui jouissent encore de la paix et du confort, parce qu'ils sont les médias de cette société criminelle. Après les Polanski, il avait sur sa liste Sinatra (il projetait d'en envoyer les morceaux à ses admiratrices), Liz Taylor et bien d'autres. En agissant ainsi, fera-t-il quelque chose de bien différent de ce que fait tous les jours la société de consommation avec ses films, ses disques, etc. ? Il est donc invraisemblable qu'elle le condamne, et c'est ce qu'il expliquera longuement à ses juges après avoir récusé son avocat.

Ce qui frappe chez Manson et ses familiers, ce n'est pas l'atrocité de leurs crimes, mais que le crime soit devenu pour eux un second état de nature. De même que la « prise au tas spontanée » des anarchistes du XIX^e siècle a été normalisée par le libre-service et le chapardage dans les hypermarchés, Manson

prétend seulement devancer l'ordre établi, ne pas aller contre. Ses crimes ne sont qu'une compréhension trop précoce de cet ordre.

Son utopie criminelle et les derniers meurtres commis en 1969 par ses familiers achèvent dans l'horreur les prémonitions des prospecteurs des années 60, comme celles des années 20 s'étaient achevées dans la guerre totale. Le théâtre est plus diffus, il est révélateur d'une nouvelle situation sociale, ou plutôt, infrasociale, la guerre civile totale, c'est-à-dire toute la question de cette fin de siècle.

Le mû

« Il existe quelque chose qu'on appelle le droit civil, insista M. Owen.

— Pas quand le gouvernement proclame l'état de siège... »

JACK LONDON.

Le projet de non-retour nucléaire étend à l'ensemble planétaire la « moralité de la fin ». Le temps et l'espace dont il est question dans ce projet sont concrets, l'État suicidaire est un État construit, sa finalité n'a pas trait davantage à un espace économique qu'à un espace politique, social, culturel, etc. En fait, son principe est de les contenir tous en un seul, lui et lui seul.

Dans *Guerre absolue et guerre réelle*, Clausewitz note déjà : « Grâce à la planification de la guerre, l'acte de guerre tout entier devient *une opération unique avec un seul objectif final définitif* dans lequel tous les objectifs particuliers auront été fondus. » C'est que, prétend le général, la philosophie de la guerre, sous peine d'absurdité, ne doit pas connaître de *principes modérateurs*, « l'usage de la violence intégrale n'exclut nullement la coopération de l'intel-

ligence, celui qui use sans pitié de cette violence, sans reculer devant aucune effusion de sang, prendra forcément l'avantage sur un adversaire qui hésitera à agir de même, et, de ce fait, il lui dictera sa loi ». Or, pour Clausewitz, ces principes modérateurs qui refoulent et entravent la réalisation *d'un absolu de la guerre* résident dans l'État lui-même et, plus précisément, dans sa situation sociale. L'État politique traditionnel est pour la guerre un milieu non conducteur, en son sein règnent « la confusion, l'unilatéralité, des détours infinis, alors que la bonne conduite stratégique impliquerait une simple trame d'une ou deux inférences »; pensées lourdes de conséquences que Clausewitz n'aura pas le temps de mener à leur terme, puisque *Vom Kriege* est une grande œuvre inachevée, interrompue par la mort. Lorsque, vers 1816, il note en marge la formule célèbre : « Il faudra le souligner expressément, la guerre n'est rien d'autre que la poursuite de la politique d'État par d'autres moyens », il songe encore sans doute à une guerre qui, n'étant elle-même qu'un système, ne peut logiquement être que l'épiphénomène d'un État politique chargé de lui donner une signification, alors que, tout au long de l'œuvre, court déjà l'idée de la grande inversion du *xx^e* siècle : le renversement des ultimes principes de modération sociale par la conduite stratégique, *ce qui dans l'État n'est pas la guerre, n'étant pas raison d'État.*

Cent cinquante ans après Clausewitz, l'Américain Kissinger peut affirmer que ce qui sépare la « politique » de son pays de celle de ses partenaires européens, c'est moins une divergence d'intérêts que la sophistication des études militaires techniques aux États-Unis; l'accélération et la simplification des inférences stratégiques sont devenues telles que la

simple consultation d'un quelconque partenaire effondre la fiabilité de la trame.

Contrairement à la conviction de Clausewitz, l'effort stratégique mutuel et sans signification des États européens a été un ressort suffisant pour devenir celui de l'évolution puis des révolutions du vieux continent et du monde. La violence morale intérieure (les lois, le droit) et la violence extérieure (la guerre) se sont conjuguées dans l'ÉTAT; la guerre réelle étant toujours le facteur actif de la transformation, aux efforts militaires externes a correspondu rapidement l'institutionnalisation d'une situation stratégique intérieure, à la guerre a répondu l'endocolonisation.

Si, très fréquemment, il est question aujourd'hui du « complexe militaro-industriel », celui-ci est désigné dans sa réalisation statistique plus ou moins éloignée et l'actualité nucléaire cantonnée en dernière page, en dernière ligne de la presse réputée sérieuse, dans la chronique « Nouvelles brèves », si bien que notre existence est devenue comme celle des soldats de Kinglake : « ... Dans la mesure où le champ de bataille se présentait à l'œil nu, il n'avait ni ensemble, ni longueur, ni largeur, ni profondeur, ni dimension, ni forme, et n'était composé de rien... Dans ces conditions, chaque groupe de soldats continuait à livrer sa propre petite bataille dans une heureuse et propice ignorance de la situation générale, que dis-je? très souvent même dans l'ignorance du fait qu'une grande bataille était en train de faire rage... »

Ce champ artificiel est un état de fait où nous vivons désormais de gré ou de force. La mégalopole, modèle américain, est sa réalisation significative : elle non plus n'a, à l'œil nu, ni sens, ni ensemble,

ni profondeur; dans ses canyons verticaux et étroits, le champ de vision des habitants est limité, le smog neutralise leurs derniers horizons tandis que chacun livre des combats rapprochés et locaux; le sens de l'ensemble et de sa destinée échappe à ses propres occupants. La fin des cités, fixée depuis longtemps par le plan nucléaire (la politique des enjeux), est inscrite déjà dans leur présent; comme on l'a dit de New York, *ces villes se détruisent elles-mêmes*. La simple gestion municipale y est devenue, comme on sait, un problème insoluble, mais on s'interroge maintenant sur l'aspect que pourra y avoir l'existence lorsque seront bientôt réalisées les grandes liaisons urbaines avec les mégalo-poles voisines, cela principalement sous les auspices d'organismes militaires comme l'O.T.A.N., Chicago et Pittsburgh devenant *Chipitts*, Boston et Washington devenant *Boswash*, etc.

Les sujets et solutions proposés à la réflexion des experts par l'O.T.A.N. et son « Comité sur les défis de la société moderne », pour la conférence qui s'est réunie à l'automne 1973 sont significatifs, et en particulier le projet pilote pour « la planification universelle de la circulation des personnes et des marchandises ». Il ne s'agit plus, dans ce genre d'études, des visions quelque peu lointaines de planification économique type conférence de La Haye; ces notions-là, si elles demeurent le mobile invoqué et provisoirement encore le moyen, ne définissent pas l'événement : la remise en cause, à plus ou moins long terme, de tout mouvement humain sur la planète par la trame stratégique globale du nouvel ensemble militaro-industriel.

La grande force montante, ce n'était pas celle de l'État capitaliste, socialiste ou industriel, mais celle

de l'État militaire. L'Afrique du tiers monde n'est pas en retard sur l'Europe, mais en avance : l'armée gouverne déjà presque partout. La société post-industrielle, c'est la société militaire. Or, personne n'interroge l'État-armée.

Lorsqu'on se reporte aux origines en Europe occidentale, on découvre un monde rural primordial, une absence quasi totale de puissance maritime et commerciale, l'abandon des grandes structures de l'État (droit romain, voies continentales, concentrations urbaines, etc.), des élites et une administration occupées à *chevaucher*.

Ces élites en mouvement, ce sujet qui est principalement occupé à se mouvoir, disposant seulement de lui-même et de ses propres moyens, utilise le champ pour circuler, se dérober, se camoufler, mais *non pour se défendre*. Ce sujet n'a que ses dimensions, son espace et son temps plongent dans sa propre durée et le bien spirituel est lui-même contenu dans cet espace soudain où tout doit être immédiat, tout à proximité. Ce raccourci extrême entre vouloir et mouvoir portera en littérature un nom, la *chanson de geste*, littéralement, des choses faites.

Cette culture du présent et du soudain disparaît au moment où le sujet commence à s'ériger territorialement. Dans le semi-nomadisme, le vouloir s'exerçait vers le point fixe (station, repère, point d'eau, etc.), mais le champ parcouru était illimité, le danger résidant précisément dans sa limitation : tout doit contenir tout tout de suite¹. Avec l'érection stratégique,

1. L'autochtone survit là où meurt le transplanté.

la fortification réapparaît sous sa définition première d'obstacle continu ¹. Le champ, désormais, est limité et non parcouru, mais dominé et vu. Le vouloir s'exerce alors inversement vers le mouvoir, il tend à repousser les limites imposées au champ par l'obstacle de la structure construite. L'attitude des élites est immédiatement caractéristique de cette nouvelle position du sujet dans l'espace. Il reprend à son compte le vieil ostracisme, se veut exilé, devient un *faux nomade*. C'est la rupture puis la quête, la longue patience, l'invention surtout d'un comportement vis-à-vis de la séparation bien réelle de l'immédiat, du soudain.

C'est sur le terrain que se produit l'anomalie occidentale, à la fois État construit continu et discours (*discursus*) ². En fait, le *discursus*, qui est le privilège du *dépossédé* (cadet, agent secret, messenger, artiste, amant, moine, chevalier puis mercenaire), est comme l'érection stratégique de l'aîné (celui qui possède), une disparition dans un temps et un espace ambigus, les uns étant projetés et construits, les autres, par force, simplement projetés. Le sujet devient alors réellement l'homme objectif, volontairement indépendant du monde qu'il perçoit, ne communiquant avec lui qu'au moyen de la multiplication des lois qu'il invente.

Le légalisme est alors envahissant dans tous les domaines (le droit romain réinvesti au XVI^e siècle). La distanciation entre temporel et spirituel est reconstruite officiellement au XI^e siècle par la réforme grégo-

1. C'est la disparition progressive du « château à motte » des Francs, la disparition surtout des matériaux légers et provisoires comme le bois ou le simple talus de terre.

2. Le courir çà et là — *discurrere*.

rienne, parce que l'*éternité* (le continu) a effectivement disparu en même temps que le *champ libre* de l'espace immédiat. Le *fond* désormais limité, l'*éternité* devient une perspective dans laquelle on se dirige selon les techniques de la religion, et c'est la *fin* (la mort) qui remplace la *durée* dans le champ immédiat. La mort est dans le milieu, autour, à côté, entre, les princes, les chevaliers, les amants, les paysans; le fond est identifié à la mort, force dissipative, agressive, irrationnelle, qui repousse la société occidentale vers des structures protectrices ... la structure construite qui est l'instrument de la séparation. Car la séparation est une opération technique : obstacle continu dans l'espace, la fortification devient enceinte permanente dans le temps.

Il s'agit là de la mise en œuvre du principe d'augmentation de la résistance des *positions acquises* en face de l'augmentation de l'agression et de ses forces destructrices, attaque et défense, deux concepts, chacun fondamentalement impliqué par l'autre, mais il est temps de tirer la conclusion de « ce qui fait de la défense *la forme la plus forte d'un combat* » : enlever au concept de défense cette idée de *non-agression* qui lui est communément attachée, voir comment la construction de toute protection est, en soi, un acte de violence sociale¹.

Dès l'origine, l'apport mécanique est déterminant : c'est la transformation technique de la machine (d'assaut) qui est le facteur principal de la transformation de la structure construite, de son évolution schématique; mais cette transformation n'est pas un

1. Ainsi, le sillon de la forteresse de Romulus en fermant un espace de son simple trait transforme aussitôt un jeu fraternel en un acte fratricide.

facteur de *changement*, c'est littéralement une *conservation* de nature tautologique (à Babylone, pour une première enceinte de 90 kilomètres, les murs atteignent 26 mètres d'épaisseur et 46 de haut, tandis qu'en Occident, à cause de l'absence de machines, de choc ou d'escalade, ils auront seulement 2 ou 3 mètres d'épaisseur, 6 à 8 de hauteur). Ce double facteur de progrès tautologique de la protection se perpétue sous la menace; obstacle permanent, la fortification est un même corps qui, chaque jour, dans le secret, doit se modifier, car dès qu'il se périmé — n'augmente pas sa résistance — cette non-progression lui est aussitôt fatale et il disparaît.

Sa permanence structurelle est devenue celle d'une perpétuelle modification; preuve par l'absurde de son existence, elle n'existe plus que par rapport à son éventuelle non-existence. Elle tend donc vers la pratique purement spéculative, le ludisme. (voir H. Kahn et le « jeu atomique en 44 cases ») Elle pousse si loin cette tendance qu'elle dépasse constamment ses aspects logistiques vraisemblables pour atteindre au fantastique, à la simple folie (les fortifications souterraines en France, au XIX^e siècle par exemple).

Mettre des énergies hors du temps et de l'espace humains, tel est le principe de cet art : c'est le *lieu*, détenteur de privilèges hors nature, lieu d'ubiquité, de préservation et de conservation, qui sauve le petit nombre de ceux qui y sont admis (les élus). Ce sont les privilèges permanents du lieu¹ qui créent et initient l'élite en disqualifiant l'ensemble, car, inversement, la structure d'enceinte crée pour la masse (des

1. Le *being* dans « L'État suicidaire ».

exclus) de l'incompréhensible, du mortel et de l'inhabitable; ceux qui, par malheur, s'aventurent dans l'espace inventé et détenu par l'élite, ayant autant de mal à y avancer qu'à y rétrograder. Car, ce qui différencie, malgré leur apparente ressemblance, la forteresse du Moyen Age européen de la forteresse antique, c'est que la première *permet de prolonger indéfiniment le combat*, le jeu militaire, grâce à l'organisation même de ses espaces intérieurs : avec ses trous, ses chicanes, ses escaliers, ses ressauts, elle est, selon le mot du général de Villemoisy, « une sorte de boîte à surprise ». C'est cette notion perverse de la conception du champ (champ de stratagèmes) qui va prévaloir à partir de la Renaissance et pousser l'élite à l'abandon des structures lourdes où elle s'était abritée tout d'abord. Les *maîtres* de la culture occidentale sont alors étroitement associés à l'installation de cet univers nouveau et purement spéculatif. Pour Alberti, les arts sont liés intimement à la *conception rationnelle de l'État-cité*, à son organisation et à sa défense; pour Vinci, ils ne sont pas représentation mais projet, et la peinture doit être elle-même fondée sur les principes de la géométrie, par la mesure de l'espace...

La limite de l'enceinte qui, en fermant l'espace, crée un champ artificiel l'ouvre au jeu de la prévision, elle fait donc de ce champ une *scène* (Vauban) où la contrainte peut être fonctionnalisée non seulement sur le plan physique (blessure, fatigue, impossibilité verticale, mort, etc.), mais aussi sur le plan psychologique (terreur, panique, égarement, découragement, soumission, etc.), l'ensemble étant infligé par l'organisation même des terrains circonscrits et donnés à parcourir. Vauban, après Machiavel, préconisera cette désagrégation de la personnalité de

l'adversaire par le champ construit comme moyen d'éviter le carnage.

Ainsi, les prothèses du comprendre envahissent l'espace imprudemment vidé entre sujet et monde perçu, le mouvoir est remplacé par le mû, le vouloir après le mouvoir est aliéné au mû.

Si la structure d'enceinte et ses abords tendent à la masse des exclus, un univers topologique nouveau où les parcours se développent dans des temps relatifs impérieusement calculés par l'élite, cette colonisation locale de l'espace et du temps humains ne tarde pas, du fait de sa dynamique même, à affecter l'ensemble des organisations civiles en Europe.

C'est que le pouvoir ainsi produit par les structures construites est devenu sans rapport avec les dons et les forces humaines ordinaires, avec la simple longévité; la naissance de l'État, c'est donc précisément l'installation de son étant, c'est-à-dire la construction de l'artificialité de son champ au sein du champ de la socialité. C'est l'État qui, dès l'origine, crée et oppose artificialité et naturalité sociales, c'est pourquoi l'État c'est toujours la cour, la ville (l'*Urstaat*). C'est pour cette raison qu'il est a-historique et légaliste (s'emparer de l'État au nom de l'histoire, c'est tomber dans l'étant, hors de l'histoire).

Ces « lois » de l'État, Montaigne nous les montre déjà parfaitement sous leur double aspect, d'abord irrationnel : « Mer flottante des opinions d'un peuple ou d'un prince... en proie à une perpétuelle agitation... dictées par des usages qui reçoivent indifféremment n'importe quoi. » Ensuite, il décrit la soumission qu'elles lui inspirent par *la peur essentielle de perdre la liberté d'aller et venir, de se mouvoir.*

Il y a la disposition législative (le *discursus*), dictée par le jeu des événements et leur situation géographique — guerres intérieures, colonisation, mercantilisme, ruine des autres cultures qu'il observe déjà — et son au-delà permanent et bien concret, univers construit de l'obstacle, des hauts murs, des cachots, des grilles, des chaînes, des cages, des basses-fosses, conditions vastes et durables, liées aux fondements mêmes de l'État et non à ses vues éphémères.

Directement ou indirectement, les lois s'opposent toujours à la liberté du mouvoir, elles opposent le mû au mouvoir des personnes. Le mû, c'est l'essence construite du pouvoir sur l'autre; son ultime conséquence, c'est l'immobile, la mort infligée. La montée de l'État occidental, ce n'est que l'expansion de son étant contre tout existant, la production et la reproduction de son champ de stratagèmes, champ artificiel créé entre les pôles opposés du mouvoir et du mû, et qui, aujourd'hui, n'est plus seulement celui d'une armée, d'une police, d'une administration, mais celui de l'ensemble planétaire. Ainsi cesse le *discursus* occidental; à la pseudo-civilisation des communications et du mouvement a succédé, en vingt ans, l'univers figé des majorités silencieuses. Le tourisme lui-même est rapatrié grâce à des temps et des espaces truqués : Disney-world succède à Disney-land, le petit pays des enfants devient l'univers infantile des adultes (entreprise techniquement parfaite et citée en exemple par l'O.T.A.N.); le champ de stratagèmes est toujours créé par l'enclenche, l'espace d'évasion est en réalité espace de capture où le jeu enseigne un comportement.

En 1968, les grandes fêtes de Pékin étaient de véritables Mao-world, elles se terminaient irrémédiablement quand l'armée entassait les touristes-gardes

rouges dans leurs trains ou leurs camions et qu'ils disparaissent, allaient se diluer dans le « fond » de la campagne chinoise. De son côté, la gauche japonaise ne part pas au combat révolutionnaire sans ses caméras et ses magnétophones, seules et dérisoires façons de fixer quelque part des actions et des batailles dans des lieux où elle ne peut plus prétendre prendre position, où elle ne peut plus apparaître que de façon fantasmagique.

Aux U.S.A., les arrêtés municipaux se multiplient : loi anti-flânerie (Cincinnati), interdiction de se réunir dans les squares (Plainfield), interdiction de s'asseoir sur les trottoirs (Boulder), etc. Le promeneur est brutalement collé au mur et fouillé par le policier américain au nom de la sécurité urbaine, l'automobiliste doit rouler de plus en plus lentement, dans la crainte d'être interpellé; les causes d'interpellations se multipliant chaque mois et bientôt chaque jour, l'univers quotidien et *normal* des structures autoroutières occidentales rejoint, au travers de ses pièges, de ses contrôles, de ses radars, de son espionnage, l'univers *anormal* de l'ancienne dictature stalinienne, ses espaces contraints permanents, la grande radiale de Berlin, la périphérie moscovite, ou, en Afrique du Sud, l'espace de l'apartheid (contrôle des populations noires tous les dix kilomètres, des transports, des bancs publics, etc.)

Cependant, si la disposition législative (le *discursus*) se transgresse encore, c'est parce que, dans le premier cas aux États-Unis, le champ construit des contraintes continue de s'accroître en tant que résistance des structures à la technicité : comme l'enceinte protectrice, la structure autoroutière se développe en fonction de l'agression de l'auto-machine tout en lui suggérant la notion de l'attaque, la vitesse

excessive. L'imbrication des deux concepts opposés aboutissant sur la scène choisie au progrès du carnage normalisé au travers de la notion de jeu (stations-service pavisées, radios périphériques, éducation des jeunes par des concours organisés par les divers corps de répression, etc.).

« Obéir aux lois, ce n'est pas clair », disait Saint-Just; si l'enceinte nécessaire à la création du champ social artificiel est matérielle, le contenu de ce champ de contrainte est psychologique. Les dimensions atteintes par ces totalités intérieures suffisantes expliquent les guerres nationalistes en Europe de la fin du XVIII^e siècle jusqu'au XX^e. Cela d'abord grâce à l'extension de la notion de *mur-frontière*, c'est-à-dire d'enceinte nationale (voir : le traité de Brialmont, *Défense générale des États*), puis d'enceinte continentale (la « Forteresse Europe » du III^e Reich), enfin à l'échelle planétaire avec le statu quo et ses problèmes nouveaux, comme celui de la diffusion des programmes de mondovision qui détruiraient radicalement les *enceintes psychologiques* des grands blocs continentaux (on remarquera à ce propos la timide attitude des Soviétiques, signe du brutal déclin des idéologies devant le caractère planétaire de la nouvelle réalisation stratégique américaine).

Mais, plus près, nous avons l'exemple du gaullisme. D'une part, l'instauration au sein de l'Europe de l'enceinte réduite et protectrice : l'hexagone. Puis le bouillonnement des lois grâce à la normalisation des états d'exception, enfin l'invention du comportement pour les « 93 % amenés à obéir sous une influence déterminée », l'opposition étant englobée

dans cette catégorie sanitaire grâce à la contrainte générale du champ.

De Gaulle, dans l'arsenal psychologique du mû, a représenté un phénomène de sujétion pure et simple; de même « qu'en entendant toucher la boîte aux lettres, on voit le facteur », de même en voyant apparaître sur le petit écran de la télévision l'homme du 18 Juin, la France était consentante. De Gaulle, vieux chef militaire émergeant de toutes les capitulations, de tous les désastres, était parfaitement conscient de son genre de pouvoir, et c'est sur le fond noir de la crise imminente et de l'attentat qu'il compte pour recréer une cohésion nationale, l'isolation nationale.

Mai 68 est incompréhensible sans ce rapport à une enceinte artificielle créée dix ans plus tôt par l'État gaulliste. La technique de la paix totale privilégie les structures et dévalue le fond; Mai a été un phénomène de dissipation hors des structures et une dispersion générale vers et dans le fond... cassure ou *folie précoce* comme le printemps? Il y a donc un espace propre aux événements de Mai 68. Si cet espace n'a jamais été précisément défini, il n'en possédait pas moins ses repères, il se désignait non pas comme imaginaire, mais en tant qu'espace critique.

On a déjà beaucoup épilogué sur les causes du « mouvement » et sur ses perspectives politiques, mais on n'a pas assez considéré l'acte en soi : la manifestation, la barricade et, surtout, l'occupation de bâtiment. On a voulu, une fois de plus, abstraire l'événement de sa localisation, de ses moyens et de ses matériaux. L'inventaire des déprédations, communiqué par la préfecture de police, est pourtant

autrement révélateur que toutes les analyses; le bulldozer qui enlevait les épaves, les camions-bennes qui emportaient les décombres au lendemain des affrontements remuaient un trésor de signification que le public nombreux qui venait assister à ces scènes devinait bien.

La violence, contrairement à ce que le pouvoir essayait de prouver, n'a jamais été réellement agressive, mais bien transgressive. C'est par la concrétisation de sa critique qu'une réalité étatique a été submergée, la critique, pour une fois, s'est détendue dans l'environnement par le dépassement de l'usage des lieux (facultés, théâtres, églises, usines, administrations, etc.). Si, pendant une quinzaine de jours, la crédibilité de l'État est apparue dans sa fragilité, la structure urbaine est en même temps devenue diaphane, la cité irréelle.

Dans des milieux sociaux étroitement soumis au système et qui se sclérosaient lentement, la dynamique de la transgression a joué un rôle capital; les masses, en grande partie hostiles à la violence, mais rendues avides de changement par les procédés de suscitation des mass media, étaient inévitablement attirées par ce qu'elles percevaient comme la pacifique obsolescence des formes du pouvoir.

L'espace critique serait donc au système urbain ce que la contestation est au système politique, et si, à juste titre, on a parlé de « libération de la parole », on doit aussi révéler cette *libération de l'habiter*.

Ce qui était latent dans le phénomène des squatters, ou dans celui de l'investissement des villes par les populations autochtones lors de la décolonisation, s'est développé d'abord au centre d'une grande capitale européenne, puis sur la totalité d'un territoire.

L'habiter est devenu acte offensif et révolutionnaire, on a transgressé la fonction des bâtiments, *habité l'inhabituel*. L'espace dilaté du mouvement révolutionnaire a rendu soudain transparents les façades-frontières, les cloisonnements ségrégatifs. C'est à ce niveau qu'il fallait lire les graffiti, souvent plus révélateurs par leur emplacement que par leur contenu : les anarchistes choisissaient généralement les portes, les marxistes les murs, les situationnistes les glaces ou les images (affiches, tableaux, etc.).

La barricade elle-même n'était pas une obstruction réellement défensive, mais une construction visant à délimiter un nouveau territoire : la dynamique de la manifestation s'achevant, la masse démobilisée, abandonnée, limite son aire; c'est la résurgence d'une cité dans la cité. Le schéma urbain est parasité par un schéma contradictoire (le carrefour autour de la place Edmond-Rostand a bien été habité).

D'une autre façon et au même moment, c'est aussi ce que tentait de réaliser le mouvement non violent aux États-Unis avec *Resurrection City* : non seulement doubler l'activité politique par un pouvoir parallèle (*Black Power*), mais ouvrir des espaces critiques dans le tissu des cités américaines.

Au niveau du choix des matériaux utilisés par les manifestants, il y a également critique spontanée, c'est l'arsenal du mû qui est visé. La destruction des voitures, des panneaux de signalisation et interdits routiers n'est pas due seulement à leur vulnérabilité. Elle révèle aussi une sourde opposition à la permanence des contrôles policiers, à la limitation abusive de la liberté de déplacement (chaînes de trottoir le long des couloirs de circulation prioritaire, grilles, etc.).

En fait, c'est la définition spatiale d'un certain urbanisme qui a été partout remise en cause, ses pleins et ses déliés ont été comblés par la reconquête de la rue sur la fluidité automobile, par l'utilisation de bâtiments décrétés inhabitables au nom du fonctionnalisme étatique; il suffit d'avoir vécu l'un de ces dépassements de fonction pour comprendre à quel point l'habitat contemporain a stérilisé les rapports de l'homme à son milieu, de l'individu au collectif.

En Mai 68, chacun des bâtiments occupés recelait une vie particulière qui venait moins du caractère de ses occupants que de leurs conflits avec un espace redevenu aléatoire. L'annexe Censier ne ressemblait en rien à la faculté de médecine ou à l'École des Beaux-Arts; quant à l'Odéon, son tempérament tenait en partie à l'utilisation ininterrompue de ses volumes organisés autour d'un puits central. Dormir dans un amphithéâtre (Sorbonne), déjeuner dans une loge (Odéon), installer des cuisines dans un bureau directorial, une nursery dans une bibliothèque, une salle de jeux dans un hall de montage (usines Renault), s'asseoir au milieu des avenues, sur les rails, etc. Ces actes ont tous un sens prémonitoire : par le dépassement du strict usage des lieux, ils submergent les limites du droit et annoncent la disparition d'un mode de vie. Avec ses gares, ses aérodromes, ses grands magasins, ses lycées et ses entreprises, la France s'est elle-même occupée, elle a enfreint son assignation à résidence.

L'étonnant phénomène qui a soudainement vidé les rues et rempli les monuments a fait sauter les compartiments étanches de notre société. Il a révélé l'aliénation dissimulée dans les habitudes quotidiennes les plus ordinaires. En oubliant pour un temps les interdits, en habitant l'inhabitable, la population

a commis un premier adultère vis-à-vis de l'appropriation spatiale qui l'isole et la séquestre.

Tout cela explique la violente campagne de presse sur le « vandalisme de la pègre », le pouvoir brandissant l'idéologie sanitaire, se métamorphosant en comité de salubrité publique parce que les masses ont découché, parce qu'elles viennent d'inventer l'anti-week-end.

La société industrielle, responsable de la conurbation, de la dégradation des sites naturels et de l'espace agraire, ne semblait guère apprécier la microconurbation par l'ouverture de lieux *culturels* inédits ou le camping à l'intérieur de l'espace urbain. La persistance de cet état de fait ruinant à l'avance les possibilités de manœuvre de l'État, il fallait d'urgence relancer l'échappement des masses vers l'extérieur, stopper leur échappement introverti, d'où le retour de l'essence pour le week-end de Pentecôte et l'évacuation forcée des principaux bâtiments investis avant les élections.

Bien qu'encore dissimulée par les interprétations politiques classiques et même académiques, la guerre des espaces critiques commençait.

Prenons l'exemple de Caen : le 29 mai 1968, la ville, obstruant ses accès routiers, s'isole. Cette fois, ce n'est plus l'autonomie d'un bâtiment, mais d'une cité tout entière, l'espace critique s'est encore dilaté. État de siège? Non, pas plus que la barricade parisienne, le bouclage de la ville de Caen par ses habitants n'est un acte régressif, mais, encore une fois, transgressif; il s'agit de parasiter l'inscription de la ville dans la structure nationale et par là, de

créer une nouvelle sorte de contact avec son environnement rural.

Favorisé par le ralentissement de la dynamique urbaine consécutif à la grève générale, s'est engagé alors un peu partout en France un étonnant processus d'interpénétration des deux populations. Par le ravitaillement spontané, par les manifestations paysannes à l'intérieur des villes (à Nantes, les ouvriers agricoles jonchent les rues de paille et de foin, dans d'autres agglomérations, les troupeaux accompagnent les manifestants, etc.), une nouvelle expérimentation sociale est alors esquissée, révélant l'ampleur des prolongements révolutionnaires du mouvement de Mai.

De Gaulle, après vingt années de sujétion, voyait brusquement s'altérer le caractère magique de ses apparitions télévisées. Il se retrouvait sans pouvoir devant ses sujets dissipés, redoutant de façon quasi médiévale leur vengeance contre sa personne : la visite secrète à Massu le rassurera, la peur civile pouvait au besoin être administrée par des méthodes plus directes, le bourreau d'Alger pouvait devenir celui de Paris; la vraie structure de l'État militaire était prête à se montrer, elle y était déjà décidée après la prise de l'Odéon¹, parce que le « mouvement » s'était emparé là d'un lieu en dehors des enceintes fonctionnellement attribuées. C'était là que la subversion commençait réellement, menée non seulement contre l'institution (politique, sociale, etc.), mais sur le terrain, pour un autre mode d'appropriation de l'espace et du temps.

L'indépendance réclamée d'une région ou d'une

1. Voir le livre de M. Dansette, *Mai 68*.

île à l'intérieur d'une nation (Bretagne, île de Beauté, Flandres, Pays basque, Irlande, etc.), à plus grande échelle, l'émancipation souhaitée des pays satellites d'Europe centrale (comme le refus de la Norvège d'entrer au Marché commun), tout cela est finalement l'identique manifestation, non d'un retour à un archaïsme régional, tribal, national, négation de communautés plus vastes, mais la critique absolue d'un ensemble, d'une totalité. « Cette poussée de la protestation qui est différente de son objet et que je ne comprends pas », comme déclarait Malraux en juin 1968.

Si l'on observe le flottement des lois, on s'aperçoit que, contrairement aux apparences immédiates, elles ne pérennisent pas les institutions politiques qui les font adopter, mais les dissolvent. Ainsi, la monarchie, en devenant constitutionnelle, a succombé; on se souvient ensuite du mot de Thiers : « Le roi règne et ne gouverne pas. » Les institutions démocratiques actuelles ne survivront pas davantage à la mise en place de l'enceinte totalitaire mondiale que la vieille monarchie n'a survécu à la mise en place de l'enceinte nationale. Les institutions démocratiques finissantes sont déjà comme la monarchie constitutionnelle : *elles empêchent que le trône soit vide.*

Les acteurs de cinéma et de music-hall peuvent participer en grand nombre à la campagne électorale américaine, peupler et *personnaliser* la scène politique comme, au moment du New Deal, ils avaient contribué à normaliser une nouvelle scène sociale. L'enceinte ludique se referme, l'administration de la peur distribue toujours des libertés à flots, les libertés

intangibles que lui réclame « son » opposition, des libertés sans dimensions¹. « Choisir la liberté », c'était, il y a vingt ans, franchir un sas entre l'Est et l'Ouest, ou vice versa. Avec la mise en place du statu quo mondial, choisir la liberté, c'est désormais franchir un sas vers nulle part.

Lorsque les pauvres ou les sans-emploi (selon les groupes idéologiques) ne peuvent accéder aux gratte-ciel de Brasilia ou de Varsovie, ils ne sont pas dans une situation très différente de celle des centaines de malheureux paysans mourant de faim et de froid dans la basse-cour du château des Andelys, pendant le siège, quelques siècles auparavant, parce que, autour d'eux, les issues ont été fermées, l'espace rendu inhabitable, impraticable, que les parties hautes de la forteresse leur sont interdites au même titre que leur ancien « milieu naturel »; ils sont dans la trame du filet, ils subissent les lois d'une géométrie.

Le rapport d'agressivité et de protection n'est pas le fait d'une société de profit et de concurrence, il est le fait d'États qui, au travers de leurs structures construites, transfèrent la relation agresseur-agressé au sein même de leur organisation, lui faisant ainsi subir de l'intérieur, grâce à cette reconstruction indicible de l'espace social qui qualifie ses habitants, une pression permanente, retournant la socialité comme un gant.

Un ami me faisait récemment la critique de l'emploi dans un texte du mot « citoyen », me disant : « Tu ne parles pas de prolétariat », etc. Je lui répondis que ce qui m'intéressait, ce n'était pas cette problé-

1. Celle d'avorter, par exemple.

matique de classe, mais bien la tangibilité des lois et des statuts, ce qui qualifie le citoyen, c'est-à-dire l'*habitant* de la cité. Dans le cas des riches classes moyennes indiennes expulsées par les gouvernements militaires africains et refoulées ensuite par la Grande-Bretagne, la problématique de classe s'effaçait derrière la non-tangibilité des droits, en l'occurrence celle de la citoyenneté britannique certifiée par leurs passeports.

Si, avec la guerre totale, on a vu déjà dans les camps (lieux de disparition et non plus seulement de détention ou d'enfermement) la radicalisation du problème juif, de la situation des apatrides, nomades, personnes déplacées, etc., dans la paix totale qui normalise les opérations de zoning à l'échelle planétaire, c'est la qualité même d'*habitant*, sa réalité qui sont et seront remises en cause constamment, la notion de classes s'effaçant derrière la notion de catégories humaines définies par leurs modes d'occupation de l'espace¹. C'est bien elle, cette tangibilité, qui est remise en cause dans les grandes déportations du travail (le nord de l'Italie et le Sud, en France le Nord sidérurgique et l'opération de Fos-sur-Mer...) ou dans celles du loisir et du tourisme (la transformation de l'aviation de transport stratégique du Vietnam, les *supplementals*, en charters sur l'Atlantique Nord, par exemple).

Contrôler l'ensemble du mouvement humain dans le temps et l'espace, c'est cela aujourd'hui la défense

1. Disparition de la notion de « territoire » et de « nationalité » derrière celle de « marché » et d'opérateur du projet... cela replaçant la prolétarianisation dans un nouveau contexte spatial.

et l'aboutissement logique de l'expansion de l'enceinte planétaire construite par l'État-armée, et c'est dans cette perspective qu'il faut placer le projet de l'O.T.A.N. pour la planification mondiale de la circulation¹. Le monde capitaliste a mis depuis longtemps hors du temps et de l'espace humains, ses « jet-set » et leurs masses monétaires satellisées (l'euro-dollar, par exemple) retombant à volonté comme des bombes sur les économies nationales.

Il se trouve que, depuis peu, le malheur et le crime ont aussi leurs « jet-set », privés de territoire, évadés du tiers monde, habitants des interstices précaires de la paix totale, des lieux de transit, des aéroports, pourvus de passeports réguliers pour nulle part, la précipitation de leurs retombées oblige l'État-armée à des « opérations de routine » comme celle qui a eu lieu le 5 octobre 1973 à Orly : pendant dix heures consécutives, le périmètre a été mis en état de siège, entièrement bouclé et quadrillé par C.R.S. et gendarmes, dix mille personnes contrôlées (du commandant de bord à la femme de ménage), ainsi que plus de quatre mille véhicules.

L'importance de l'opération rappelle sinistrement d'autres rafles, (celle du Vel' d'Hiv' pendant l'occupation nazie, par exemple), mais, là encore, la technique indicible de la paix totale transforme l'état d'exception en un événement de la vie courante sur lequel personne, au fond, ne souhaite s'interroger.

1. C'est aussi le sens du plan « Clément Marot », comme de l'organisme « Eurocontrol », et ceux des nombreux groupes qui gravitent autour.

Le littoral vertical

« Altitude zéro », ces paroles prononcées par le pilote du L.M. à la fin des manœuvres d'alunissage de la mission Apollo XI sont, plus que toutes autres, historiques. Elles signalent qu'à cet instant précis, l'altitude est devenue pour nous une pure distance, il y a désormais un autre sol, un sol en haut, la surface de la terre est devenue un entresol.

Au cours de cet été 1969, contempler une île d'un quelconque rivage ou la lune était devenu identique. L'événement, ce n'était pas tant la retransmission d'images télévisées à plus de trois cent mille kilomètres de la terre que la simultanéité de vision entre la lune sur l'écran et dans la fenêtre. Le ciel se volatilisait, le débarquement sur une autre planète nous plaçait en balcon sur le vide et déclenchait la surface des choses comme référence, les confins devenaient soudain un littoral sidéral.

Le seuil noir sur lequel se détachaient les silhouettes des astronautes n'était déjà plus un horizon. Trop proche, sa courbure situait nettement la finitude de l'astre, Armstrong et Aldrin étaient moins sur la lune qu'au bord de l'espace. Mais cette brutale importance donnée aux limites était comparable à une

désappropriation, à une dévaluation de « l'intérieur », la valeur se déplaçait du centre vers une dernière périphérie, l'objet céleste ayant dès lors moins d'intérêt que l'intervalle spatial et ses parois.

En fait, le grand basculement qui érigeait la longueur et dispersait les distances dans le continuum décomposait à la fois un ordre de perception et un ordre d'utilisation, il incitait les deux grands blocs idéologiques, qui, depuis la fin de la guerre froide, ne se combattaient plus vraiment, à dissiper dans le temps et l'espace une géopolitique désormais sans perspective. Cependant, bien que se déterritorialisant, ils ne renonçaient pas à leurs efforts totalitaires, d'où les flottements de la politique Kennedy, hésitant sur le choix de l'ennemi, oscillant entre la baie des Cochons et la guérilla urbaine, l'extérieur et l'intérieur. Mais, depuis les campagnes lunaires, Américains et Soviétiques savent bien qu'il n'y a plus d'autres terres pour une seule humanité; le monde, disparaissant comme horizon infini de toute expérience possible, réapparaissait comme champ téléologique, et von Braun, le transfuge du rêve sidéral allemand, quittait la N.A.S.A.

Quantifier, qualifier à l'infini les contenus devenant impossible, on subtilisera les contenants en disqualifiant leur contenu, les nations et les citoyens. Cette forme nouvelle d'action capitaliste (de social-impérialisme) a ramené la paix sur les campus. L'institution scientifique, profondément minée par les incertitudes politiques du pouvoir, redevenait l'instrument de l'œuvre, elle reprenait sa place d'informatrice privilégiée de l'État, au travers de l'immense tâche d'inventaire et de remise en cause des contenus; c'était le sens nouveau des contrats passés avec l'armée et où les sciences humaines tenaient une

bonne place. Tandis que, fait sans précédent, l'un des membres de l'institution, M. Kissinger, était hissé au poste de chef des relations extérieures, au centre même de la nouvelle entreprise américano-soviétique. Un an après les travaux confidentiels de l'O.T.A.N. sur la planification mondiale de la circulation des personnes et des marchandises, au moment du Nixon Round, de la conférence de Genève... parallèlement, le caractère clos du système soviétique était publiquement critiqué à Moscou par le physicien Sakharov, les intellectuels russes, les juifs, étaient lâchés plus volontiers à travers le monde, et l'Union soviétique déclarait renoncer en matière de radio et de télévision à ses enceintes protectrices. Bientôt, les habitants des deux blocs idéologiques pourraient, grâce à la mondovision, partager les mêmes fictions.

Depuis l'abandon des missions Apollo, par exemple, l'image télévisée du sol lunaire a été remplacée sur les écrans américains par celles d'effets spéciaux de grossissement qui sont aux objets trop grands ce que le microscope est aux objets trop petits. Les opérateurs s'amuse ainsi à combiner en continuité macro-matière et micromatière, donnant l'illusion aux téléspectateurs de voyager en quelques secondes de la structure géante d'un brin d'herbe à une terre miniaturisée, perdue dans le cosmos.

Au XIX^e siècle, le totalitarisme historique (l'histoire intrinsèque) avait dressé des peuples européens fortement territorialisés à penser en millénaires; le télescope permanent de la vision spatiale et de la vision temporelle dresse maintenant la population planétaire à penser en années-lumière, ou plutôt à ne se situer nulle part dans ce qui serait devenu un totalitarisme historique extrinsèque.

Un double littoral politique et historique se des-

sine. Une macropolitique, née de l'échappement vertical, et capable de résoudre techniquement d'en haut les problèmes les plus vastes dans le cadre d'un écosystème global, et une micropolitique, celle de l'institution humaine, prisonnière horizontale de littoraux techniquement périmés, limitée par son lieu et forcément incapable de se hisser à la solution de problèmes plus étendus.

Quand Edward Fox¹ nous montre notre pays divisé (depuis les Carolingiens jusqu'à la V^e République) par le conflit permanent de deux sociétés inconciliables, l'une continentale, conservatrice, rurale, belliqueuse, et l'autre littorale, urbaine, France du négoce et des ports, favorable à l'initiative privée, pacifiste et souhaitant un contrôle oligarchique de l'État, lorsqu'il nous invite à accomplir sur notre territoire notre seconde révolution contre la France centraliste des paysans, c'est en appliquant sur nos réalités un schéma conforme au vieux modèle anglo-saxon. Seulement, cette France légère qu'il souhaite n'est déjà plus celle du progrès et de la prospérité, mais celle de la micropolitique, de la politique subalterne, parce que, si l'histoire redevenait effectivement, comme la géographie, « ce qui se produit dans l'espace » (Sauer), ce qui s'est produit dans l'espace, c'est le changement de position du sujet... L'histoire occidentale prétendait qualifier par unités successives un ensemble géographique inerte; maintenant ce ne sera pas le contraire, mais la disqualification des deux par le nouveau télescopage spatio-temporel; la couverture verticale de la terre par une reconnais-

1. Edward Whiting Fox, *L'Autre France* (L'histoire en perspective géographique), (Flammarion, « Nouvelle Bibliothèque scientifique », 1973).

sance à vue, qui permet de déceler et parfois de reconstituer d'un seul coup d'œil l'ensemble de projets humains ou naturels souvent millénaires. Recensement des ressources planétaires, des sites archéologiques, bases de fusées, couverture météorologique, etc., notre civilisation serait effectivement devenue la situation dans l'espace d'une connaissance raisonnée, une géométrie, mais telle que la population mondiale ne pourrait plus attendre que ses retombées.

Fox, en éliminant au départ le déterminisme géographique, travaille à la surdétermination du champ de l'humanité par les grands blocs, à la couverture de l'ensemble du champ par sa définition géométrique; seulement, le littoral linéaire qu'il prétend opposer à l'hinterland français n'est plus sur nos côtes, mais sur nos têtes.

L'édition américaine de *The Other France* est de 1971. L'échec vietnamien est alors durement ressenti aux États-Unis parce qu'il est justement celui de tout le système devant une petite unité nationale et paysanne. L'armement était alors stipulé par la conduite traditionnelle de la politique américaine, son impérialisme linéaire qui nécessite l'entretien permanent de puissantes unités d'intervention maritimes et aériennes à la mesure de cibles aussi vulnérables au chantage économique qu'aux actions militaires, grands axes littoraux et portuaires, faciles d'accès, où viennent parfois se concentrer l'ensemble de la production, des ressources, des populations de continents entiers. La grande dissémination dans son hinterland du peuple vietnamien en guerre se révéla plus efficace que toute cette technicité américaine, et cet armement lourd ne put mener à bien un combat continental léger.

La guerre dans le milieu, devenant impossible, dut être remplacée par la guerre faite au milieu, à l'habitat naturel, faune, flore, atmosphère. Telle était l'échelle de la politique américaine et de ses moyens.

Les différents modes d'occupation de l'espace civil réapparurent alors comme force de dissuasion populaire, pouvoir non plus idéologique mais physiologique des peuples. Il y a bien toujours dans un habitat continental complexe une force de conservation, et dans l'occupation linéaire d'un espace inerte, ou rendu inerte, une force de décision et donc de changement; il y a donc bien une force continentale qui refoule une force littorale, mais en termes de conflit essentiel entre étant et existant. Ainsi apparaît, au-delà de l'événement, une politique de négation de la vie, de disparition du vivant au travers de la modification radicale de l'économie continentale de milieu.

Le caractère indéterminé du conflit vietnamien avait mis en échec le principe même de la macropolitique, le chantage à l'approvisionnement des grands protecteurs; en revanche, lorsque, à la fin, on a recours des deux côtés à un armement lourd, la pression littorale est immédiatement exercée, ce sera le blocus, le minage du port d'Haiphong, et une « conclusion » apparaît rapidement.

Affirmer aujourd'hui que le commerce remplace la guerre ouverte est donc un vieil euphémisme; ce qui remplace la guerre, c'est l'aménagement des territoires. Un aménagement qui doit empêcher la quincaillerie technologique de paix et de guerre d'entrer tout de suite au musée ou de finir prématurément à la décharge comme ce fut le cas récemment du prototype américain S.S.T. Empêcher l'ensemble

du littoral vertical de s'effondrer de l'intérieur. Une telle menace a forcément été ressentie par les États qui possèdent une technologie avancée, et la possèdent comme pouvoir militaire, économique et politique absolu. D'où la tentation, ou plutôt la nécessité, de faire de l'ensemble du champ de l'humanité le champ de la technicité.

Si les deux grands blocs sont seuls désormais à se rencontrer sur le nouveau littoral politique, c'est qu'ils sont seuls à en posséder le pouvoir technique. Ils s'empressent de régler les conflits territoriaux périmés, ceux des États-nations, qui les divisent toujours au niveau subalterne, car l'effort qu'ils vont avoir à fournir sera gigantesque : disqualifier l'ensemble de l'habitat planétaire en dépouillant les peuples de leur qualité d'habitant. Mais justement à cause de son gigantisme, ce nouveau projet est le seul qui paraisse à la mesure du progrès technologique que nous connaissons.

Au niveau de la micropolitique, nous allons donc assister, dans les années qui viennent, à l'association majeure des intérêts économiques et militaires dans le grand remodelage géographique des territoires. Ainsi, nous voyons depuis un certain temps les armées se porter vers ce qu'elles appellent les « tâches apatrides » (J.-J. Antier, *Chronique des armées*, été 1973), les groupes financiers s'orienter vers la « production impondérable ». Car, faut-il le souligner, le nouvel espace dominant, s'il peut encore passer pour politique, tend désormais à n'être plus civil, et l'affaire du Watergate montre assez combien la « haute sphère des irresponsables » est devenue elle-même fragile, peut-être menacée et bientôt balayée. Le système transparent du capitalisme ne survivra pas non plus, malgré ses efforts, à sa nou-

velle déterritorialisation car l'endocolonisation technologique dépassera très vite le seuil du supportable, ne serait-ce que par ses besoins illimités d'énergie.

Des phrases comme celles de Henry Wallace, montrant, dès 1947, la politique d'assistance économique « dictée davantage par les besoins de la marine américaine en pétrole que par les besoins alimentaires des enfants grecs ou turcs », sont riches d'avenir. Le procès est déjà entendu : les frontières absorbées par la domination orthogonale, étrangers dans nos cités, nous le serons bientôt dans notre pays tout entier, comme quarante millions de travailleurs américains, ballottés entre la côte Ouest et la côte Est des États-Unis, « étrangers de l'intérieur », dans un hinterland inutilisable parce qu'il n'est plus le leur, parce qu'il n'est plus civil.

Le diagnostic de Fox ne peut donc nous laisser indifférents. Il nous éclaire, par exemple, sur le nouvel aménagement du littoral français par le S.E.S.A. M.E. (et la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale), il peut nous conduire aussi à nous interroger sur la préparation du VII^e Plan. Celui-ci, baptisé « Régina » (régional-national), mettra l'accent sur les facteurs spatiaux, cela pouvant aboutir, selon M. R. Courbis, directeur du G.A.M.A., à un « renouvellement complet de la problématique du plan »¹.

Si la technologie occidentale portée par le complexe militaro-industriel est occupée à réaliser une idéalité géométrique universelle, une téléologie de la raison, celle-ci se sépare désormais radicalement de son point de départ factio-historique, et il y aurait bien

1. *Le Monde économique*, 10 juillet 1973.

une perspective géographique de l'histoire, celle de la surdétermination géométrique de son champ par la technique occidentale. Ce basculement du champ historique est un fait qui porte en lui la ruine du phénomène qui le fondait, « l'idéal d'un monde essentiellement le même, essentiellement commun comme proto-fondation de la formation du sens (*Sinnbildung*), appelée géométrie ». ¹

La « science » occidentale n'est pas fatiguée, elle ne retourne pas, comme le pensait Spengler, vers sa patrie psychique, elle est, au contraire, infatigable; parodiant le mot de Féval qui voyait dans la banque, non une force d'entreprise, mais une avarice devenue galopante, notre mode d'appropriation de l'espace serait devenu lui aussi un mode galopant ; échec radical de la géométrie comme liberté théorétique universelle, il réalise une sorte de sur-conservatisme spatio-temporel de la définition de l'État occidental. Peut-être convient-il alors de revoir les fondements de cette dichotomie, non au travers d'une « autre France », mais d'un système singulièrement le même, de la morphologie de son être ici ou là.

Personne ne songe aujourd'hui à refuser au champ ethnologique sa construction indicible, personne ne songe à refuser aux sociétés tribales, comme unité de construction de leur espace sensible, l'existence de ces objectivités idéales, « distinctes de leur énonciation et tout autres que celles qui se tiennent sous le concept de langage ». Singulièrement, nous manifestons moins de curiosité envers nos propres idéalités morphologiques... sans doute la révélation

1. Husserl, *L'Origine de la géométrie* (traduction et présentation de Jacques Derrida, P.U.F. collection « Épiméthée »).

de leur caractère endémique, de leur rudimentarité, porterait-elle un coup irrémédiable à notre prétention au progrès, au changement, à la connaissance.

Ainsi, lorsque, au cours du dernier conflit mondial, l'Allemagne édifia en hâte quelque dix mille blockhaus sur l'ensemble du littoral de la « Forteresse Europe », personne ne songea à s'étonner de ce que cette œuvre gigantesque n'ait pratiquement aucune utilité militaire et qu'elle échappe ainsi entièrement à son énonciation. Là, ce qui était réellement inscrit sur la totalité de nos côtes, c'était le pouvoir incommunicable de la géométrie d'Occident.

La dichotomie occidentale, c'est celle du littoral linéaire et du milieu continental, mais l'histoire de l'Occident ne commence vraiment qu'avec l'instauration d'une « raison d'État linéaire ». On peut certes, comme Fox et beaucoup d'autres, voir seulement dans les premières cités-États méditerranéennes un appareil protecteur, commercial et politique, plus léger et plus ouvert, mais on ne trouvera pas dans ce point de vue les raisons de son expansion et de son surconservatisme.

Une hypothèse assez répandue veut que notre monde soit né dans un cercle géographique naturel, celui des îles Cyclades. Quoi qu'il en soit, c'est là que fut créé presque certainement ce grand absent des manuels continentaux de logistique, *Seemacht* ou *sea-power*... le pouvoir de la mer. Il y avait bien eu, en Crète notamment, des royaumes maritimes, mais c'est dans ce *kuklos* que fut créée, lors de la première ligue, la première puissance maritime régulière de l'histoire. Plus tard, quand la cité-État romaine voulut résoudre à son tour le problème de la puissance maritime, ce fut encore une fois en termes téléologiques; elle prit sous son autorité la totalité

du littoral méditerranéen, reproduisant ainsi, à une plus grande échelle, le cercle originel. La puissance hanséatique domina peu après les mers septentrionales, mais en rayonnant vers les rives anglaises, et son tracé linéaire, qui se superposait à celui des côtes européennes, disparut momentanément lorsque fut entreprise la nouvelle course vers l'ouest, vers une problématique rive d'en face, Indes ou Amériques.

Cette course, montrée par Fox comme mouvement ouvert et oppositionnel, s'est en fait développée selon un mouvement morphologique invariable, ponctuel puis linéaire, enfin se refermant par zones autour du pôle initial, comme Rome avait cerné une finité géométrique sienne, *Mare Nostrum*, premier continent liquide de l'inversion morphologique de l'Occident qui fait que la plupart des civilisations commencent par « habiter », la nôtre exceptée.

L'homme occidental est véritablement le sphérique androgyne, animé sans cesse par le désir, à la poursuite de l'entière unité, et le « rond d'Empédocle » enlace réellement l'univers. La noosphère de Teilhard est devenue oosphère, Américains et Russes réalisent à leur manière la surreprésentation de l'androgyne platonicien, « fils des astres, à la fois mâle et femelle, c'est de leurs générateurs qu'ils tiennent leur sphéricité et leurs bonds verticaux et circulaires ».

Le déterminisme occidental n'a pas de culture parce qu'il n'a pas de matière, pas de dimensions, mais des directions; c'est par son nulle part qu'il gouverne sans cesse vers l'ailleurs, et ce n'est pas un hasard si, comme le remarque Jean Servier, l'âge d'or de nos utopies est aussi celui des grandes explorations et des découvertes. Cette identité utopique

que beaucoup d'historiens lui refusent encore, le système, en arrivant à son apogée, ne songe nullement à la nier; il affirme, au contraire, sa schizophrénie comme le fondement même de ses efforts techniques.

Ce qui est aussi remarquable, c'est que cette idéalité de construction sur des territoires montrés comme adjacents et tributaires soit celle des États avant d'être celle des sociétés et même des nations. Mais si l'on considère que les milieux privilégiés de l'Occident sont la mer avant d'être le ciel, on comprend mieux la force d'*ou-topos* qui le meut. Il n'y a ni nations ni peuples dans la mer et le ciel, seulement des puissances et des forces dont les lois dérivent directement de l'élément traité; selon le vieux dicton, on n'y gouverne pas, on y est maître.

C'est pourquoi la puissance des États-Unis, comme autrefois les puissances méditerranéennes, redevient, quoi qu'elle en ait, plus militaire que mercantile. L'État-cité romain, modèle privilégié des prospecteurs américains, ne dépendait pas d'une lutte de partage entre des partis et des principes politiques, mais d'une lutte perpétuelle entre exécutif et législatif; ce qui, au XIX^e siècle, semblait une tragédie du pouvoir paraît aujourd'hui une tragédie du sens, s'organisant autour de la vraisemblance de l'État, de la conservation de sa morphologie. Comme l'art grec possédait la terrible vraisemblance du faux, l'État romain, supplantant l'État oriental, patrimoine du prince, est l'œuvre future de plusieurs, un État œdipien. Et la fin de Rome, c'est la fin de l'œuvre, de sa vraisemblance, l'achèvement fatal de la lutte de son être contre le rien, son suicide.

La citadelle-État de l'Antiquité, c'est déjà le lieu

préférée au milieu, mais la chose sera encore plus claire lorsqu'on passera de la cité colonisatrice à la capitale, l'État passant lui-même à la dimension de territoire national, de citadelle nationale. La capitale s'opposera alors avec encore plus d'évidence comme caput au grand corps territorial, c'est-à-dire comme organe supérieur et raisonnable.

L'État, « lieu de la raison » de Hegel, renouvelle l'État platonicien, il est la citadelle stérile, la forteresse des oiseaux, qui n'enferme que du vide et ne peut donner que des ordres, de l'organisation. L'erreur était probablement de penser, comme Roth ou Toynbee, que le schéma négatif de la cité originelle disparaîtrait avec celui des cités-États antiques et serait remplacé par une multitude indépendante de formes urbaines, alors que les lourdes murailles s'effondraient et s'éloignaient des cités simplement parce qu'elles se dressaient désormais ailleurs, à la limite des nouvelles nations, marquant la fin de ce que l'on avait appelé la « mouvance des empires ».

Des congrès comme ceux de Vienne, de Versailles, inventant des nations, créant des frontières, continuaient seulement le travail morphologique de l'État-cité originel, de son mode d'être là, et le désordre urbain, caractéristique de la ville antique, se portait aux frontières, tournant désormais autour de la nouvelle vraisemblance nationale des États.

Il est aussi normal de voir à ce moment précis se développer des phénomènes comme ceux de l'industrialisation, le mercantilisme, la bureaucratie, le militarisme, la politique du besoin, etc. Il ne s'agit pas, en fait, de « révolutions », économiques, industrielles, sociales ou autres, mais simplement du progrès des activités spécifiques de la citadelle originelle, s'étendant à l'habitat continental au travers d'une

urbanisation militaire des territoires, de leur quadrillage. Le conscrit de la Révolution remplace le paysan et préfigure le prolétaire comme contribution de la communauté élargie à la construction, à l'entretien des nouvelles forteresses nationales. Leurs luttes s'organiseront bientôt autour de méthodes et de biens frappés de stérilité par l'improductivité même des lieux où, dès l'origine, ils se sont manifestés comme expédients économiques de la vie urbaine.

Notre civilisation est assimilée le plus souvent à un problème de communication, le progrès à un progrès de la vitesse, de la facilité à communiquer, alors que la pseudo-politique des médias est réduite en réalité, par la morphologie de l'État, à deux phases, issues des deux pôles qu'elle crée, transmission et information. L'État-caput transmet, le territoire-corps l'informe, et le développement extraordinaire des médias, c'est celui des ordres transmis, mais aussi de l'information de l'État par et sur son territoire. Si Nixon a vu repoussé son projet permettant d'allumer à distance les postes de télévision des citoyens américains à partir du siège de l'exécutif, on peut être certain que cette tentative technique trop précoce sera un jour ou l'autre suivie d'effet, car elle va dans le sens véritable du développement des médias.

Communiquer de plus en plus et de plus en plus vite n'est pas, dans notre organisation, synonyme de mobilité ou d'accroissement de la mobilité des citoyens. En deçà de son histoire aristocratique, le système transmet les limites posturales de la littoralité, de l'insularité, de l'orthogonalité, il pérennise les termes militaires, désignant l'absence d'alternative en un point, en un lieu, comme stratégie du pouvoir sur l'autre, vers l'immobile, le silence, la

mort. Les divers nœuds ou noyaux concentriques qu'il construit ont le caractère incommunicable d'un solide par rapport à un fluide, à une liquidité réelle ou imitée, mer, fleuves, canaux, voies ferrées, autoroutes, etc.; les linéaments qui en partent y reviennent, ils sont redistribués mais ont une tendance constante à s'y décomplexifier, car plus les afflux sont nombreux, moins ils ont la « place » d'être complexes.

Si le législatif prolifère à loisir dans l'hinterland, le milieu, les alternatives de l'exécutif demeurent toujours tributaires de leur lieu, et inversement, lorsque le législatif lui-même cesse de manœuvrer de façon flexible et requiert l'exécutif, c'est qu'une crise spatiale grave se prépare autour de l'être là de l'État, de sa vraisemblance construite, ainsi des Gracques, de la récente expérience chilienne, mais aussi, dans les nations développées, de l'apparition de signes avant-coureurs, comme la pénurie anticipée de carburant aux États-Unis, le contrôle militaire des aéroports, de la circulation routière en Europe, etc. De même, la décadence et les crises des villes appelées à croître démesurément sont bien autre chose qu'un problème de gestion ou d'architecture. Nous vivons en pleine liquidation d'une utopie qui a fait son temps, celle de la cité-État-géographique-nationale. On ne peut plus poser la crise de l'Occident en termes intrinsèques (commerce, énergie, production, pollution, etc.), car tant que nous ne reposerons pas entièrement le problème de la construction platonicienne de son champ, nous ne connaissons plus à proprement parler de progrès — ni d'anti-progrès, d'ailleurs. La dernière révolution dans l'espace du surconservatisme de l'État occidental indique clairement que nous continuerons notre course vers la fin sur

notre lancée géométrique, comme sur des rails.

Mais, dans cette situation de l'espace contemporain, il semble bien que l'Orient occupe encore une position originale. Là où l'Occident conquiert et occupe l'espace du dessus (atmosphérique, cosmique), l'Orient semble conquérir l'espace du dessous (lithosphérique) par la constitution d'un habitat souterrain, à l'échelle gigantesque d'un continent, la Chine. C'est ici, je crois, la justification du silence des responsables chinois sur le débarquement lunaire; il s'agit moins d'une censure que d'un réel désintérêt pour un type d'expansion profondément contraire à celui de l'Orient. Cette dimension « cryptique » d'un État, liée non seulement à l'étendue géographique mais à l'épaisseur minérale de son territoire, est en parfaite cohérence avec la conception stratégique d'une supériorité de la défensive sur l'offensive qui a de tout temps animé la pensée orientale.

Au dioptre aéromaritime des puissances navales et aériennes, peut-on valablement opposer un « dioptre » aéroterrestre? C'est une question à laquelle les Chinois répondent par l'affirmative en constituant une protection nucléaire pour l'ensemble de leurs populations, contrairement à l'Occident où ce second volet de la dissuasion nucléaire est absent (à quelques exceptions près, il n'y a significativement d'abris que pour les élites).

Doit-on comprendre ici que l'Occident se prépare essentiellement aux conséquences de la paix totale (la conjonction impérialiste des blocs), alors que l'Orient craindrait encore la guerre totale? Ou bien assistons-nous, après l'âge des conquêtes maritimes et coloniales et celle de l'élément atmosphérique, à l'inauguration du peuplement de l'épaisseur

même du globe, à la conquête lithosphérique, ultime empayement des sociétés humaines, réponse des paysans (chinois) au dépayement prôné par Fox?

Il s'agit là d'un problème fondamental pour l'analyse morphologique de l'État moderne, car, au-delà de la perspective géographique de l'histoire, se pose désormais la question du sens de cette opposition entre le zénith occidental et le nadir oriental. Dans cette révolution, le levant et le couchant perdent leur fonction, l'astre roi n'organise plus l'espace du monde, la sécession se situe moins entre l'Est et l'Ouest qu'entre la matière et l'absence.

L'escalade de Moscou

Les accords Nixon-Brejnev de Moscou achèvent la conquête de l'espace, la reconversion de Wernher von Braun en est la meilleure preuve : après sa démission de la N.A.S.A., il passe à la Fairchild Aérospatial qui produit des satellites de « communication ».

La logique de ces accords consiste,

premièrement :

à organiser des rendez-vous orbitaux entre Russes et Américains, puis à lancer la période des « miradors volants » pour qu'ils assurent, avec les divers satellites de communication (c'est-à-dire espion), la surveillance et le contrôle d'une planète désormais ouverte (comme la ville jadis...);

deuxièmement :

les décisions à propos des armes atomiques offensives ne sont en réalité qu'une escalade de plus, puisque la limitation des vecteurs contraindra les « adversaires » à multiplier les charges explosives pour conserver un avantage stratégique, ce qui, par parenthèse, va favoriser la miniaturisation de l'arme atomique; cela étant confirmé par le fait que les armes atomiques tactiques ne soient pas concernées par ce traité : la caractéristique principale de cet armement étant son faible encombrement.

On peut donc conclure qu'implicitement les accords de Moscou vont accélérer la miniaturisation de l'arme absolue. Cette arme, de stratégique et inutilisable du fait de l'équilibre de la terreur, va devenir tactique et « propre », c'est-à-dire utilisable, puisqu'elle ne dépassera pas le seuil critique. D'autre part, puisque les deux grandes puissances vont désormais se rencontrer au sommet (celui des laboratoires et autres P.C. orbitaux), ces armes atomiques tactiques ne leur seront pas directement destinées, mais uniquement aux « petits pays », afin qu'un nouveau Vietnam ne puisse jamais plus se manifester dans leurs sphères d'influence.

En effet, si l'impérialisme utilisait, comme il en était question au moment de l'offensive nord-vietnamienne, l'arme atomique tactique, la guerre révolutionnaire deviendrait impossible pratiquement, puisque l'occupation (politique et militaire) du terrain serait elle-même impossible.

Après la rencontre russo-américaine destinée à mettre au point un gardiennage efficace de leurs zones d'influence réciproques, on peut effectivement parler d'un degré suprême de l'escalade, puisque l'utilisation de l'arme atomique va redevenir possible. La police nucléaire commence avec le flic orbital; on peut appeler ça une « nouvelle ère », mais, en fait de détente, il s'agit de celle d'une arme.

Deuxième partie

L'évangile nucléaire

L'évangile nucléaire

« L'excursion en autocar, toujours sous l'escorte de soldats équipés d'armes automatiques, comprenait une visite de la résidence privée du président Allende, rue Tomas Moro... La junte a annoncé que cette maison serait démolie et qu'une église catholique serait construite sur son emplacement. » (Associated Press. Santiago du Chili, 21 septembre 1973.)

En France, les adversaires de l'été 1973, qui s'étaient opposés sur la bombe et la non-violence, tentent de renouer le dialogue dans un séminaire réunissant responsables ecclésiastiques et militaires. (*Le Monde*, novembre 1973), cependant qu'un groupe d'officiers chrétiens publie dans la revue *Défense nationale* (octobre 1973) un manifeste intitulé « Réflexions sur la défense » et où ces officiers revendiquent le rôle d'otages. Ils seraient dans la guerre moderne les garants d'une promesse étatique (p. 20), et pourraient même, dans une seconde phase, se transformer en martyrs, en hosties : « Ceux qui se

préparent moralement et techniquement à mourir » (p. 46).

De plus en plus nombreux, des chrétiens s'interrogent sur la grande dichotomie : peuvent-ils encore imiter et défendre le modèle ambigu de ce double Christ forgé par le XIX^e siècle, avec sa personne divine, son enseignement spirituel et sa personne non pas temporelle mais historique¹? D'une part, un Christ et un enseignement qui seraient immuables, et, d'autre part, sa mort, reçue d'un État historique, comme une conjoncture à la fois essentielle et complètement surannée. Car il n'a pas été exécuté pour les points de détail d'une conduite qu'il s'est obstinément refusé à défendre devant ses juges et que ses ennemis ne sont pas parvenus à discuter entre eux non plus : il est mort sous le coup d'une seule accusation, *ennemi de l'État*, et à l'annonce de sa condamnation, ses adversaires ont manifesté avec enthousiasme leur attachement exclusif à ce même État : « Nous n'avons d'autre roi que César! »

En refusant de devenir l'otage de Rome, le Christ avait déclenché l'hostie. Dans les procès intentés par la suite aux chrétiens, le rapport au césarisme est constant, beaucoup d'entre eux sont exécutés à leur tour parce qu'ils s'opposent au sacrifice, non pas aux dieux, mais à l'État romain divinisé, ils refusent de conclure l'alliance, de devenir les otages de la statolâtrie. Cependant, en quelque cinquante ans, et parmi toutes les autres religions nouvelles, le

1. La personne du Christ introduite dans le système d'objectivité historique (Renan), l'historicité opposée à la temporalité de l'incarnation, tandis que la pensée rationaliste du XIX^e fait paradoxalement une concurrence ambiguë à la foi religieuse : « La science, seule religion de l'avenir » (Raspail).

christianisme se répand partout, dans toutes les classes sociales. Victoire du christianisme, décadence et chute de Rome, les commentaires ne manquent pas sur cette incompatibilité irréductible entre l'existence du grand État vitaliste et celle des premières Églises. Au début, en particulier, les raisons de cette incompatibilité ne semblent pas bien évidentes, l'État romain n'abusait pas, dans l'ensemble, de sa force dans ses rapports avec les peuples sujets, il était, selon le mot de Tertullien, « occupé à mettre partout les traces de la vie », et cependant, les chrétiens le combattent sans relâche au sein même de la société, prêchant l'abstention aux citoyens.

Le christianisme est pour Rome l'*ennemi de l'intérieur*, et l'armée en souffre plus encore que l'administration; au II^e siècle, l'Église affirme : « Il n'est pas permis d'être un homme d'épée... Le Seigneur, en désarmant l'apôtre Pierre, manifesta clairement sa volonté qui était que chaque soldat déposât les armes. » Le soldat chrétien doit donc « abandonner immédiatement l'armée ou consentir à souffrir pour le Christ le même sort que tous les autres chrétiens » (Tertul., *De Corona*, 11, *De Idol.*, 19). Les chrétiens ne cessaient de voir dans la phrase célèbre : *Qui gladio ferit, gladio perit*, une vivante prophétie, une allusion à la destinée de Rome, et en effet, ce sont bien les légions qui l'avaient créé qui détruisirent l'Empire¹.

La dispersion cataclysmique des populations en Europe occidentale devait ensuite effacer pour plusieurs siècles, avec l'Empire de Rome, les réalités de son organisation étatique, défensive et centraliste,

1. G. Ferrero et C. Barbagallo, *Short History of Rome* (New York, 1916).

le souvenir des luttes menées par la hiérarchie chrétienne.

Au moment de la guerre froide, de nombreux historiens anticomunistes (Toynbee, par exemple) voyaient dans les organisations socialistes au sein des sociétés capitalistes comme une figure du déclin de ces dernières, un retour de l'histoire, et beaucoup de militants chrétiens sont encore assez sensibles à ce modèle pour vouloir lui sacrifier leur existence. L'histoire a rapidement prouvé, pourtant, que cette comparaison était un peu hâtive, et l'accouplement inopiné des deux grands blocs technologiques a définitivement ruiné l'hypothèse. En fait, la hiérarchie chrétienne n'avait pas, en son temps, détruit l'État romain, elle avait seulement été consciente de sa véritable nature et son analyse s'était finalement révélée exacte. Il semble donc qu'à cause de la part de résolution qu'il contenait dans leur destinée¹, les chrétiens auraient dû par la suite, et spécialement au moment de la renaissance des puissances étatiques, attacher une importance extraordinaire à *l'objet même de toute statolâtrie*, voire lui conférer une importance intemporelle.

Cela pourrait signifier en clair qu'au bout de tant de siècles, et malgré sa longue et trompeuse éclipse, le culte de l'idéalité morphologique de l'État serait demeuré sans changement, que cet *eidolon* serait le même et s'opposerait aussi irréductiblement aux chrétiens d'aujourd'hui qu'au Christ et à son Église il y a deux mille ans. Singulièrement, c'est le nouvel impérialisme technologique des grands États protec-

1. A l'opposé de la thèse du XIX^e, les modalités de la mort du Christ résolvant absolument l'ensemble de la destinée des chrétiens, dans le temps et l'espace.

teurs qui nous y invite, dans la mesure où, dépassant lui-même la vision intrinsèque de l'histoire propre au XIX^e siècle, il dépasse la notion d'État historique ou simplement national.

En son temps, l'Empire d'Occident était apparu comme l'esquisse étatique la plus éphémère et l'Empire d'Orient devait lui survivre mille ans, lui qui n'était demeuré qu'une monarchie absolue et héréditaire, appuyée sur une solide organisation civile, un fonctionariat séculaire qui, au III^e siècle, lui permit de triompher des ébranlements constitutionnels. Mais, inversement, l'opposition de Rome à l'idée d'un État dynastique n'était que son opposition formelle à ce qui représentait à ses yeux une faiblesse conjoncturelle en quelque sorte *naturelle*, pour un État qui se voulait entièrement conjecturel, entièrement projeté, confondant dessein et dessin, opposant création et procréation ¹.

Aussi, la fin de Rome, comme celle qu'elle avait réservée à ses grands ennemis, sera totale. Domination et civilisation, complètement identifiées l'une à l'autre dans l'État, se suicident avec lui. Le christianisme ne devint vraiment puissant à Rome qu'au III^e siècle, lorsqu'une grande évidence se fit jour au sein de la société : la course vers l'instauration de

1. « La plus belle et la plus haute des formes de la sagesse est celle qui s'emploie à l'organisation des citadelles et des familles. » C'est donc dans la matrice de l'État-cité que l'homme nouveau doit engendrer plutôt que dans le sein d'une femme.

La République de Platon montre que les lois des États sont complètement assimilables à celles qui régissent le perfectionnement des individus, c'est-à-dire leur course vers l'Aphrodite céleste, par « cette science qui élève l'âme de ce qui *nait* vers ce qui *est* ». La genèse naturelle est donc au sein de l'organisation de l'État, un coup porté à la construction de son idéalité, à son perfectionnement.

l'« État parfait », les efforts de tant de siècles pour l'inventer et le sauver, avaient été, en réalité, la source de tous les maux endurés par les populations : destruction de la légitimité politique, dictature et anarchie militaires, fiscalité impitoyable, ruine, guerres civiles permanentes. La prophétie chrétienne avait en quelque sorte arraché Rome à l'histoire pour la désigner comme *figure*, indépendante du temps et de l'espace humains qui sont ceux des peuples, des rois, des empires, comme *ou-topos*.

Et, en effet, notre civilisation commence au moment où les Grecs exhument la géométrie de leur champ ethnologique, où ils l'arrachent à la pratique sociale en distinguant les propriétés des formes des dimensions de leur représentation. Ils n'inventaient pas la géométrie, mais l'utopie écologique (le non-lieu de la science du lieu!) En la rendant indépendante des lieux et des temps des sociétés, ils faisaient de la géométrie un pouvoir en soi, celui que ces sociétés auraient de s'imaginer en recréant avec leurs rapports à l'espace leurs rapports à la nature, et c'est cette sorte de conviction libératrice qui anime toute la pensée antique jusque dans ses impossibilités mathématiques. On sait comment, avec Archimède, se termina l'ère de la jeune géométrie comme libre recherche créatrice, idéal d'un monde essentiellement commun comme proto-fondation de la formation du sens¹. L'épée d'un soldat romain en a tranché le fil, dit la tradition.

En tuant la création géométrique, l'État romain allait construire l'impérialisme géométrique d'Occident; derrière l'impérialisme du langage et des com-

1. Husserl, *L'Origine de la géométrie*, *op. cit.*

munications, se cacherait désormais l'éclipse de connaissances qui auraient pu fonder des libertés théorétiques révolutionnaires, qui auraient aussi, par là, représenté le dépassement et la fin de l'idéalité morphologique de l'État romain et de ses techniques. Dès lors, on voit mieux ce qu'étaient les luttes des chrétiens contre la statolâtrie — la figure de l'État — comme objet de foi, le crime contre l'État comme vandalisme (crime contre sa construction), les tenants grecs de la jeune géométrie trouvant eux aussi le martyr... et quelquefois de la main de sectateurs chrétiens!

Les Grecs avaient énoncé en termes simples les propriétés des formes pour en faire les bases immuables d'une connaissance; les Romains vont faire de cette sorte de *rudimentarité permanente* la figure même du conservatisme de l'État, un obstacle à tout changement. Ce que Rome s'acharnait à construire, c'était elle-même; les infrastructures que Tertullien admirait ne répandaient finalement jusqu'au fond des déserts que les traces prophylactiques de sa propre existence. Singulièrement, après deux mille ans, l'éclipse de la libre création géométrique dure toujours à son niveau essentiel, celui de l'aménagement des territoires par l'État, elle est le signe même de la persistance de l'État d'Occident. On la retrouve aussi bien vers 1930, chez Hitler et Speer, soucieux de rendre inséparables la politique et l'urbanisme, de chercher la conservation de l'État dans les règles mêmes de la statique architectonique¹, et, à l'opposé, dans la parcellisation de l'habitat industriel américain, notions véhiculaires qui, en mettant en avant le pro-

1. Albert Speer, *Au cœur du III^e Reich*, (Fayard, 1971). Paul Virilio, « Speer, l'espoir », in *Esprit* (n° 10, octobre 1971).

blème des infrastructures, ramène le pseudo-libéralisme vers la planification étatique.

« Tu as fait une ville de ce qui était un monde ! », cette sorte d'anathème lancé à Rome par le Gallo-Romain Namatianus nous montre clairement déjà la course vers l'« État parfait » comme un anéantisement du milieu, le conservatisme de l'État, la *raison d'État linéaire* devenant pour l'homme paysage et nature, mettant en jeu la liberté humaine non seulement à des niveaux provisoires, mais à celui essentiel qui fonde les choix des individus et des sociétés à venir, leur libre projection dans le temps et l'espace. Si, à son heure, le Christ meurt du Césarisme, l'État d'Occident, construisant et reconstruisant inlassablement sa *Sinnbildung*¹, l'étendant à l'ensemble de l'habitat planétaire, la terre, prochainement débaptisée pour s'appeler État, est devenue une impossibilité morphologique close en même temps sur le plan divin et sur celui de la spécification même de l'identité divine de l'homme.

Ce problème de la permanence des idéalités morphologiques est la clef de notre civilisation ; rarement posé au niveau de l'État, c'est lui qui, pourtant, dirige indiciblement ses actions. Il faut donc désorbiter l'histoire. La vieille pensée phénoménologique nous y incitait déjà en nous rendant familières ces grandes formes idéales et indépendantes des territoires qu'elles traversent, mais, à la *pensée* phénoménologique, a succédé, depuis quelques années, une *vision* phénoménologique (faite à partir d'engins volants), d'abord parcellaire et rapprochée, comme un complément et une illustration des textes, puis, grâce aux

1. Sa géométrie, comme proto-fondation de la formation du sens.

progrès technologiques, notamment en matière de télédétection, totale et instantanée, supplantant le document écrit¹. A la limite, l'histoire dans son lieu, la géographie, apparaît comme un dessin animé en train de se mouvoir sous nos yeux, un jeu de formes, de couleurs, de signes, que l'ordinateur restitue et peut organiser. C'est dans de telles expériences qu'apparaissent clairement l'étendue et la nature de ce que sera l'élargissement de la « conscience historique » au monde entier; les techniques, après avoir occulté l'espace et le temps immédiats dans l'ancienne organisation, peuvent maintenant les restituer comme quantiques, expressifs, voire esthétiques, mais aux seuls grands États technologiques. Il ne s'agit pas là d'une nouveauté pour historiens, mais d'une permanence à nouveau clairement révélée, celle de la géométrie construite de l'État d'Occident comme précédant la parole et le texte écrit, le hiatus entre science et sens comme un lieu spécifique, celui de la morphologie étatique, faisant d'une organisation donnée de l'espace le fondement d'une stratégie du comprendre et naissant de cette baroque association, cet hybride occidental, *l'institution scientifique*. Ainsi, les apparentes nouveautés, les progrès de la science se superposent et s'enferment dans un monde stagnant, dans son discours circulaire, faisant croire à certains, tant ils ont eux-mêmes perdu l'habitude de distinguer science et sens, que cette science-là ne produit tant de ravages que parce qu'elle en est à ses balbutiements, à sa préhistoire, à sa barbarie (Marcuse, entretiens télévisés)! En fait, nous nous trou-

1. Une exposition à Paris sur ce sujet : « La télédétection », organisée par le ministère de l'Éducation nationale, du 15 décembre 1973 au 20 janvier 1974, au palais de la Découverte.

vons exactement dans la situation inverse de celle souhaitée par la jeune recherche géométrique avant sa brutale disparition; loin d'avoir été l'instrument de la connaissance, d'une libération permanente de l'humanité, la géométrie est devenue le lieu de la conservation d'une tradition mythique, d'un comportement général dicté par une orthodoxie absolue.

Ce qui se produit avec la falsification étatique du champ de la connaissance, la mise en grandeurs certaines, comme stratégie du pouvoir, de toutes les grandeurs variables qui fondaient et harmonisaient l'univers naturel, c'est l'inversion des termes, la disparition de l'être agissant comme pensant (l'exercice), son abandon pour l'être pensé comme agissant (l'expérience)... la fin de la pédologie du comprendre dans le champ libre¹.

La dernière marche de Socrate dans sa cellule est aussi pour l'homme occidental une prophétie ésotérique, et le *Phédon* tout entier, qui est une démonstration de l'immortalité, parce qu'il est l'histoire d'un suicide dans un univers carcéral. L'immortalité, dans la pensée platonicienne, c'est l'immuabilité (le *being*), le refus de se livrer au continuum, perçu comme changement, mouvement, pathos. Le geste suicidaire accompli par Socrate clôt le champ de sa destinée, de son enseignement, fixant la totalité de son sens jusqu'à sa fin, la violence commise contre soi-même devenant ici une forme certaine de prévision, comme la seule logique intérieure de la philosophie occidentale.

1. Le tracé de la voie romaine n'est, par exemple, qu'un trait réservé du schéma général de centuriation. L'absence d'interstice de l'organisation orthogonale de l'espace implique l'absence d'alternative pour ces habitants... La planification de l'État précède et interdit les tentatives de mouvement humain.

La force absolue de conservation de l'État d'Occident naît de sa puissance négatrice, la téléologie de sa raison; plus elle développe et enregistre de certitudes internes, plus elle s'amplifie, plus elle devient déflagratrice des milieux qui, successivement, au cours des siècles, vont la supporter, car dès qu'elle choisit un terrain, dès qu'elle se localise, elle agit sur le nouveau milieu traité comme elle avait agi sur son siège premier, l'homme Socrate par exemple, elle assure aussitôt sa totalité prévisionnelle en l'annihilant. La course vers l'« État parfait », c'est sa course vers la mort, et l'histoire n'est finalement que l'instrument provisoire de l'État en marche vers la plénitude morphologique de son existence autogène, le progrès n'est que l'effort d'une humanité devenant statolâtre, occupé tout entière à réaliser non plus des projets humains, mais à localiser le champ d'un pouvoir étatique total dans des lieux immuables.

Cela va contre beaucoup d'idées reçues, celle notamment qui ferait de notre civilisation une organisation vitaliste escamotant par son savoir-faire la mort et ses rites, ses techniques d'anéantissement (vers ailleurs, pour continuer, etc.). Notre civilisation n'escamote pas la mort, elle a seulement supprimé les valeurs transcendantes du monde matériel et moral, parce qu'elle est tout entière la mort, la grande usine des techniques et des machines de l'obsolescence est son monopole, un monopole qu'elle n'entend en fin de compte partager avec personne, qu'elle ne peut partager sans cesser d'être elle-même. Dans un tel contexte, on comprend mieux pourquoi la guerre est devenue pour l'Occident une activité permanente. La guerre, dans ce monde inversé, construit l'État dont l'*ou-topos* se réalise par la destruction du monde, elle est

donc pour lui une sorte de pratique religieuse fondamentale, la grande expression de sa mystique scientiste, la révélation et la construction de son identité. Aujourd'hui, toutes les différences s'effacent devant la capitalisation de la violence comme ultime expression étatique, le complexe militaro-industriel comme ultime représentation étatique, et le rôle de l'homme de guerre se trouve aux confins d'un nouveau monde, créant encore pour quelque temps une ambiguïté. La guerre est demeurée une chasse à l'homme, plus ou moins sophistiquée, plus ou moins excitante et rapide, où, tour à tour, l'homme de guerre est chasseur ou gibier, et, curieusement, dans notre civilisation, c'est cette activité ambidextre qui a modelé la figure du citoyen, du serviteur de l'État, sans cesse divisé contre lui-même, victime et assassin, constructeur et destructeur, protecteur et agresseur, partisan et paysan, prolétaire et soldat... à Stalingrad, vision fantastique des ouvriers soviétiques sortant des usines dans les tanks qu'ils viennent de fabriquer et se ruant avec eux dans la bataille aussitôt, détruire et se faire détruire. C'est ce processus que notre civilisation a accéléré de façon telle qu'elle peut, en quelques secondes, le parcourir entièrement. Dès lors, l'égalité cesse entre chasseur et gibier et la figure triomphante du tueur demeure seule investie par l'État d'un pouvoir exorbitant.

L'histoire occidentale comme figure téléologique de l'État, c'est celle de sa localisation dans les champs successifs qu'elle annihile. Le matérialisme grec se construit sur l'antinomie entre les structures de milieu et celles propres aux héros qui l'habitent. La complexe organisation des dieux est essentiellement désignée comme gestionnaire de la vie et de la mort, mais gestionnaire aberrant, ombrageux,

cupide, impitoyable. Ce qui sera chez Aristote science morale apparaît alors comme démarche spécifiquement humaine; optimisme humain selon Nietzsche, foi en une liberté humaine possible; le *deus ex machina* est concurrencé par les organisations humaines, la figure clef de la citadelle-État romaine s'identifiera bientôt à celle du seul Jupiter, et les excès de l'État sur lui-même sont ceux désormais légitimes de l'État-créateur sur sa création, son œuvre et ses créatures. Avec l'universalisme, la fin de Rome, le *deus ex machina* s'exerce au niveau de la relation entre les hommes, de tous les hommes. Le milieu choisi n'est déjà plus la nature, mais l'humanité. La science certaine de la morale (loi mosaïque) devient libération du sens moral à travers de nouvelles relations humaines, la charité elle deviendra ensuite, morale sociale, puis historicité sociale; le dieu qui a cessé d'être les dieux, après avoir été central puis ponctuel, sera finalement évacué du système de relation du sens, l'opposition dans et pour le sens se faisant entre les hommes. L'humanisme, c'est l'homme devenant lui-même *ou-topos* pour l'homme. On se trouve alors dans la situation inverse de celle du départ, la raison téléologique est passée intégralement et sans partage à l'intérieur de l'organisation humaine. L'humanité occidentale vit maintenant à son seul niveau et sur son propre fond, « l'être de l'homme comme objet du savoir positif », écrit Foucault, l'humanité s'exploitant elle-même dans les limites de la *polis*. On assiste alors logiquement à la négation des caractères variés et des activités propres aux diverses organisations humaines, brutale dans les colonies, dans l'exploitation du travail humain et de la classe ouvrière, progressive au sein même des ensembles coloni-

sateurs et de leurs élites; c'est, après les chutes monarchiques, l'évacuation lente de l'infini possible des sociétés humaines dans les conceptions finies de leurs nouvelles destinées étatiques. La téléologie de l'État n'occupe déjà plus un corps social qu'elle a détruit; l'échec du socialisme d'amour dans l'appareil bureaucratique à l'allemande, c'est aussi celui de la construction d'un nouveau paysage social, et la réussite nouvelle de l'État, c'est la réussite de sa révolution dans un autre espace. *Le deus ex machina* fonctionne toujours, mais sans le secours des organisations humaines qui l'ont mis elles-mêmes hors de leur portée, hors de leur atmosphère. Fruit ruineux des techniques les plus complexes, le statu quo nucléaire qui fonde désormais la macropolitique des deux grands États technologiques n'est, en fait, que le produit misérable de l'infirmité morphologique de l'État d'Occident; il environne chaque jour davantage une humanité redevenue irresponsable et inconsciente, et en lui ne subsistent logiquement, au milieu de tant de scientificité, que les tares transférées par sa géométrie, celles des anciens dieux!

La guerre totale a été pour notre civilisation un seuil dans la mesure où elle était la première guerre aérienne mondiale. En 1914, la décision horizontale avait été interminable à venir entre les hommes, la raison finale est tombée d'en haut sur Hiroshima en quelques secondes; c'est ce genre de raison et de finalité qui flotte désormais en permanence sur notre littoral planétaire.

Tout s'est donc inscrit dans cette direction linéaire, droit divin des monarchies devenant droit légitime ou légal des poliarchies, des démocraties; les modes et les régimes ont passé, seule est demeurée la faculté de l'État d'Occident d'assumer la totalité du sens

jusqu'à sa fin, l'éternité de sa figure où qu'elle soit et en soi. Avec l'universalisme, on avait un temps identifié la citadelle étatique à la « cité de Dieu », à son royaume en marche vers la rédemption comme finalité. Les chrétiens et les nouveaux États furent alors étroitement associés, l'Église formant leurs cadres administratifs, tout un fonctionnariat, dans ses monastères, et devenant elle-même un État universel où les saints et les martyrs jouent le rôle d'otages entre les œuvres de la cité nouvelle et celles, éternelles, du Christ. Les grands problèmes de l'Église sont dès lors, et surtout à partir du XVI^e siècle, ceux de ses rapports avec les États modernes en gestation, les ensembles nationaux, et le lent réveil du Prométhée enseveli dans les ruines de la citadelle antique, sa renaissance. C'est ensuite la coexistence difficile, allant vers la rupture légale par étapes, par coups de force, avec des situations de plus en plus intenable pour les chrétiens divisés contre eux-mêmes, cherchant à concilier le service de Dieu et celui des nouveaux États-nations. Aujourd'hui, enfin légalement séparés, l'Église et les États, après une courte accalmie, voient renaître entre eux des conflits de plus en plus nombreux dans la mesure où l'État d'Occident se reconstruit ailleurs, sur le littoral planétaire, en dehors du champ de l'humanité et comme opposition radicale à son existence : le macro-gouvernement nucléaire du monde.

Dès lors, les chrétiens peuvent-ils encore garantir l'État moderne tel qu'il est en devenir ? La promesse du Christ à l'humanité pourra-t-elle être encore longtemps confondue avec celle d'un État occupé à rejeter toute ambiguïté, un État pour qui le pathos est devenu le national et le social ?

Ce sont ces évidences qui se faisaient jour au cours

des années 60, le *micro* entrait en crise, le *macro* en surconservation. Il faut que l'État trouve les moyens de se conserver encore, et tel qu'il est parvenu à son essence, ordre de fatalité absolue comportant en suspens son commencement et sa fin comme acte de raison; c'est vers lui que se ruait le *progrès occidental*, et maintenant qu'il est réalisé, les objectifs du progrès humain semblent brusquement moins clairs, le mouvement s'arrête, la société planétaire, en quelques mois, s'installe déjà dans un nouvel espace qui doit demeurer stable, où tout mouvement inconsidéré peut, nous dit-on, amener un dénouement tragique, irrémédiable. La terre est un véhicule, une sphère trop pleine dont il faut équilibrer le lest, la terre tout entière est en danger permanent...

Comment, après la fin brutale de l'idée de progrès qui a bercé tout le XIX^e siècle, toutes les révolutions du XX^e, définir l'espace brusquement figé de la destinée humaine, comment donner un nouveau rôle à ses populations? L'État, encore une fois, a recours au militaire, non plus le militaire du vieil État-nation, devenu trop voyant, démocrate et un peu bidasse, mais la nouvelle intelligentsia militaire, celle qui sort des universités très spéciales de l'armée¹, qui se passe volontiers d'uniforme et se croit chargée d'une mission révolutionnaire : « Les vertus du *miles*, qu'il soit militaire, militant ou milicien, ne

1. Exemple : sous le gouvernement du socialiste Brandt, création à Hambourg, et bientôt à Munich, d'universités spécialisées dans la formation des militaires aux carrières et aux tâches civiles. (Information de la revue *Forces armées françaises*.)

s'enseignent pas, elles apparaissent spontanément quand il est clair que l'objet de la défense mérite d'être défendu, et tel n'est pas le cas lorsque des intérêts particuliers d'*hier* semblent préférés au bien commun de *demain*. » Nous devons cette déclaration à M. Xavier Sallantin, l'un des promoteurs du colloque international organisé au siège de l'Unesco par la Fondation pour les études de défense nationale, sur « La perception nouvelle des menaces », en novembre 1973. Ce colloque, nous dit encore M. Sallantin, a pour but de stimuler la réflexion sur la problématique de la *défense du corps social*, et cela de façon à dépasser le statu quo¹, le seul englobement nucléaire, par un emboîtement de tous les systèmes de défense, une défense qui ne serait plus nationale mais mondiale et générale; une défense qui « sortirait de la vision étriquée de la défense spécifiquement militaire ».

Le surconservatisme de l'État d'Occident, établi depuis quelque dix ans sur le littoral planétaire, veut donc, au travers de la crise actuelle, moraliser, ou plutôt fataliser, à tous les degrés et jusqu'au fondement, l'« organisme planétaire ». Encore une fois, nous sommes en pleine révélation traditionnelle, le lieu nouveau de la figure de l'État, c'est la sphère planétaire qui doit tout entière être protégée du pathos c'est-à-dire de la turbulence et des variations des micro-sociétés humaines. Ce qui est à l'œuvre actuellement au travers de la politique du pire, et nous devons le comprendre clairement, c'est la *réduction définitive, finale pourrait-on dire, de toutes les sociétés humaines par l'État occidental*, et il ne s'agit pas là

1. Xavier Sallantin, « Un regard neuf », in *Le Monde* du 29 novembre 1973.

de quelque banale et provisoire entreprise impérialiste, de quelque crise du monde capitaliste. La référence aux « leçons » d'une pseudo-nature qui pourrait inspirer les nouveaux stratèges et ces termes qui résonnent sinistrement dans nos mémoires : vertus du milicien, biologie sociale, primates et mutants dominants, tout cela prend, dans les déclarations de Sallantin, une signification plus grande au moment où le prix Nobel de physiologie est attribué à un Konrad Lorenz. Konrad Lorenz qui, en juin 1940, réclamait « une élimination encore plus énergique des êtres moralement inférieurs » et demandait avec insistance à l'État nazi de « remplacer tous les facteurs responsables de la sélection » pour une vie naturelle et libre¹!

Les pseudo-novateurs du congrès de l'Unesco sont donc toujours sur la lancée du vieil État occidental, colonisateur et négateur de cultures et de différences, générateur de massacres et de génocides, les conduits linéaires de la *Sinnbildung* organisant un écosystème global; le système désintégrateur du monde devenant modèle et promotion du monde, l'État toujours vitaliste à la conquête de sa nouvelle sphère pathologique, et la bombe n'est-elle pas parfaitement pathologique pour l'humanité, l'expression militaire le *feu nucléaire* n'est-elle pas révélatrice? La bombe est propre, elle est purificatrice.

Cet ordre, ces « valeurs » que les militaires et les militants pensent encore défendre et sauver sont pourtant d'une impensable aberration; ils prétendent organiser d'en haut l'ensemble de l'ha-

1. « Le professeur Konrad Lorenz regrette "d'avoir pu penser que la doctrine nazie pouvait être honnête". » *Le Monde* du 11 décembre 1973.

bitat planétaire pour un homme et des sociétés humaines qui en seraient absents parce que les ennemis. L'entretien télévisé sur la perception nouvelle des menaces, qui faisait suite au colloque, ne s'est pas terminé autrement : l'homme y était comparé au rat (image du surnombre, de la prédation, de l'épidémie, animal aussi de laboratoire!), l'homme a réuni tous les suffrages, c'est lui qui est le danger et la principale menace. La réfutation de la liberté humaine telle que nous la définissions à propos du césarisme est ici devenue globale, la spécification de l'homme, son identité, sont entièrement niées et remplacées par la référence à un *animal humain* (malfaisant).

En sortant d'une récente conférence européenne, Henry Kissinger a déclaré à peu près : « N'importe comment, ce n'est pas ici que je m'attends à rencontrer des débats titanesques. » Il ne s'agissait pas d'une boutade lancée au hasard par le *jet-set* de la diplomatie des États-Unis, mais d'une indication sérieuse sur la nouvelle échelle et le caractère inédit qu'il entend donner à sa politique. Cet universitaire spécialiste de l'histoire est bien décidé à la faire changer de lit et à lui faire à son tour des enfants. Après s'être montré l'homme du dialogue, il se fait désormais l'instigateur du jeu indépendant de la technique comme pouvoir absolu, ce jeu qui est celui d'une élite, c'est-à-dire de ceux qui ont les moyens de le mener, ce qui n'est plus le cas des Européens dont, nous dit-il, « un gouffre le sépare, gouffre qui ne cesse de croître entre la sophistication des études techniques américaines et la faculté d'absorption de ces travaux par les leaders alliés ». Mieux, il déclarait

tout récemment à la presse, « qu'après en avoir douté un bon temps, il croyait à nouveau que *certain*s hommes influent sur l'histoire ». L'ensemble du discours du dauphin de Nixon rejoint ici celui d'Albert Speer, le dauphin de Hitler, véritable promoteur de la guerre totale, qui avait rêvé lui aussi, en son temps, de la fin des univers politiques et d'un pouvoir qui tiendrait dans sa seule main, grâce à la technologie. De même, lorsque les officiers chrétiens, dans leur manifeste, déclarent que l'arme nucléaire est de « nature différente » (p. 29), ils ont raison : le projet nucléaire (l'arme stratégique) est la réalisation même de l'essence du discours occidental, et non pas d'un quelconque discours militaire¹. A la limite, il est dangereux parce qu'il est le fruit ultime d'un effort esthétique millénaire et désintéressé. Il est le seul pouvoir qui, dans le monde moderne, ait réellement étendu son empire sans opposition sérieuse, justement parce qu'il s'inscrit exactement dans notre système normatif et qu'à son égard nos inhibitions sont inexistantes. Mieux, nous le défendons constamment contre nous-mêmes, contre notre propre existence, ainsi, nous ne nous inquiétons pas, semble-t-il, qu'en cas de déclenchement du processus, les territoires nationaux soient ouverts à la destruction. Nous ne nous soucions pas de savoir si ce qui nous est montré aujourd'hui comme un palliatif n'est pas en réalité la plus tragique des erreurs humai-

1. La terre traitée de l'extérieur et comme un *seul* objet, en répartissant sur l'ensemble les zones de danger, d'où le développement technologique extraordinaire du matériel d'observation, d'espionnage, de l'ensemble planétaire à partir de l'espace, et le nouvel aménagement des territoires par l'État, en cours dans le monde; la référence au modèle géométrique est ici absolue.

nes tout en demeurant la plus raisonnable des solutions de l'État d'Occident. A ce propos, les débats télévisés organisés le 20 novembre 1973 entre membres du gouvernement et de l'opposition étaient révélateurs : les deux partis sont tacitement tombés d'accord pour taire avec la même obstination le problème de la construction d'abris destinés aux populations civiles, et cela malgré l'insistance des téléspectateurs, le ministre Galley se contentant d'ironiser sur le sujet. Un esprit simple peut évidemment se demander le pourquoi de cette étrange entente, car enfin, de tels abris existent en Suède et sont en construction en Chine populaire; ne renforceraient-ils pas ce caractère *moral* des biens et des valeurs à protéger dont parlent les militaires dans leur manifeste? Dans un premier temps, on peut penser que l'ancien dilemme de la *construction de la paix* a joué, le choix entre l'édification d'infrastructures durables et la production de matériel d'échange impondérable a pesé chez des gens qui sont devenus des interlocuteurs plus que des adversaires¹.

Cela, c'est donc ce qui vient tout de suite à l'esprit, mais si l'on retourne le postulat, on peut obtenir le raisonnement suivant : et si le problème nucléaire était seulement posé aux populations de manière à ce qu'il ne soit en aucun cas civilement supportable, et par là globalement fiable? Argument de civilisation et non plus argument spécifiquement militaire, il ne s'agirait plus d'une guerre entre militaires, devenue d'ailleurs impossible, mais d'une guerre du militaire au civil par une nouvelle escalade, intérieure

1. Il s'agit du choix posé, principalement après 1918, aux États victorieux; en 1939, dès le début des hostilités en Europe, les Américains prenaient cette fois les devants en lançant sur une grande échelle la politique de consommation d'objets.

celle-là, celle sans limites de l'*insécurité civile*. L'expansion réelle à des zones illimitées de la densité absolue de danger fonde le caractère stratégique de l'arme, alors que les raisons de l'ancien engagement militaire étaient justement la limitation de ces zones afin d'obtenir dans la paix, par la négociation politique, beaucoup plus — marchés, provinces, avantages. Au XIX^e siècle, on « économisait » la guerre pour en faire un acte rentable, c'est ce facteur intelligent qui a disparu avec la guerre traditionnelle; le complexe militaro-industriel n'a plus rien à rapporter, puisqu'il doit tout comporter d'avance comme perte, comme ruine, et l'univers politique, tel que nous le connaissons, sombre aussi en devenant une fonction superflue de l'État idéal. Déjà, la guerre totale portait en elle son dépassement technique, la guerre froide puis la paix totale, mais le principe même de ces stratégies successives ne découle en réalité que de la création et de l'expansion de l'insécurité civile à l'intérieur des frontières nationales, insécurité absolument inconcevable quelques décennies auparavant. C'est ce terme-là qui a fait évoluer la guerre vers l'emploi de moyens techniques illimités, et permis, dans la paix, la montée des grands blocs technologiques et de leur politique inédite. La guerre totale ne prétendait plus déjà anéantir des armées, mais ce qui était autre : volonté, honneur, moral, identité de l'adversaire; elle était déjà plus proche de l'entreprise coloniale que de la guerre traditionnelle en Europe, et la paix totale ne fait que la continuer, comme le prouvent clairement les récentes entreprises américaines.

Mais, en même temps qu'était parcouru ce nouveau schème totalitaire, orienté vers l'intérieur, il devenait forcément une tentation morale et intellec-

tuelle entièrement neuve pour les politiques : cette puissance technique effroyable n'était-elle pas aussi un moyen absolu de dissuasion politique, un moyen de conservation de l'État, puisque l'escalade de la violence pouvait désormais se produire sans limites et sans opposition à l'intérieur même des corps sociaux et nationaux? A cause du grand décollage technologique, la plupart des méthodes révolutionnaires devenaient caduques.

Car ce pouvoir, finalement, se joue encore en dernier recours autour de la *crédibilité politique* du président élu par tous les citoyens. Ainsi, F. Perrin, toujours au cours de l'entretien cité plus haut, déclarait que « de Gaulle était politiquement crédible en tant que possesseur ultime du feu atomique... pas Pompidou ». Ailleurs, c'est la personne du président Nixon qui, après son triomphe aux élections, est attaquée, traînée dans la boue par la presse libérale. Pourquoi le nier, malgré les lourdes menaces qui pèsent sur lui, le pouvoir politique moderne détient un sceptre dont auraient rêvé les plus sanglants potentats de l'histoire. Ce droit absolu de gestion de la vie et de la mort universelles est encore partagé entre le politique et le militaire, mais comme ces billets déchirés dont les partenaires conservent chacun la moitié par méfiance, et quelle tentation de réunir toute la mise en une seule main en joignant les deux dernières pièces du puzzle, quelle tentation pour les militaires de se débarrasser de leur seul et dernier partenaire politique, si falot et inefficace! La réflexion de Kissinger sur « ce gouffre qui ne cesse de croître » entre techniciens américains et leaders alliés, rendant de plus en plus malaisées les consultations utiles, le rejet de l'intégration européenne telle que les Américains la souhaitaient au début des

années 60, tout cela n'est pas seulement le signe d'une redistribution des cartes militaires, politiques, industrielles du monde; le gouffre s'est creusé aussi aux États-Unis entre les militaires et les leaders politiques, expliquant l'importance prise par un *neutre*, le transfuge de l'Université, qui entend rationaliser l'expérience américaine en dehors de l'expérience historique, symbolisée à ses yeux par la vieille mère Europe, couverte de ruines. La gêne qui planait sur les débats, l'autre soir à la télévision, a dû faire bien rire dans la pénombre, devant son poste, plus d'un militaire, car ce qu'attaque en réalité une affaire comme Watergate, c'est non seulement la crédibilité du président, mais toute la vraisemblance du système politique comme représentant et surtout organisateur du consensus civil.

Toute réforme de notre Constitution devrait donc, en France, être pensée de ce point de vue, mais même s'il existait une opposition morale au nouveau schème parcouru dans la course pour la possession de l'« État parfait », personne, matériellement, ne peut renoncer à cette course vers ce qui est son essence sans logiquement échouer, puisque c'est cette essence qui, désormais sans partage, construit l'État. C'est aussi cela, cette gauche qui avait mis en route avec Guy Mollet le projet nucléaire, de Gaulle prenant ensuite la relève, et, malgré leurs assertions, on peut être certain que les hommes du programme commun seraient obligés de persévérer dans la même voie, malgré eux, pourrait-on dire, car « s'emparer de l'État d'Occident au nom de l'histoire, c'est tomber dans l'étant (sa géométrie immuable) hors de l'histoire ». C'est ce bond que Kissinger est en train de faire faire, tête-bêche, à l'humanité.

Le Christ est deux fois hostie. La veille de sa mort, il définit l'objet du sacrifice en prenant et distribuant le pain et le vin : ceci est moi, quoi? le banal, le quotidien, je suis le principe de ce qui est à tous, leur liberté qui est la banalité, le plus commun est le plus divin. Le lendemain, la deuxième hostie montre que le quotidien qui est le Christ est incompatible en son principe de commune liberté avec un ordre qui, par sa construction conservatrice et prophylactique, s'est retiré du temps et de l'espace humains, du quotidien, on peut le penser aujourd'hui, vraisemblablement, *jusqu'à la consommation des siècles ou leur consommation*. A Emmaüs, inversement, le Christ réémerge de l'ombre de la banalité, la cécité des apôtres cesse lorsqu'il renouvelle le geste de la *transgression*, ce geste que l'Église couverte d'or, de boue et de sang innocent a cependant répété au cours des siècles, déformé, sophistiqué, et pourtant, toujours face à l'État d'Occident comme le signe devenu quasi inconscient et machinal d'une ultime résistance, à l'inventeur de la colonie, du ghetto, des camps, des réserves, de la prolétarianisation, du sous-développement, pire encore, destructeur de la socialité, du socialisme de la pauvreté, de ses produits, de ses inventions, de ses cultures, de son savoir, de ses techniques...

Interrogé récemment sur les modifications qu'il souhaitait éventuellement voir apporter au programme commun, en pleine crise de l'énergie, F. Mitterrand a fait une réponse qui pouvait surprendre : ce qu'il souhaitait, c'était changer quelque peu la mentalité et la figure du militant socialiste (entretien télévisé du 14 janvier 1974). Ses préoccupa-

tions seraient donc toutes proches de celles de l'armée, à la recherche du nouveau *miles*. Ce sont les chartes militaires qui *définissent* les citoyens, or la charte Atlantique est aujourd'hui en question, et il est donc normal qu'avec elle se désagrège la figure de l'« homme consommateur¹ » et un appareil de production dont la crise de Berlin nous avait donné au mois d'août 1961 l'image la plus claire. Les deux Berlin, l'un, figure austère et sans joie du bloc soviétique construisant son mur et bouchant ses propres fenêtres pour ne plus voir l'autre, éclairé et transparent, vitrine immense du luxe occidental, mise en scène du mode de vie d'une population. On a oublié un peu vite que la croissance matérielle n'était pas une politique économique, mais bien une politique militaire, un leurre, une *ruse de guerre*² qui se dissipe lorsque ses nécessités stratégiques ne se font plus sentir, ce qui est aujourd'hui le cas. Alors, on abandonne en hâte la *freedom for want*, on cherche une nouvelle mystique; comment, désormais, ne pas s'interroger en conscience sur cette défense de l'*évolution du monde* vers le règne de Dieu par le monopole des armes de sa destruction, que prônent, dans leur manifeste, les officiers chrétiens? La partie la plus redoutable de ce texte n'est pas dite, et la question demeure posée : si le bien commun que ces officiers croient avec sincérité défendre n'évoluait pas en son essence vers cette fin morale et ce bien supérieur

1. « Programme pour la paix du monde », charte de l'Atlantique du 14 août 1941.

2. Un peu comme autrefois les habitants affamés de la citadelle assiégée, en jetant par-dessus les remparts leurs derniers cochons, victuailles ou veaux gras, pensaient donner le change et décourager leurs adversaires, les pousser à renoncer à leur encerclement.

qui est leur promesse, et auquel, justement, leur attachement à l'Église les autorise à croire, de qui seraient-ils en réalité devenus les otages, ou plutôt de quoi? Quels sont donc ces nouveaux rapports en train de surgir entre la croix et le feu?

A en croire les stratèges, l'arme absolue serait le moyen de faire la guerre à la guerre; cet armement suprême assurant la synthèse de l'arme et de la cuirasse, la bombe serait en somme le meilleur abri. Cette logique de la dissuasion est malheureusement fort mal partagée par les non-spécialistes, d'où une certaine irritation des militaires devant les réflexions de quelques hommes d'Église. C'est qu'en y regardant de plus près, on s'aperçoit que cette logique nucléaire administrée par l'armée s'apparente assez à une *croyance*. D'une part, la dissuasion stratégique n'empêche pas la constitution d'une force nucléaire tactique, soi-disant pour la renforcer, alors que, pour certains spécialistes, ce développement récent de l'armement atomique tactique ne peut que nuire gravement à la dissuasion et au fameux équilibre de la terreur. D'autre part, le principe de la nullité des abris antiatomiques n'empêche nullement, comme nous l'avons vu, certaines puissances nucléaires d'en construire, preuve que la logique de la dissuasion s'administre çà et là différemment. Enfin, les nécessités nouvellement apparues d'un contrôle des populations en période de crise, pour éviter l'insurrection d'un peuple exposé au feu nucléaire par ses responsables civils ou militaires, montrent bien, s'il en était encore besoin, que le discours nucléaire est finalement moins un discours logique qu'une espèce de foi partagée par une certaine élite.

Ainsi, depuis 1945, se serait répandu dans un milieu restreint, dans un cénacle, la foi en la bonne

nouvelle de l'arme absolue. Le salut des hommes ne viendrait plus de leur conversion, mais de cette crainte comparable à celle qu'inspirait le Dieu d'Israël venant sur les nuées, environné d'éclairs. En somme, le nuage de l'explosion pourrait remplacer avantageusement l'homme des béatitudes dans un *sanctuaire* dont les ogives ne seraient plus celles de sa construction. Cette espèce de retour scientifique à l'Ancien Testament par les apôtres militaires devrait nous conduire à analyser de plus près le discours de la guerre moderne ainsi que celui de l'institution militaire dans sa prétention à assurer désormais non plus le salut de la nation, mais bien le salut du monde. Les termes religieux employés par les responsables, de plus en plus fréquemment, pour justifier leurs pratiques, sont révélateurs : le terme de « sanctuarisation », par exemple, qui désigne le moyen de rendre inviolable, « sacré », un territoire couvert par la dissuasion nucléaire.

Cependant, la politique des enjeux, la stratégie anti-cité met en première ligne, non plus l'armée, mais l'ensemble des populations civiles; un peu comme dans le tableau de David les Sabines s'interposent entre les guerriers des deux camps en offrant à leurs coups leurs enfants dénudés, les stratèges s'offrent mutuellement leurs populations, sans protection. Devant la révélation des dangers encourus par les masses, les ministres du culte de la dissuasion ont deux méthodes : l'une, semi-clandestine, qui vise à organiser les mesures de prévention et de contrôle social des populations afin d'éviter que, par le moyen de révoltes, elles ne discréditent la dissuasion; c'est, avec la D.O.T. et la « protection civile », l'idée d'une participation qui renouvellerait l'engagement dans une « défense nationale » désor-

à s'opposer aux nouveaux ennemis, *ceux de l'intérieur*, coupables de ne pas accepter le dogme de la dissuasion. L'autre enfin, officielle et spectaculaire, qui consisterait à faire partager par un ardent prosélytisme (une information massive) la « foi nucléaire » à ceux-là même qui sont offerts en holocauste au dieu des armées; ici, l'autorité suprême renouvelerait le geste d'Abraham.

En fait, l'avènement de l'arme absolue comme bonne nouvelle serait le revers de celle apportée par le Christ. Il ne s'agit pas d'oublier ici l'existence de l'arme nucléaire, de faire comme si elle n'existait pas, mais de réfuter la prétendue logique nucléaire et de la montrer pour ce qu'elle est, une croyance irrationnelle.

Le danger le plus redoutable, ce n'est pas tant que demain la bombe explose, c'est qu'elle existe déjà. Le danger, ce n'est pas le *feu nucléaire*, mais l'auto-dafé, la *foi nucléaire*. Cette foi qui prépare, dans ses catacombes de béton, l'avènement d'une dernière civilisation, sous la crainte quasi religieuse de la fin du monde, je veux parler de la « civilisation de l'armée ». Le plus grave, pour les officiers chrétiens, ce n'est pas d'appartenir à telle ou telle arme, d'exercer telle ou telle action, c'est d'appartenir à cette foi nucléaire, car, consciemment ou non, il s'agit bien là d'une apostasie.

Personne ne peut accepter le caractère totalitaire des enjeux de la stratégie nucléaire sans contribuer à investir tôt ou tard les armées d'un pouvoir exorbitant et définitif. Aujourd'hui, les risques d'explosions nucléaires, à l'échelle stratégique, sont infiniment moins grands que ceux de la nouvelle révolution

militaro-industrielle. La foi nucléaire n'est rien d'autre que le signe de l'appartenance à cette conjuration, où la science et la technologie rayonnent dans leur toute-puissance, figures mystiques d'un ordre et dernier avatar de la statolâtrie.

Une société paracivile

« La classe militaire n'est pas conservatrice. »

Après Hiroshima, les grands États victorieux se trouvèrent rapidement dans une série de situations inédites. Ils étaient à la fois plus puissants et impérialistes que jamais, et ils étaient en même temps devenus « inoffensifs ». Le pouvoir militaire, c'était alors de ne pas posséder la bombe, c'est-à-dire pouvoir encore « spéculer », s'adonner au vieux jeu de la stratégie, et des partenaires aussi improvisés que Cuba, Israël ou la Chine mettaient sans cesse leurs protecteurs au pied du mur en parcourant sans eux les différents degrés de l'escalade. Les deux supergrands pallièrent cette situation en prenant l'un et l'autre leurs distances vis-à-vis de leurs encombrants partenaires, et créèrent l'*entente nucléaire*, la domination du monde par un schème stratégique commun, absolu dans son résultat, annihilant ainsi pour un moment toutes les autres formes de spéculations ou velléités d'escalade, car on ne pouvait, semblait-il, aller au-delà de l'adhésion à la mort universelle.

On n'a pas, cependant, assez pesé ce double terme, *arme stratégique*, comme ultime synthèse de l'attaque et de la défense; on ne s'est pas interrogé : pourquoi les États développés ont-ils tous choisi cette face de la stratégie? Pourquoi ont-ils résolu de porter aux extrêmes le principe de l'attaque et négligé l'autre face de l'art de la guerre, pourquoi n'ont-ils pas instauré une course vers la défense absolue?

On peut immédiatement répondre que ce développement de la défense aurait remis en cause l'ensemble de leurs activités. En effet, l'idée de défense absolue contredit la réalisation du concept de guerre comme totalité cohérente, et, dès le XIX^e siècle, les nations belligérantes appliquaient de concert sur leurs territoires respectifs en Europe ce principe de la limitation de la défense comme permissive des activités de l'assaut, car, en cas de défense absolue, écrit Clausewitz, la guerre ne pourrait être menée que d'un seul côté, il en résulte « qu'en guerre, la défense ne doit être que relative, elle doit s'appliquer à la notion d'ensemble et ne pas être étendue aux parties ». Les activités de l'attaque, en revanche, ne sont pas restées longtemps soumises à de tels interdits, et la levée des dernières restrictions morales avant une agression devenant totalitaire est marquée par cette traduction abusive de la parole platonicienne, détournée de son sens littéral par Heidegger en 1933 puis par le national-socialisme : *Alles grösse steht in Sturm* (« Toute grandeur est dans l'assaut » — *La République*, livre VI).

Cependant, lorsque l'attaque est devenue comme aujourd'hui absolue, c'est-à-dire pouvant porter *en même temps* sur l'ensemble et les parties, le concept de guerre semble aussi disparaître; « faire la guerre à la guerre », c'est le slogan de la dissuasion, « la

bombe tue la guerre », et l'équilibre de la terreur serait hautement moral, puisqu'il sauverait finalement le monde. L'art de la guerre ne peut, par quelque obscur miracle, devenir contraire à son principe en créant la paix... la bombe ne supprime pas la guerre, elle supprime un certain nombre de ses hasards en transférant à d'autres catégories la décision stratégique. La dissuasion est en réalité une forme permanente de l'attaque absolue, la défense générale se transformant en un protectionnisme nouveau, lui aussi immanent, sorte de défense diffuse orchestrée par les médias, protectionnisme populaire, condensé nulle part et succédant à la résistance compacte des corps d'armée. C'est pourquoi, s'il y a eu entente immédiate sur le grand principe simplificateur de la dissuasion, il ne peut y avoir entente sur les limites complexes des armements et de leur production.

Skylab brillant comme un miroir dans le ciel où il poursuit sa surveillance silencieuse, les grandes explosions sur les atolls paisibles, les fusées dressées déployant dans leurs silos des luxes de cathédrales; Chartres serait, paraît-il, aujourd'hui hors de prix, mais pas ces merveilleux sous-marins atomiques qui s'en vont hiverner sous les banquises, pas ces engins rutilants qui peuvent retomber en pluies mortelles sur les habitants des cités : pour eux, les États sacrifient le budget des nations, pour son industrie militaire de pointe, le peuple indien a été délibérément condamné à la famine, et, aujourd'hui, les populations planétaires sont invitées au grand jeûne, à la grande pénitence, si elles ne veulent pas être terriblement punies.

La technique est belle et nous avons été dressés à l'adorer. En Nouvelle-Guinée, le « culte du cargo »

se fonde sur la croyance indigène que l'ensemble des marchandises européennes, qu'il s'agisse d'avions, d'équipements ménagers ou militaires, de navires, ne sont pas des produits de l'industrie humaine et peuvent être obtenues ou refusées par la pratique de certains rituels¹; mais dans n'importe quel film américain des années 50, l'électroménager était aussi une sorte de dieu-lare dont le culte devait être obligatoirement célébré, il suffisait alors à un Occidental de posséder un petit véhicule chromé pour fasciner une femme... Cependant, ces différentes mystiques ou chapelles de la technique sont brusquement tombées en désuétude : les vastes temples du cinéma ont été démolis, on désarme les paquebots géants, on abandonne les projets d'avions supersoniques civils, etc. Il ne s'agit pas là de la décrépitude du culte de la technologie occidentale, mais de la simple reconnaissance de ses nouvelles dimensions pratiques : l'équilibre de la terreur, c'est finalement l'instauration d'une seule et redoutable Église du progrès, d'une religion d'État mondiale et l'assimilation normale de toutes les sectes gentilices, des cultes sauvages. Avec le statu quo, l'ensemble de l'évolution technologique est entré dans un autre univers de signes, celui de l'administration et de l'entretien de la terreur, sa redistribution sur le plan local sous forme de menaces : l'hécatombe de la route, l'industrie qui pollue et fait peur, l'électro-ménager qui tue plus à domicile que la voiture...

Savoir ce qu'une civilisation sacralise, ce qui chez elle, en devenant cérémonial, échappe à la raison.

1. P. Lawrence, *Le Culte du cargo* (Fayard).

Lorsque Clausewitz constate, vers 1816, que la guerre s'est répandue en Europe de manière foudroyante bien qu'elle soit en elle-même un phénomène dépourvu de sens, c'est simplement que notre civilisation était en train de sacrifier la guerre, et en effet, jusqu'aux temps modernes, la guerre était considérée comme n'exigeant en soi aucune justification¹.

Un cérémonial pérenne et sophistiqué une activité naturelle ou nécessaire en répétant indéfiniment dans le temps et l'espace son scénario. Ainsi, aux temps préhistoriques, le chasseur s'acquittait d'une fonction sociale indispensable à son groupe, puisqu'il assurait sa survie en lui fournissant une bonne part de sa nourriture. Mais, à mesure que l'économie alimentaire de la communauté progressait, l'importance sociale du chasseur diminuait, son activité devenant superflue, sans utilité réelle, et cependant, le déroulement de la chasse originelle se poursuivait : courses de taureaux ou chasse à courre sont des liturgies qui empruntent leur minutieux scénario à celui de la chasse en groupes organisés, directement inspiré lui-même du modèle animal, de l'observation de la chasse en meute, meute où l'homme s'est insinué avant de la commander de la voix et par la musique. La chasse animale en meute est créatrice d'une hiérarchie qui s'organise par sélection dans le temps et l'espace, compétition de vitesse et d'endurance, de ruse et d'intelligence, qui se termine par un ultime combat, une dernière épreuve de force dont l'issue est la mort puis le partage de la dépouille de la victime, le profit alimentaire où chacun prend une part proportionnelle à son importance dans la hiérarchie

1. Le film *The Most Dangerous Game*, et lettre de M.G.M. Gathorne-Hardy à J. Toynbee dans *Guerre et civilisation* (N.R.F.).

de la meute, et c'est ce rituel que pérennisent corridas ou chasses à courre.

Au XVIII^e siècle, la guerre, comme la chasse, était devenue un sport, un divertissement de prince, alors qu'à l'origine elle avait elle aussi son utilité sociale, indispensable à la protection et à la survie du groupe. Razzia d'animaux ou d'hommes, elle avait des buts directement alimentaires et économiques, puis elle avait cessé d'être une nécessité pour devenir un jeu, plus ou moins mortel, plus ou moins mercantile, et Vauban observait au XVII^e siècle « la profonde *dégradation sociale* de la fonction militaire ». Or il est persuadé que la fonction militaire est de première importance pour la survie de l'État, et il menace la monarchie française de disparition si elle n'entreprend pas dans l'immédiat une réforme énergique de son armée. Dans une telle démarche apparaît déjà clairement l'embryon de ce que sera le *militarisme* au XIX^e puis au XX^e siècle : la caste militaire vient de se constituer en « classe permanente » au sein du fonctionnement de l'État, et cependant, bien qu'elle pèse lourdement sur le Trésor, elle n'a plus de rôle social bien défini. Elle n'est plus indispensable à la préservation des biens et des personnes, et, à cause de l'extraordinaire développement des systèmes spéculatifs, elle n'est même plus utile à leurs ambitions économiques. Or, comme l'avait prévu Vauban, c'est justement la dégradation sociale de la classe militaire qui sera l'un des facteurs essentiels de la Révolution en France et de la libéralisation politique. De même, ce seront les réussites militaires des jeunes républiques qui seront l'instrument de la consolidation des nouveaux États nationaux en Amérique et en Europe : en 1870, Bismarck, chancelier de l'Empire, s'engagera directement par la guerre dans la

voie du socialisme d'État, pensant ainsi conjuguer plus rapidement les facteurs verticaux indispensables aux nations modernes : État-armée, armée-prolétariat, production industrielle et production de la guerre indissolublement associées.

De 1789 à la révolution russe se déclenchant dans le premier conflit mondial, à la révolution chinoise, ce sont en fait les actes de guerre qui font les révolutions sociales, politiques, économiques. De là à penser que ces révolutions ne sont que des épiphénomènes civils de la guerre et de la philosophie militaire... *Le militarisme européen* serait le scénario de guerre brusquement sacralisé parce que mis à l'abri de toute critique fondamentale, non seulement par une propagande nationaliste intense que l'on identifiera bientôt au conservatisme politique, mais aussi par une propagande révolutionnaire que l'on qualifiera d'opposition. Dès lors, la critique antimilitariste était enfermée dans son propre dilemme, car cette « classe militaire » en pleine ascension au sein du fonctionnement de l'État est aussi une « classe scientifique ».

En effet, la classe militaire est devenue permanente au moment où commençaient à se presser dans ses rangs les « conseillers techniques » et où ces conseillers définissaient l'armée comme une organisation autonome, au service exclusif de l'État et parfaitement apte à contrôler et assurer, sans adhésion sociale ni faiblesse humaine, l'expansion de son pouvoir *en temps de paix comme en temps de guerre...* on a souvent qualifié Vauban de « père de la révolution », et, en effet, ce réformateur de l'armée se distingue des autres grands commis de l'État, car, par son action, il a effectivement détaché comme un masque la figure humaine du roi de celle de l'État. La réalité du pouvoir qu'il propose, c'est celle, anonyme, de la

raison mathématique, dans ce qu'elle a de déductif, mais aussi d'inductif, d'inventif. Bien avant les philosophes, il édifiera des projets de sociétés rationnelles, mais dans un sens révélateur de ses ambitions de classe, puisque le but de ces sociétés sera la lutte contre la famine endémique, notamment grâce à l'investigation statistique, à la planification et à la proposition de politiques de programme à l'échelon national. Ainsi, la classe militaire retrouvait, par le biais scientifique, son utilité sociale disparue en redevenant la pourvoyeuse alimentaire de son groupe!

Les révolutions politiques ne feront finalement que reconnaître et saluer de loin le mausolée du pouvoir humain, cette identité morphologique de l'État dont la classe militaire est l'authentique auteur et demeure la sentinelle.

La classe militaire n'est donc pas conservatrice, et c'est ce qui a rendu son approche malaisée. Au XIX^e siècle, il semblait relativement facile de dénoncer la politique capitaliste, mais la politique de classe de l'armée, si elle existait, on préférerait l'ignorer; incontestablement, l'armée n'a jamais été intégrée correctement à l'ensemble de l'analyse sociale, les antimilitaristes eux-mêmes devinent obscurément qu'aller au bout de la critique dans ce domaine, ce serait mettre en route un mécanisme mortel, non pour le militarisme, mais pour l'ensemble de la civilisation, tout ce qu'ils considèrent comme *valeurs révolutionnaires* de l'Occident et qu'ils ont rendu indiscutable sous le nom de progrès. Critiquer la politique de classe de l'armée serait en même temps détruire le fondement scientifique et rationnel du grand mouvement industriel et économique de la paix qu'ils veulent créer. Il n'y aura donc nulle part d'opposition sérieuse à l'expansion du pouvoir militaire dans le

fonctionnement de l'État, et le *secret militaire* reposera finalement autant dans les nécessités stratégiques que dans le silence et l'autocensure des groupes antimilitaristes ou pacifistes. Autour de l'armée, se développeront les crises les plus graves, celles-ci révéleront parfois le caractère anational de la classe militaire comme ce fut le cas lors des grandes purges simultanées en Russie et en Allemagne sous Hitler et Staline; on *nettolera* l'armée, on *moralisera* la guerre dans des instances internationales, mais, en fait, l'antimilitarisme ne parviendra guère à dépasser le niveau du bidassisme ou de l'opposition viscérale et aveugle à l'autorité. Lorsque, en 1914, la guerre deviendra une messe immense, liturgie sacrificielle où les États combattants officient en précipitant dans la mort des millions d'hommes qu'ils « mobilisent », quand la guerre moderne atteindra ce sommet du pur cérémonial, c'est seulement son « absurdité » que l'on mettra en avant, son caractère fatal, l'incapacité où les nations les plus « civilisées » se trouvent de résister au « cataclysme ». Ce sera alors la guerre des innocents, la guerre des braves gens, la « guerre sans haine » de Rommel, car « en vérité qui haïr ? Ils mouraient au milieu des ténèbres les plus épaisses, sans que seulement un visage ennemi se dégageât de la nuit implacable... ils mouraient pour l'accomplissement d'une œuvre qu'ils ignoraient, pour faire nombre, aurait-on pu dire¹ ».

La disparition de l'utilité sociale, cela veut dire aussi qu'il n'y a plus de conquêtes, de bénéfices, et donc plus de vainqueurs ou de héros; on va à la guerre seulement pour y être sacrifié : « Hommes

1. M. Leblanc.

de guerre comme on n'en a sûrement jamais vu, note Bernanos, vous les prenez bien tranquilles au bureau, à l'usine, vous leur donnez un billet pour l'Enfer avec le timbre du bureau de recrutement et des godillots neufs, généralement perméables, le dernier encouragement, le suprême salut de la Patrie leur vient sous les espèces du hargneux coup d'œil de l'adjudant rengagé affecté au magasin d'habillement et qui les traite de cons... et ils se hâtent vers la gare, un peu saouls mais anxieux à l'idée de manquer le train pour l'Enfer, exactement comme s'ils allaient dîner en famille un dimanche... à Bois-Colombes ou à Viroflay... Le jour de la Victoire... eh bien! le jour de la Victoire, ils espèrent rentrer chez eux, mais à la vérité, ils n'y rentrent point pour la raison fameuse que "l'armistice n'est pas la Paix" et qu'il faut leur laisser le temps de s'en rendre compte... huit jours eussent suffi pour prouver aux soldats de la Grande Guerre qu'une Victoire est une chose à regarder de loin, comme la fille du colonel ou la tombe de l'Empereur aux Invalides¹. »

Chez les pacifistes, le retard de l'analyse demeure le même quand, respectés de tous, ils parviennent enfin à se hisser au sommet de la hiérarchie internationale, lorsque se constituent les premiers grands sièges du *mondialisme politique*, avant 1914 les premières assises économiques, puis la Société des Nations et enfin l'O.N.U. Les grands États nationaux semblent alors sensibilisés à leurs propos et décidés à aller dans le sens de la construction de la Paix... jusqu'à ce que leurs travaux, leurs efforts, soient tout à coup réduits à néant... « Souvent par quelques

1. G. Bernanos, *Les Grands Cimetières sous la lune*.

mots, d'un paragraphe, d'un certain article, qui soudain, *mystérieusement*, viennent tenir en échec tout ce qui a été proclamé comme étant la volonté commune des Nations unies, l'affirmation devant l'histoire de l'aspiration la plus profonde et de la conscience même d'une génération... tout est anéanti et on fait retomber le monde bien au-dessous de la condition créée par le vieux pacte de la Société des Nations », constate Edgard Milhaud en janvier 1948, et il ajoute après Bernanos : « Allons-nous nous laisser frustrer des fruits d'une victoire qui a coûté si cher? Allons-nous nous laisser arracher tout ce que la conscience publique a obtenu des gouvernements au lendemain de la guerre? »

Il s'agit, en cet hiver 1948, et alors que le grand conflit est à peine terminé, d'un texte où le Conseil de sécurité établit l'inégalité entre ses propres membres en « qualifiant » à l'avance la majorité indispensable à toute décision du Conseil concernant une action — sept voix sur onze, qui doivent obligatoirement englober les cinq voix des cinq grandes puissances! Et cela au moment précis où se décide la géostratégie de la paix (l'emplacement des diverses forces armées dans le partage du monde), mais aussi la remise en route d'activités économiques pouvant contribuer à la fabrication d'armements constituant des moyens de destruction massive.

Cependant, comme l'indique clairement l'appel de Milhaud, nous nous trouvons dans un moment exceptionnel, puisque la conscience publique, brusquement réveillée, se trouve séparée de celle des États, et que leurs gouvernements doivent promettre la paix mondiale, le bien-être et la sécurité en échange de la Victoire et de la misère présente. Mais, alors même que les peuples croient être exaucés par la

création de grandes structures transnationales, gardiennes de la Paix et porteuses d'égalité et de justice, ce sont justement ces organisations qui, à l'abri derrière la procédure, remettent en marche l'embryon affaibli des conflits futurs, l'orientation de l'industrie et de l'économie mondiales vers la fabrication et la vente massive d'armements... tout est déjà là au milieu des flonflons de la fête, des cérémonies de la « libération ». On reconnaîtra à Eisenhower un certain courage lorsqu'il dénoncera, quelque dix ans plus tard, le nouvel État militaro-industriel avec l'empire des militants de la technostructure solidement installés déjà dans les universités et tous les mass média... dix ans de retard pris encore par l'intelligentsia civile sur l'intelligence militaire. Mais, en 1948, en ce moment privilégié, la conscience publique et celle des gouvernements apparaissent absolument disjointes, et le ferment de la guerre repose incontestablement à l'extérieur des peuples, dans la remise en route du fonctionnement des grands États démocratiques. En fait, comme le montre clairement l'article 43, la fin des États-nations et l'avènement du mondialisme politique n'annoncent pas la paix, mais la poursuite de la politique totalitaire de la classe militaire internationale. De guerre en guerre, la classe militaire a irrésistiblement étendu les « nécessités stratégiques » à l'intérieur de la vie des États, elle est venue progressivement à bout de « ces autres intelligences qui, dans les gouvernements, sont incapables de saisir toutes les circonstances, incapables d'en tenir compte », et font de la chose militaire une « affaire mitigée », sans cohésion interne¹.

1. Carl von Clausewitz, *De la guerre*.

Cette cohésion interne, la première guerre totale l'a réalisée, le statu quo la pérennise en rendant stratégique l'ensemble intérieur des États-nations, en fondant tous les objectifs et intérêts particuliers en un seul grand scénario orienté vers un seul objectif, absolu, général. Aux « soldats comme on n'en avait jamais vu » de la Première Guerre mondiale et qui étaient presque des civils, la première guerre totale a adjoint d'un seul coup tout le reste de la population mondiale comme participant éventuel au grand cérémonial. En fait, les structures intérieures des États, en cédant sans réserve aux nécessités stratégiques, ont radicalement inversé leur fonctionnement, la classe militaire, du rôle d'instrument et d'inspiratrice, est passée à celui d'unique interlocuteur du pouvoir politique, supplantant les représentants des groupes sociaux, des intérêts locaux, d'une opposition disparue elle aussi dans la guerre. La dialectique étatique s'établit désormais autour du pouvoir nucléaire central, et, de par la nature de ce nouveau pouvoir étatique, la classe militaire détient déjà en fait le pas sur la classe politique qui n'est plus que le dernier et vague représentant d'une organisation humaine dépassée, finissante et faillible. C'est cela Watergate, ou M. Kissinger déclarant « illégaux » les divers pouvoirs politiques en Europe.

L'immense masse humaine devenue impuissante n'a plus de défenseurs. Ce que la réalisation de la première guerre totale a indubitablement créé, c'est une nouvelle situation sociale, un *nouveau statut pour l'humanité*.

Redouter aujourd'hui l'influence de plus en plus

grande de l'institution militaire sur l'institution civile nous contraint à remonter à son origine, la colonie, au travers d'appareils récents comme le Goulag soviétique ou le système concentrationnaire nazi, *la colonisation intérieure après l'extérieure*. Si la société coloniale est un prototype de civilisation militaire, si les services des Affaires indigènes sont bien l'embryon de l'action sociale des armées, alors il faut conclure que ce qui se prépare en métropole ne sera qu'un rapatriement issu de la décolonisation. Les vastes territoires d'outre-mer étaient un exutoire à la volonté de puissance des armées d'Occident, leur disparition prélude à un interventionnisme de plus en plus poussé du pouvoir militaire sur le civil. N'ayant plus de champ non seulement pour la manœuvre de ses engins (Larzac, Canjuers), mais pour l'ensemble de son appareil, l'institution militaire se répand dans l'État civil, et cela jusqu'à ce qu'elle le capture intégralement, recréant une dernière fois à domicile les conditions paraciviles qui étaient celles de la société coloniale.

Mais cette capture peut être « captivante » comme le prouvent les manières péruvienne ou portugaise, elle n'en est pas moins grave, puisque nous y assistons à la dévaluation définitive de la figure civile de l'État démocratique et à la sublimation, à la transfiguration, pourrait-on dire, du pouvoir de la classe militaire.

Conséquence majeure de la guerre totale, la décolonisation a moins signifié la libération des peuples opprimés d'Afrique ou d'Asie que la crise, et peut-être la fin, des États nationaux d'Europe, à leur tour dominés par un nouvel impérialisme issu du statu quo nucléaire. Participant, par la géostratégie militaro-industrielle et l'instruction de ses cadres, aux coali-

tions qui délimitent la silhouette du nouvel État mondial, les institutions militaires européennes n'ont désormais d'autre terrain d'aventure que celui de leur métropole. Ce mouvement d'adaptation des forces armées aux forces de l'ordre peut aller jusqu'à les identifier à celles qui luttent contre les monopoles, sous les vieux prétextes de l'efficacité économique ou d'une plus grande justice sociale, mais, nous l'avons vu, si le « progressisme » militaire a une longue histoire, et pas seulement en Amérique Latine, il ne saurait cependant se confondre avec un quelconque progrès social. L'arbitrage de l'armée, ce « jugement de Salomon » que semblent inconsciemment quêter les pouvoirs politiques dominés du vieux continent, ne saurait instaurer une quelconque *justice*, mais uniquement accélérer un déclin. Lors de la décolonisation du continent africain, la prolifération de micro-États, gouvernés, pour beaucoup d'entre eux, par des militaires, a pu faire illusion sur ces pratiques, mais la métamorphose des forces armées en police administrative et économique ne semble pas le moyen idéal d'échapper à l'oppression des grandes puissances. Cette soudaine reconversion des armées est en fait un détournement, mais celui-ci indique plus qu'une simple complicité avec l'adversaire réel : les différentes armées nationales n'y sont plus guère que les polices parallèles d'un État anational naissant. De même qu'en période de crise, les forces de l'ordre civil passaient sous contrôle militaire, de même on peut dire qu'aujourd'hui, avec la crise des États-nations de notre hémisphère idéologique, les institutions militaires sont toutes sous contrôle des États-Unis, elles n'ont plus de latitude que vis-à-vis de leur propre population et de leur gouvernement. Mais il est urgent de le

constater, cette liberté-là est considérable, elle peut aller, sur le continent sud-américain pourtant étroitement conditionné, du putsch type chilien, avec la chute du Front populaire du président Allende, au putsch type péruvien, où ce sont des officiers supérieurs qui, cette fois, s'essaient directement au progressisme social.

Le problème clef de la « civilisation » militaire, c'est désormais le « contrôle social », et ici, les institutions militaires peuvent s'opposer tout aussi bien au conservatisme, comme le prouvent actuellement les putschs type portugais ou éthiopien, qu'au socialisme; en arbitrant toutes les tensions sociales et politiques, les forces armées contrôlent simplement la crise des États-nations finissants.

On le voit, le statu quo est à double effet : par la politique de l'arme absolue, grâce à la coexistence pacifique, il accrédite la réalité politique des blocs hémisphériques, et, par l'influence des institutions militaires indigènes, il permet de contrôler les changements qui pourraient la remettre en cause. En somme, aujourd'hui comme hier dans l'apparition des cités-États, comme dans la naissance des nations, la classe militaire est garante de la transcendance de l'État.

Les Empires britanniques et français étaient des tentatives de dépassement de l'ordre national, mais ils laissaient place à une dualité qui se révéla fatale : la dichotomie entre métropole et colonie. Par là, même s'ils les combattaient, ils reconnaissaient une spécificité, et des différences entre l'un et l'autre territoire. Les Empires européens répétaient ainsi indéfiniment le modèle exocolonial méditerranéen, alors que le modèle endocolonial propose une homogénéisation. C'est le sens de l'ac-

tuelle mise en œuvre, par la présidence américaine, de méthodes semblables en politique intérieure à celles qui furent de tout temps employées en politique extérieure. L'Empire américain illustre bien cette déterritorialisation d'un pouvoir qui exploite et domine en s'épargnant les équipements, à l'exception de quelques bases, de moins en moins nombreuses d'ailleurs, puisqu'il y a délégation entre systèmes d'armées.

A ce propos, il faudrait revenir sur le processus de décolonisation du continent africain. Pour l'essentiel, l'opération s'est jouée et se joue entre pouvoirs militaires officiels et officieux, entre mercenaires et forces de l'ordre, entre soldats loyaux ou déloyaux, de Gaulle et Salan pour la France, et maintenant entre bons capitaines et mauvais policiers au Portugal, où, comme le titrait un quotidien parisien, « l'armée sauve un peuple de sa police »... Mais, dans un cas comme dans l'autre, l'évacuation par les forces armées d'un théâtre d'opération extérieur est toujours largement compensée par une occupation du devant de la scène politique en métropole.

Tout se passe comme si chaque modification du lieu de la politique, acquisition ou abandon territoriaux, occasionnait indifféremment un mouvement de capillarité du pouvoir militaire en direction du civil, comme si l'institution armée avait un droit de priorité dans la définition de l'espace social. C'est, je crois, cet enracinement qui échappe le plus à l'analyse politique contemporaine. Il serait temps que la gauche comprenne enfin que le parti n'est pas le territoire, et que faute d'avoir une géopolitique originale, on n'a pas de politique du tout. Il faut le reconnaître, la politique, c'est d'abord un lieu : la cité autrefois, la commune, l'envergure de la

nation ensuite. C'est désormais bien au-delà de ces définitions que se joue le drame révolutionnaire. La confrérie du parti, le corporatisme de classe ne font pas des communautés à l'échelle du dernier territoire. La faillite de l'internationale prolétarienne est notre grande catastrophe historique. L'échec du territoire des Soviets n'est pas seulement celui d'une révolution, c'est surtout la perte d'un premier corps territorial socialiste, alors que l'État totalitaire étend son oppression sur des territoires de plus en plus vastes, par des techniques de possession de plus en plus perfectionnées, le socialisme se dématérialise, la faillite d'Octobre environne le monde en cette fin de xx^e siècle tout comme l'échec de la Commune de Paris avait environné l'Europe à la fin du xix^e.

Quelle est donc la signification des luttes de la gauche en Europe aujourd'hui, et plus particulièrement en France et en Italie? Si la prise du pouvoir par les partis de gauche ne met pas en œuvre une géostratégie révolutionnaire : à quoi peut servir d'occuper le lieu de l'exécutif, si nous ne pouvons pas orienter le dépassement de l'État-nation? La maigreur originelle de l'analyse de l'opposition sur les problèmes de l'institution militaire se retrouve ici, car la politique extérieure et la politique militaire sont solidaires. La guerre économique déclarée par les États-Unis à l'Europe n'est pas une simple péripétie de la libre concurrence, c'est le commencement d'une oppression qui ne s'achèvera qu'avec le sous-développement des États européens. L'intérêt que la plupart d'entre nous portons aux pays opprimés d'Amérique latine devrait orienter la vision politique, car l'exploitation outrancière des États sud-américains avec la complicité passive ou active

préfiguration de ce que devrait devenir l'Europe de la fin de ce siècle. Les « républiques de bananes » sont dans la logique même du surcapitalisme; expérimentées d'abord dans la zone d'influence directe de l'Empire américain, elles seront un jour exportées dans l'ensemble de l'hémisphère occidental.

La déterritorialisation de la conscience politique de la gauche, liée au fait qu'elle n'a jamais pu valablement exercer le pouvoir, l'a amenée à développer les fantasmes les plus graves pour l'avenir. Mais faisons une fois de plus un rapide retour sur le territoire politique du siècle dernier : les armées de masse sont nées de la Révolution française avec l'Empire napoléonien, puis l'Empire colonial a pris outremer la relève de l'expansion territoriale métropolitaine. Tous les idéaux démocratiques du service de la nation et de la conscription sont nés à ce moment en même temps que l'industrie militaire. Après la Seconde Guerre mondiale, la décolonisation a occasionné le retour sur le continent, le rapatriement sur un territoire national qui allait devenir un « sanctuaire » nucléaire. Elle engageait par là le processus qui mène à l'armée professionnelle, celle d'une classe technocratique capable de servir à la fois et les moyens de production et ceux de destruction les plus sophistiqués; comme le signale Sanguinetti : « La dissuasion nucléaire tuera le soldat mais ressuscitera l'officier. »

La réforme du service militaire n'est donc pas une simple rénovation administrative, comme le dévoile assez maladroitement Debré : « La réduction du service à six mois, c'est en fait la manière déguisée de modifier nos objectifs militaires... C'est une mutation : les forces armées deviennent une univer-

sité militaire. » En effet, cette armée qui tend à se professionnaliser ne demande qu'à identifier sa condition à celle de la technocratie civile, comme le déclarait le 28 mai 1974, dans sa « Radioscopie », le colonel Bitel, commandant en second de Saint-Cyr : « Nous sommes des laissés-pour-compte d'une expansion que nous contribuons à assurer en préservant la paix... *nous sommes des producteurs comme les autres.* » Cette réorganisation de la classe militaire est en fait le signe d'une transformation sociale et politique radicale, car ces nouveaux « militants » de la technostructure ont lancé ou récupéré la plupart des derniers idéaux progressistes (sauf ceux qui remettraient en cause leur fonction), et ce n'est pas ici le syndicalisme militaire qui doit nous rassurer ! D'ailleurs, cette identification du « producteur » militaire au producteur civil est largement facilitée par les perspectives des industries de pointe, orientées désormais vers les objectifs de production militaire (électronique, aéronautique). La crise mondiale montre en effet cette production déjà assimilée aux biens d'équipement, non plus seulement nécessaires, mais indispensables à une économie nationale menacée.

Le fameux « compromis historique » est à reconsidérer sous cet angle. Le mouvement ouvrier européen, en s'engageant dans un spectaculaire rapprochement avec la bourgeoisie, marque bien cette réorganisation de la lutte des classes. Le compromis prétend opposer un front uni aux dangers de l'accord intervenu entre les deux hégémonies, mais ce « protectionnisme » social ne peut être pratiqué dans les conditions stratégiques présentes sans mettre une fois de plus la classe militaire en position d'arbitrer les conflits. En effet, la tentative de constituer un « front national » ne peut se faire sans une inter-

pellation plus ou moins ouverte des forces armées. Or, le protectionnisme, tout comme l'isolationnisme, renforce invariablement l'ensemble des pouvoirs de contrôle de la société et favorise d'abord l'alliance de classe des différents acteurs de l'encadrement social avant de réaliser un rassemblement populaire toujours problématique. Un pacte se conclut donc entre « militants technocrates », qui offre à chacun des avantages immédiats : pour les militaires, c'est la garantie d'échapper au ghetto institutionnel, une excellente façon de se « civiliser » pour de jeunes officiers opposés à la traditionnelle obscurité politique des armées; pour les civils, c'est une façon d'accéder à un poids politique auquel ils ne peuvent plus prétendre seuls.

On le voit, de même qu'il y a eu coïncidence au XIX^e siècle entre l'industrialisation des moyens de destruction et la levée en masse, la prolétarianisation du combat, de même il y a actuellement coïncidence entre l'identification de la guerre à la science et cette mutation de la classe moyenne. Le développement de l'appareil scientifique et industriel des armées est au cœur de la crise de l'État-nation, il porte en lui les causes d'une transformation radicale de la société que les forces populaires ne semblent pas apercevoir. Tout se passe ici comme si l'illusion du « front national » renouvelait celle de la « défense nationale ».

Après l'*autorégulation* des sociétés primaires, après la *régulation* des sociétés étatiques, c'est la *dérégulation* anationale qui commence. Celle-ci s'identifie à l'anarchie militaire appliquée aux plus vastes ensembles sociaux, c'est l'accomplissement du principe de la colonie, sa perfection même.

La politique du square

L'État occidental n'est pas un chien plus ou moins fou, le « cheval pâle » de l'Apocalypse; c'est au contraire un projet parfaitement observable et donc concevable si on décode convenablement et en continuité ses ordres, ses messages, ses schèmes, lui rendant ainsi ce travail de renseignement et de contrôle qu'il exerce en permanence sur notre personne, sur la masse sociale. Mais il ne suffit pas de le *déchiffrer*, il faut d'abord l'exhumer, le décrypter sur le terrain. L'État peut et doit être traité par l'archéologie immédiate, son lieu étant moins la géographie humaine qu'une certaine géométrie, c'est-à-dire, très précisément, les moyens qu'il obtient de se projeter dans le temps et l'espace.

La morphologie de l'État, c'est toujours une anomalie géométrique qui s'étend et se répète. L'exemple connu de la centuriation (romaine) est interprété sur le terrain par l'archéologue comme inséparable de l'organisation générale, le cadastre constituant « la marque indélébile, gravée dans le sol, d'une prise de possession qui divise pour dominer et exige pour son entretien un travail collectif, toujours persévérant, fondement même de l'éducation des

masses, de leur civilisation¹ ». L'État débute en fixant dans le sol sa définition spatiale d'une société nouvelle qui, en fait, porte en elle la destruction de la socialité; il invite les masses à la construction, à la conservation dans un statu quo, de ce que Sun Tse appelle « cette province de la vie et de la mort qu'est la guerre », affaire d'une importance vitale pour l'État, car « le grand secret de venir à bout de tout consiste en l'art de savoir mettre la division à propos, division dans les villes, dans les villages, divisions extérieures, division entre les inférieurs et les supérieurs, division de la vie, division de la mort² ». De même, la civilisation militaro-industrielle ne pourra naître en Europe que lorsque les « despotes éclairés » puis les gouvernements révolutionnaires auront établi ou amélioré le cadastre, cela allant jusqu'à la *colonisation foncière* pure et simple, en Prusse par exemple, ou en Amérique avec notamment l'« ordonnance du Nord-Ouest » pour l'unité fédérale en 1787.

La civilisation occidentale, c'est toujours la colonisation, c'est-à-dire l'expansion et l'entretien de ces « provinces de la vie et de la mort ». *L'État ne délivre donc pas les hommes de la fatalité, c'est lui qui, avec leur aide, la construit et fait de la fatalité leur habitat.* Les lieux désignés par sa colonisation deviennent alors comme l'entropie des sociétés originaires, la complexité de leurs énergies d'échange diminuant et se dégradant parce que se faisant « au travers de surfaces qui croissent comme les carrés et de volumes comme les cubes ». Ainsi

1. Colonel J. Barader, *Fossatum Africae*, (Gouvernement général de l'Algérie, 1949).

2. Sun Tse, « Les treize articles sur l'art de la guerre ».

Manhattan, ville pneumatique, en développant les signes de sa croissance géométrique, développe en même temps ses crises.

Si l'État construit retourne la socialité comme un gant, si l'univers historique sombre dans la réalisation du projet nucléaire, si le champ de l'humanité et ses derniers fragments de matière complexe disparaissent définitivement avec le remembrement rural et l'expansion de la ville mondiale, après tous ces naufrages, le temps et le lieu demeurent, comme à l'origine, les ultimes matières premières de la civilisation occidentale, *leur traitement* en est l'ultime enjeu, c'est pour eux seuls que se livrent désormais des combats encore incompréhensibles. Il ne s'agit déjà plus de « qualité de la vie », de « socialisation de la nature »¹, etc., la situation présente dépasse ces termes parcellaires, vieux déjà d'un siècle : il s'agit de la qualification générale de l'espace et du temps d'une société mondiale en devenir. Ce qui est dramatique, ce n'est pas que, dans cinquante ou cent ans, on n'ait plus de place sur la planète, ce qui est tragique, c'est qu'on puisse en manquer aujourd'hui. On retrouve ici, au niveau spatio-temporel cette fois, le développement artificiel de ces notions de raréfaction et de pénurie qui, dans le monde militaro-industriel, ont fait des modes de production la source privilégiée des

1. La « qualité de la vie » est l'objet de nombreuses études au XIX^e siècle, notamment celle des délégués français à l'Association internationale des travailleurs; voir le texte des Gravilliers du 18 juillet 1865, dans *L'Avenir national*. De son côté, Babeuf, dans le *Manifeste des égaux*, s'était élevé contre les lois agraires et le *partage des campagnes*, « vœu instantané de quelques soldats sans principes », et réclamait « quelque chose de plus sublime et de plus équitable, la terre à personne et ses fruits à tout le monde... ».

organisations humaines. J'ai lu récemment un article intitulé « La consommation du lieu », où les architectes et les urbanistes étaient invités à promouvoir cette consommation d'un nouveau genre.

Le New Deal après la grande crise de 29, on le sait maintenant, c'est la fin de la priorité à la *production* et le démarrage de la politique de *consommation* (la promotion des deux étant incompatible au sein du système monétaire existant), d'où l'accélération de la débâcle physiologique par la *guerre totale* de 1939 et par la *paix totale* qui lui succède. Cette politique de consommation-consumation devait aboutir rapidement à la situation de sous-développement qui n'est que l'enfermement de continents entre leur antériorité et une hypothétique postériorité-prospérité (entre la mémoire et la prévision), d'où la lente et terrible agonie des pays « en voie de développement », parce qu'on a cessé de faire des conditions mêmes de leur existence un *problème immédiat*.

On peut donc aisément imaginer ce que signifient ces termes de consommation appliqués aux modes d'occupation de l'espace dans une Europe où la prospective américaine prévoit déjà pour les dix prochaines années de vastes zones sous-développées (voir le rapport de H. Kahn pour la D.A.T.A.R.). Si, dans les faits, comme le remarquait déjà F.L. Wright il y a vingt ans, la construction de l'habitat n'est plus une prouesse technique, elle n'est pratiquement plus, à aucun de ses autres niveaux, l'invention de qui que ce soit; elle tend à devenir le produit de personne. Ainsi en va-t-il des objets de la consommation industrielle dont l'*impersonnalité* permet l'obsolescence, l'absence de facteurs d'appropriation durable : leur mode de production voulant qu'on se débarrasse sans regret

de l'automobile, de la télévision, du réfrigérateur, etc., parce qu'il ne s'y attache aucune autre donnée qu'une fonction parfaitement transférable.

Peut-on traiter l'habitat mondial de cette manière?

L'espace humain devenant celui de *personne* devient progressivement l'expression du *nulle part*, nous nous rendons compte alors qu'il s'agit, au travers du prodigieux développement de l'orthogénèse orthogonale, d'une disqualification absolue de l'ensemble géographique. L'acte suicidaire associant traitement du sujet et traitement du lieu — *le personne et le nulle part* — c'est ce que nous constatons déjà dans certains événements : les incendies de C.E.S. rejoignent ici ceux de leurs propres maisons par les protestants de Belfast, et, surtout, le célèbre « Brûle, baby, brûle! » des incendiaires des ghettos de Watts, de Detroit ou de Chicago, contemplant avec délectation la consommation de leurs lieux de vie.

Il y a une *morale* dans la matière, un *sens* moral dans la physique des choses, cette morale de la matière est le *sens* imposé par la *nature* à l'homme et que l'on a imparfaitement appelé « morale naturelle »; c'est une morale non voulue, celle d'une humanité dispersée et peu nombreuse, reposant, comme camouflée dans l'espace et le temps, dans une liberté tributaire de la complexité et de l'imprévisibilité de son habitat — on pourrait parler de mode de vie « impressionniste », où rien n'est permanent sinon le retour de l'instant. En Europe, après la grande campagne de défrichement puis

lors de la révolution agraire¹, l'homme, en devenant plus indépendant de son habitat naturel, tend à lui imposer sa propre morale; ce nouveau sens revient surtout à tirer parti de la nature pour s'en abstraire, de l'art de l'érection, on passe à celui des fortifications, de la soudaineté à des modes de distanciation permanents. La matière-nature (la *phusis*) n'impose plus sa morale que secondairement, la morale (le sens) doit désormais être énoncée, c'est le retour à l'examen rationnel : à la table rase de Descartes correspond le plateau désert de Versailles où doit être reconstruite, depuis le fondement, la nouvelle cité-État de la monarchie.

Les systèmes de distanciation servent de « fondation » aux édifices, mais sont surtout employés pour le traitement de l'espace environnant : ubiquité et domination paramilitaires des perspectives rectilignes, planifiées « à l'infini », des voies d'accès et de circulation, des terrasses. Le *naturel* est ici complètement disqualifié, cantonné dans les importants potagers où « *l'on domestique le sauvage* », dans l'exotisme des orangeries, dans l'intérêt que le roi porte à la façon de « *faire venir les pois sur sa table* », et, dans le parc, où l'on fait « *surgir* » les arbres et les eaux selon la volonté du moment. Nous assistons en réalité à Versailles moins à une révolution politique du pouvoir central qu'à la restauration

1. Voir « Le mù ». « Il faut distinguer entre ce qui est toujours sans jamais devenir et ce qui devient toujours sans être jamais » (Timée). On a dit du sourire des statues archaïques qu'il était la fixation d'un moment heureux, de même le participe présent (le *being*) n'existe pas dans la langue parlée rurale — en Chine, par exemple, et encore aujourd'hui dans le Sud-Ouest de la France où l'on emploie de préférence l'imparfait pour désigner très précisément une impression présente mais passagère (ce qui est jeune, petit, fragile, fugitif, etc.).

de l'ambition métaphysique de l'État sur l'ensemble de la nature et des sociétés. Les artistes sont encore intimement mêlés à la conception de la nouvelle morphologie de la cité-État, ils contribuent à lui donner son *eidolon*, comme ils l'avaient fait pour Venise ou Florence, mais l'engagement de l'artiste dans la construction de la cité n'est déjà plus *scientifique*, et il ne revendique plus pour sa classe, comme à la Renaissance, la « totalité du savoir » au travers de la « reconstruction mathématique du monde »¹. Le militaire Descartes, élève assidu des jésuites, a résolu entre-temps *les impossibilités anthropomorphes* où stagnaient les sciences physiques, en partant en guerre contre « ce qui a rapport aux sens », éliminant ainsi du même coup le partenaire artiste de l'approche scientifique de la nature. Avec lui, la physique devient en soi un exercice suffisant, et, en effet, il rendra possible l'application des mathématiques à la physique en créant la géométrie analytique. A nouveau le grand principe d'abstraction métaphysique de la stratégie occidentale s'interpose entre l'homme et son habitat. L'ennemi de la totalité, c'est la complexité, et la connaissance des propriétés physiques va permettre de traiter la matière du monde selon ses propres critères et ses propres lois, créer un autre monde, un nouveau monde dont ce qui vient des sens sera exclu et réduit à disparaître. Réaliser ce « rêve monstrueux de la métaphysique : réconcilier le néant et la réalité »².

1. Alberti, *Della Pittura*.

2. Bakounine : « Se révolter contre la nature est de la part de l'homme une tentative ridicule... la nature l'enveloppe, le pénètre, constitue tout son être, comment compte-t-il sortir de la nature? On peut s'étonner qu'il ait jamais pu concevoir l'idée d'en sortir, d'où vient-il ce rêve monstrueux? D'où? »

Si nous survolons d'anciens jardins, ceux de Chantilly par exemple, nous nous rendons compte qu'ils sont, dans l'ensemble, de même importance géographique qu'une clairière dans une forêt immense. Les allées, les ronds-points, les systèmes d'irrigation font penser encore à quelque tracé frayé par une tribu, un espace restreint qui a été *ordonné* et *signifié* par une géométrie sociale. Tout autour, il semble que, dans une certaine mesure, l'homme ait encore laissé à la « nature » la latitude de signifier et de légiférer à sa place. C'est cette dernière latitude qui tend à disparaître totalement à partir du milieu du xvii^e siècle. A cette époque, des hommes qui ne sont ni militaires ni architectes ou ingénieurs prétendent enseigner l'art de « tracer des camps et des places fortes ». Ils enseignent exactement ce que l'on appelle alors la *castramétation* — *l'art de border par des tracés géométriques*. Il ne s'agit pas là d'un art spécifiquement militaire, mais plutôt, comme le fait remarquer le colonel Lazard, *d'une sorte de règne de la géométrie descriptive projetée sur la nature, sur les sites*. Autre anomalie, ces castraméteurs du continent européen sont la plupart du temps enseignants et donc gens d'Église : le chanoine Famuel, Jean du Breuil, jésuite, l'abbé Dufay, le père Fournier, etc., et en Allemagne, les Sturm, en Italie, le chanoine Rosetti...

Au même moment, sont répandus et fabriqués les premiers instruments de mesure suffisamment précis pour la *situation des lieux*, calcul des temps et des distances, des altitudes, etc. Ce genre d'exercice connaît une vogue mondaine extraordinaire et, peu à peu, renaît dans la société policée l'idée antique : la géométrie est la base nécessaire à une expansion calculée du pouvoir de l'État dans l'espace

et le temps... L'État possède donc inversement en soi une figure suffisante, idéale pourvu qu'elle soit idéalement géométrique.

Bonheur suffisant aussi, puisque, selon ses nombreux adeptes, dans la géométrie « *le vrai et le beau sont intimement liés* », et, pour l'honnête homme, la géométrie est devenue un *art*, avec ses satisfactions esthétiques, « la *séduction* de ses merveilleux enchaînements de raisonnements ». Mais Fénelon, en s'opposant à la politique d'État de Louis XIV, s'écrie : « Défiez-vous des ensorcellements et des attraits diaboliques de la géométrie ! »

Aujourd'hui, lorsque nous nous trouvons dans un espace, c'est forcément un espace mesuré, dans un *square*, littéralement une *place carrée*. Le mot « vert », dans la dénomination « espace vert », n'a de sens que signalétique, nous pourrions également appeler les plans d'eau « espace bleu » ou encore les cimetières « espace noir ». La réduction de la valeur sémantique signale ici une situation, celle de la *nature* au sein de la *culture urbaine*, le sens imparti au *naturel* dans un ensemble où domine l'artificiel. Les campagnes de presse pour la défense des espaces verts ont pris le nom significatif de « chasse à la chlorophylle »... L'arbre du paysage urbain dispense la chlorophylle et sert à épurer l'air pollué des villes comme le lampadaire sécurise en dispensant sa lumière et en combattant l'obscurité. Tous deux sont des accessoires, du mobilier urbain, et les luttes qui parfois s'instaurent pour la défense d'un type d'utilisation d'un tel espace ne peuvent déboucher sur rien, puisqu'elles se résument surtout à défendre ses *limites fonctionnelles*.

Les règles affichées à l'entrée du square marquent les *distances* que nous devons garder vis-à-vis du naturel, le type exact des échanges que nous devons entretenir avec lui, les limites du comportement que nous devons adopter sous peine de répression immédiate de la part des gardiens armés. Dans cet espace carré, le nombre de postures permises est aussi limité que celles du soldat à la manœuvre, on peut marcher, s'asseoir sur un banc et parler, pourvu que ce soit à voix basse. Le temps, dans le square, est mesuré au même titre que son espace par l'ouverture et la fermeture régulière de ses grilles, c'est que l'homme, la présence humaine, ne doit à aucun moment devenir accident, risquer d'interrompre le fonctionnement. C'est pourquoi l'aménagement du square contribue à la rectitude du comportement : le promeneur est toujours éclairé et visible, il ne trouve aucun endroit à l'abri de l'investigation et ne peut être seul nulle part. Contrairement aux anciens jardins, les espaces verts sont des lieux cultivés absolument stériles. et les arbres et espèces plantés sont choisis à la fois en fonction de leur improductivité et de la rapidité de leur taux de croissance. Là encore, une productivité quelconque altérerait le fonctionnement du square en créant par exemple chez le promeneur des désirs, un trouble imprévisible, l'envie de s'étendre au lieu de s'asseoir, de chaparder, de cueillir... Pour les mêmes raisons, des mesures radicales sont prises à l'encontre des chats, des chiens, des oiseaux, perturbateurs de l'ordre et de la propreté. Ainsi, en pénétrant dans le square, on remarque l'attitude figée d'une humanité comme « frappée » d'un comportement somatique standard, limité à un jeu de mouvements imperceptibles.

Ceux qui se tiennent dans le square sont insensiblement devenus ceux que la société rejette dans la marge, parce qu'elle les considère comme improductifs, *inactifs* : infirmes, personnes âgées, enfants en bas âge, vagabonds, clochards... en attendant l'énorme déchet criminel de la cité qui chassera tous les autres, comme à Central Park.

Cependant, cette discrimination vitaliste radicale du fonctionnalisme urbain passait jusqu'ici inaperçue, dans la mesure où, il y a encore quelques années, subsistaient de nombreux espaces interstitiels dans le tissu urbain, des lieux sans fonction, sans éclairage ni contrôle, à la disposition des citadins. C'étaient les célèbres fortifs, les grands herbages situés aux portes mêmes de la capitale (La Villette, Vincennes, etc.), les divers entrepôts, les rives de la Seine, bien que la construction de berges verticales leur ait enlevé le caractère de plages obliques où venaient se rafraîchir bêtes et gens. Les cimetières étaient également des lieux appréciés, celui du Père-Lachaise était couronné d'un verger laissé à l'abandon et où les enfants de Belleville se livraient au jeu et à la cueillette.

Cette réduction de la *nature* à une fonction sanitaire et sociale sera généralisée encore par les mesures prises pour une prétendue défense de l'environnement, conséquence normale de la politique globale d'aménagement du territoire aboutissant inversement à un contrôle permanent de notre comportement vis-à-vis d'un milieu devenu mesure et loi, figure de l'État. Les luttes contre la pollution venant s'ajouter à celles contre le crime, l'incendie, les cataclysmes,

etc., aboutissant finalement à étendre la politique du square, de la ville aux ensembles nationaux et continentaux.

On l'a bien vu à Lurs, par exemple, lors des débats pour l'instauration des parcs régionaux : toute perspective positive et productive a été automatiquement combattue et écartée au profit de critères de conservation et de protection des sites, le sens « inoffensif » des activités humaines dans des réserves où seront reproduits indéfiniment les mêmes gestes rendus invariables et invariés... On mécanise la « non-évolution anthropologique », on pallie la naissance de tout comportement original, différent. La présence animale est bannie, à une plus grande échelle : interdits sur les plages, les animaux se sont vu refuser l'entrée des villes scandinaves en 1971 après avoir été chassés des immeubles, des restaurants, des cafés, l'établissement de quarantaines vétérinaires permanentes autour des grandes cités suédoises posant aux propriétaires d'animaux des problèmes pratiquement insurmontables (*Le Monde* du 18 septembre 1971). En Suisse, deux ans plus tard, ce sont les prairies et les champs, la campagne elle-même qui est interdite aux chiens, accusés par les autorités de polluer le lait des vaches. Mme Solange Marchal « Liberté de Paris » s'est élevée contre celle de posséder un chien, à la tribune du conseil de Paris : « On finira par prendre les mêmes mesures d'interdiction de séjour à leur égard qu'en Islande. » On étudie des mesures semblables dans les grandes villes américaines. Les règles affichées à l'entrée du square sont désormais affichées à l'entrée des villes ou aux frontières des États, se substituant à celles des morales non voulues que les hommes trouvaient ou retrouvaient en

retournant au maquis, à la forêt, au champ libre. Mais surtout, au moment où l'on prétend résorber le contrôle géographique des nationalismes et des nationalités, où sont soi-disant supprimés les passeports et visas, naissent du social, du sanitaire, du vétérinaire, de nouveaux *apartheids* autrement affinés et donc redoutables, une véritable politique des « espèces » qui, des *nationalismes* anciens, s'est étendue, lors de la dernière guerre, aux *racés* et à leur enfermement (camps de concentration, camps de personnes déplacées après la fin du conflit, etc.). Les réserves naturelles, les parcs régionaux ou nationaux, étendent cette politique des espèces à tous les cas, à tous les accidents de la matière vivante, instaurant sur les territoires une véritable chasse biologique, un safari intérieur mené par les différents « défenseurs » de la nature, embrigadés dans des associations paramilitaires, comme les « Rangers de France », ou parapolicières. Chaque année s'intensifie la lutte entre les agresseurs du milieu de vie et ses défenseurs, chaque été de vacances, le « vandale » passe indifféremment de la destruction du mobilier urbain à celle de la forêt, du maquis, devenus les signes d'une même culture, d'une même capture.

L'association du personne et du nulle part de la métaphysique a libéré des forces sans analogies animales ou végétales, des forces incommensurables parce que sans comparaison. Elle marque la fin de cet « habiter dans ce qui nous est parent » de Heidegger et qui était la simple reconnaissance d'un semblable dans le milieu. Ainsi, quand Montaigne voyage, non seulement il ne s'intéresse pas à ce qui est *célèbre et désigné*, mais il pérégrine dans un milieu actif car anthropomorphe : ici se

retrouve, au-delà de la richesse sémantique des anciens lieux, cette égalité de rapports entre l'homme et la nature, les montagnes ont des croupes, d'autres sont « testonnées et peignées », certaines vous menacent, elles peuvent vous écraser, projeter sur vous des pierres... Dans les jardins, ce type de relations souvent violentes avec la nature est continué par le jeu des eaux qui vous asperge de façon surprenante, les labyrinthes qui vous égarent dans leur obscurité végétale, etc. Il est intéressant de comparer un tel voyage à *Sur la route* de Kerouac, voyage du prédateur dans le milieu *défiguré*... le ghetto spatial devenant ghetto temporel.

Là encore, ce qui se passe déjà dans les réserves animales nous renseigne sur l'avenir de la biopolitique globale des espèces : elle aboutira pour l'espèce humaine à ce qu'on appelle la réduction sélective, telle qu'elle existe déjà dans l'apartheid animal. L'avenir des races y est « mesuré » par l'espace même qui leur est attribué dans l'aménagement du territoire : c'est le massacre des cerfs dans le parc des Grisons (plus d'un millier de femelles et de daguets), deux mille phoques et bébés phoques dans la réserve des îles Farne au large des côtes anglaises, « *seule solution*, estiment les autorités compétentes, pour préserver les îles contre la surpopulation dangereuse ». C'est d'ailleurs le même problème et les mêmes solutions dans tous les parcs *naturels* du monde où l'on veut préserver un *équilibre*... A l'opposé, « à la station de recherches de Nouzilly, près de Tours, la programmation des naissances des agneaux est totale, en attendant celle des veaux, grâce à des cycles synchronisés ». L'ensemble est calculé pour ne pas gêner le départ en week-end de l'éleveur. Le planning familial est loin encore

de présenter un déclenchement aussi certain, puisqu'il atteint un taux de sécurité de 90 %...

L'île du Levant, depuis qu'elle sert de réserve aux *hommes naturistes*, a été pompeusement rebaptisée Héliopolis. Lorsqu'on approche en bateau de ses côtes, on aperçoit des grappes de corps humains nus et comme suspendus dans les rochers entre la mer et les barbelés des terrains militaires qui occupent 90 % de l'île... Sur les plages, les « enclaves » naturistes sont désormais *protégées*. Le naturiste n'est pas un naturel, c'est un hygiéniste. Si les naturistes fondent des « clubs gymniques », c'est que les Grecs en étaient fervents et « qu'ils replongent *périodiquement* l'individu dans un cadre naturel ». Sans cesse l'idée de « santé » est répétée, il s'agit de supercures dans de supersquares en opposition à des villes superpolluées et encombrées, et fédérations et clubs appellent aux « bienfaits hygiéniques, sains et indéniables », à la fondation dans chaque cité de « stades de lumière ».

La protection des camps est donc rigoureuse, le mouvement du corps humain sévèrement contrôlé par la gendarmerie, puisqu'il s'agit d'enclaves reconnues par l'État. Le retour à la santé n'est pas celui à la nature, il ne doit surtout pas être confondu avec le retour à une *animalité*, à un *sensus* quelconque. Les naturistes qui voyaient dans l'« absence d'uniforme » un obstacle à la guerre sont eux-mêmes assiégés dans leurs enclos par toute une faune de flics et de CRS « déguisés en naturistes » et veillant à ce que les attitudes des corps « demeurent gymniques et qu'il n'y ait aucun signe de lascivité ou de sexualité dans les attitudes ».

Au même moment se répand sur les plages la mode des seins nus, prétexte à de nouveaux affrontements avec la police, les récidivistes sont photographiées et mises en fiches... Au-delà de la répression, encore une fois d'autres réalités apparaissent : les seins des femmes, libérés de leurs ingénieux suspensoirs, pendent comme des outres vides, on ne pense plus sein mais mamelle, ce sont bien là les outils d'un allaitement (seules quelques filles pubères peuvent encore normalement prétendre à autre chose). Le sein nu sur la plage ternit les dernières images d'une sexualité qui reconnaissait chez le partenaire une forme standardisée du beau ; ce n'est pas, comme on dit, la fin d'un mystère, mais le refus d'un code d'identification, d'un ultime mode de relation et de reconnaissance qui commandait une bonne part de l'activité sexuelle, en particulier dans les rencontres occasionnelles, une bonne part de la fascination sociale. Le corps humain qui tout à coup refuse la parure, c'est le corps reconnu insensible et inutile. Un code d'attraction disparaît, un code de répulsion se fait jour ; le corps n'a plus d'image, c'est un événement considérable.

Au Levant, le silence qui émane des corps humains est comparable à celui des morgues dans les hôpitaux, le corps clinique mort ressemble au corps vivant étendu, les yeux clos, dans l'enclave naturiste, tous deux sont comme à l'achèvement d'un cycle biologique... c'est la lente descente solitaire à la chambre froide, sous le soleil éclatant, devant la mer.

Marée noire

Peu après un village au nom prémonitoire, Plurien, nous pénétrons dans une colonne de voitures qui s'épaissit de minute en minute, tandis qu'une odeur âcre remplace l'odeur vivante de la campagne. A la hauteur du cap d'Erquy, les deux files de véhicules se croisent sur plusieurs kilomètres, les gens sont venus du fond des terres et parfois de très loin pour voir l'agonie des plages. Un phénomène de pollution renouvelle l'attraction des grands phénomènes naturels d'équinoxe.

« Elle est arrivée! » crie le conducteur d'une voiture qui remonte de la côte, comme s'il s'agissait d'un événement heureux. Sur la corniche, après le port d'Erquy, entre les voitures stationnées, une première vision, une vision surplombante : la grande courbe dorée de la plage de Caroual est déjà tachée de sombre.

Sur la route d'accès, les motards de la police s'évertuent à dénouer la double procession qui s'arrête et stationne n'importe où, n'importe comment, dans sa hâte de voir, de toucher ce phénomène hideux dont l'odeur donne l'idée.

Sous les arbustes, au milieu des villas aux couleurs claires qui bordent la plage, entre les voitures stationnées, des groupes marchent vers la mer. Un camion-benne passe à toute allure, un bruit de chantier vient du rivage maintenant tout proche. Les visages sont ceux des événements dramatiques, mi-graves, mi-

joyeux, les gens parlent peu, j'ai l'impression qu'ils baissent la tête plus qu'à l'accoutumée.

Un hélicoptère rouge nous survole et se dirige vers le large.

Orientée au couchant, la vaste plage de Caroual est envahie de milliers de personnes au milieu desquelles circulent, avec peine, bulldozers et camions de vidange.

Un navire de guerre croise à l'horizon, tandis qu'au plus près, basculé par les vagues, un petit chalutier déverse, sac sur sac, de la sciure à la mer.

Dix kilomètres de mazout viennent s'épandre et s'agglomérer aux sables bretons, les rouleaux noirsâtres déferlent au ralenti jusqu'à la ligne des curieux.

Au sud, là où la troupe n'est pas encore intervenue, la plage est recouverte d'un noir brillant comme une couche de peinture fraîche déposée par la dernière marée, algues et rochers disparaissent sous l'enduit qui lèche le bas des falaises.

On se demande ce qui est le plus étrange de cette putréfaction marine ou de la présence contemplative de cette foule alignée qui recule à chaque déferlement de la marée montante...

Pour cette cohue qui, manifestement, ne saisit pas la signification du phénomène auquel elle est venue assister, l'événement, c'est l'insolite, le tragique n'est qu'un adjectif subsidiaire. Sur ces visages tournés vers la mer, la joie de l'inaccoutumé surpasse l'horreur du signe. On commence même à jouer avec cette matière épaisse et nauséabonde qui remplace l'eau.

On prend des photos, on filme l'obscénité du paysage, on jette des pierres, pour sonder la consistance on enfonce des bâtons, on s'amuse des bulles qui éclatent à la surface, on retrouve les gestes scatologiques de l'enfance.

Au sommet des falaises, des silhouettes se détachent, les rochers sont autant de socles pour ces touristes de la désolation.

Tout ce monde est dressé, debout, attentif, mais l'on voit déjà circuler des camions bourrés de barrières métalliques.

Le littoral sera demain

« INTERDIT AU PUBLIC PENDANT LA DURÉE DES TRAVAUX ».

Troisième partie

L'idéologie sanitaire

L'idéologie sanitaire

Production finale de la société de consommation, le déchet, le détrit et les retombées de toutes sortes constituent l'immense inconscient collectif de l'âge industriel. La transformation du monde par l'industrie aboutit finalement au crassier dont le profil souligne l'artificielle sédimentation. C'est dans ce décor résiduel, à la vitesse même de la pollution des régions ouvrières, que s'est développé l'hygiénisme au point de représenter aujourd'hui, au-delà du cadre de la santé et des simples précautions corporelles, une véritable idéologie sanitaire.

La dévalorisation du déchet est contemporaine de l'économie industrielle. Le déchet qui, pour l'économie précédente, était source de richesse et fondement de la sédentarité par ses possibilités de récupération, devient, avec la mutation industrielle, malsain, dangereux, irrécupérable. Il doit être évacué, caché ou incinéré. Par une osmose assez curieuse, prenant appui sur les découvertes d'une microbiologie naissante, l'hygiénisme dévalue symétriquement le déchet organique : transpiration, sécrétion animale.

Né des excès de l'exploitation industrielle, à proximité du carreau des mines, au moment même où se

constitue une classe prolétarienne également exploitée, l'hygiénisme développe le thème de la culpabilité de l'homme en tant qu'état de la matière. Reprenant à son compte la symbolique religieuse, parodiant les rites de l'eau (ablution, baptême), elle réintroduit le mythe de l'« intouchable », de l'impur. Ainsi l'idéologie sanitaire tend insidieusement à rompre la société au niveau de la qualité corporelle des individus, elle leur enlève leur spécificité : l'empreinte digitale devient un signe infamant, c'est par ma sueur laissée sur un objet qu'on m'identifie. L'hygiénisme transpose la déchéance du péché dans la sécrétion, il me juge et me condamne perpétuellement au bénéfice de l'objet inanimé, aseptique. Dans la société religieuse et prérationnaliste, l'haleine, par exemple, symbolisait l'âme (*anima*), alors que dans la nôtre, par un renversement significatif, elle sera assimilée à la fétidité d'un gaz d'échappement. Le domaine olfactif a été dévalorisé de la même manière : odeur naturelle signifiant désormais exhalaison nauséabonde, cela s'achevant à l'extrême par la vente de produits dits « déodorants » dont le système de publicité tend uniquement à prouver la répulsion de l'homme pour l'odeur de son semblable.

L'idéologie sanitaire évacue l'homme physique d'une société essentiellement urbaine où le problème de la promiscuité dans la concentration n'a jamais été résolu autrement que par l'évacuation en périphérie ou la mise en ghetto des « déchets » sociaux ou raciaux traités globalement, cela n'étant d'ailleurs que le prolongement du traitement précédemment appliqué à certaines maladies au Moyen Age, puis aux libertins et insensés à l'âge classique¹. La cons-

1. Michel Foucault, « *Histoire de la folie à l'âge classique* » (« 10/18 »).

truction de l'hospice et de l'asile dans les cités, pour toutes les formes de déviationnisme, a été le prélude au séquestre des populations par l'urbanisation de l'âge industriel.

La grande peur des contagions et contaminations à l'intérieur d'un milieu urbain essentiellement préservé, perçu comme antinaturel, par opposition au monde rural environnant, a préparé le terrain à tous les types de ségrégation ou d'apartheid. La rupture volontaire des communications qu'elle a instituée entre membre « sain » et membre « malsain » par l'internement allait inspirer aux urbanistes leurs systèmes concentrationnaires où l'hygiénisme fonctionne tel un dogme. Dogme séparatiste où l'ancienne opposition du rural et de l'urbain se transmue en opposition entre septique et aseptique, animé et inanimé. On a vu jusqu'où pouvait aller une telle oppression idéologique : la salle de douche construite au centre du camp de concentration hitlérien n'est plus que le subterfuge qui dissimule la chambre à gaz, le rituel de l'eau prépare au rituel du feu, le charnier prolonge le crassier.

Échappant à son implantation ponctuelle, à son isolement au sein du territoire agraire, la cité ne peut plus prétendre à la sélectivité. La ville n'est plus une île, elle ne contient plus une minorité à protéger intra-muros, elle devient, par sa prodigieuse expansion, le territoire unique des sociétés. Si donc, malgré ce changement de contexte qui en fait est un renversement des termes, nous persévérons dans la pratique de la « confession sanitaire », le site urbain ne tardera pas à se transformer en un vaste instrument de destruction sociale. La masse grandissante des asociaux en est déjà le signe, elle succède à celle des exclus du siècle passé, prolétaires et coloni-

sés. Le système politique laisse se retourner progressivement contre lui-même le potentiel urbain. En sacrifiant au dogme hygiéniste, sans en tenter au préalable l'approche critique, architectes et urbanistes prennent une énorme part de responsabilité dans la constitution foncièrement réactionnaire de la métropole moderne.

C'est au nom de la pudeur à préserver et des promiscuités douteuses que l'isolation puis la rupture des communications sociales ont été instituées dans la cité. Désormais, la vie en collectif semble insupportable, à cause du bruit des voisins, de l'écoulement des eaux usées, du claquement des portes ou des odeurs de cuisine. Toute réalité d'ambiance de la vie commune est exclue de la ville industrielle au nom de la « santé ». Mais comment se fait-il alors que cette même ambiance puisse être agréablement perçue dans d'autres circonstances, dans d'autres structures urbaines ? C'est qu'en fait, l'idéologie sanitaire dissimule des déficiences plus secrètes. Le partage « fonctionnel » que l'hygiène réalise à l'intérieur de l'appartement en aseptisant chacune de ses présumées fonctions, dans un environnement privatif : un lieu pour la cuisine, un autre pour dormir, pour déjeuner, pour fumer, pour le bain, le W.-C., le vide-ordures, etc., accrédite implicitement l'autre partage, celui de l'appropriation et des classes sociales.

La réduction en séquences mineures du vécu par le fonctionnalisme architectural est issue directement de cette idéologie qui, en rompant le contact sensible de l'homme à son semblable, a permis la constitution de classes « sociologiquement fonctionnelles », c'est-à-dire exploitables. La société réduite à l'exercice de fonctions arbitraires tend à son tour à réduire l'unicité du vécu pour le soumettre à un répertoire

de rôles élémentaires. Cette analyse faussement anatomique de l'habiter comme du social dans son ensemble, où la division du vécu rejoint la division du travail, se retrouve pourtant à l'opposé de l'aboutissement des objets techniques, ceux-ci, en effet, n'ayant cessé de tendre depuis leur apparition à la synergie de leurs divers mécanismes.

La notion de recyclage récemment réintroduite s'oppose également à l'élimination sanitaire, et cela aussi bien au niveau des ressources élémentaires du sol que de celles de l'homme : dans le voyage inter-sidéral, par exemple, le recyclage est complet, il englobe à la fois les ressources énergétiques de la capsule comme celles des cosmonautes embarqués. L'économie des systèmes technologiques avancés retrouve, dans l'appauvrissement dû à l'épuisement des produits de base comme dans la pratique du vide, la nécessité de la récupération et de la régénération qui étaient le propre de l'économie rurale.

L'invention d'un nouveau mode de vie à l'intérieur du milieu urbain doit donc remettre en cause non seulement la notion de « confort », mais aussi celle d'« hygiène ».

Le niveau sonore et le domaine olfactif ne sont pas à éliminer purement et simplement, pas plus que les mouvements de l'eau ou de l'air, ils sont les composants indispensables de la perception spatiale comme de la perception sociale. Il n'y a pas l'« architecture » et puis la « plomberie », il n'y a pas de bas organes dans l'habitation, l'habiter est indivisible. A l'échelle de l'urbanisation, il n'y a pas non plus l'« habiter » d'une part, le « circuler » de l'autre. Architectes et urbanistes ne doivent plus contribuer à la machination qui conduit infailliblement de l'idéologie sanitaire à

la ségrégation fonctionnelle, puis, finalement, à la dénaturation sociale. La stérilisation progressive de tous les facteurs naturels, la répression de plus en plus forte exercée contre l'homme physique à l'intérieur du milieu urbain ont créé les conditions favorables à l'apparition d'une multitude de plus en plus vaste d'opposants aux formes présentes de la vie collective, et souvent, ce qui est encore plus révélateur, à toute forme de société. C'est désormais cette classe anomique qui constitue le potentiel révolutionnaire. Le phénomène urbain se retourne contre des systèmes politiques incapables de l'assumer. La réalité du construit projette sur l'abstraction politique un obscur pouvoir. C'est encore un renversement des termes qui faisaient hier de la ville la projection sur le terrain d'une certaine société.

Si, pendant une assez longue période, l'ordre social a pu effectivement construire la ville hiérarchiquement, c'est que cet ordre coïncidait avec une spatialité particulière, avec une géométrie. Or, aujourd'hui, il semble que le politique ne soit plus capable d'une telle détermination, j'en veux pour preuve l'identité de structures urbaines dans le monde contemporain, dans les pays à régime communiste comme dans ceux à régime capitaliste. Le schéma postural des sociétés urbaines semble devenu indépendant des systèmes politiques comme des cultures.

Cette sublimation, trop souvent méconnue, annonce inéluctablement la fin desdits systèmes. De même que la révolution industrielle a bouleversé un ordre social, de même la révolution urbaine est en train d'effondrer l'ordre politique en attendant de transformer à son tour radicalement l'activité sociale. La ville, aujourd'hui, participe moins

à l'ordre qu'au désordre, au social qu'à l'asocial. Indomptée, la cité est devenue le lieu spécifique des éléments réfractaires, elle est devenue la première subversion : à partir de l'époque classique, l'exclusion sociale, qui, jusqu'alors, était géographiquement réalisée par l'exil ou le bannissement, s'introduit dans la ville, l'exclusion devient réclusion, le rejet est alors au cœur de la cité, dans son principe, en attendant d'être dans sa dynamique. Ce mouvement concentration-ségrégation a déclenché en effet, à partir de l'époque industrielle, des réflexes d'échappement et de fuite au point que l'attraction exercée par la ville sur la campagne s'est alors doublée d'un dynamisme inverse d'évacuation sporadique des centres urbains. Or, ce mouvement apparent est l'image d'une exclusion plus profonde et plus secrète. La réclusion d'abord, la ségrégation ensuite ont considérablement dévalué l'inclusion, c'est-à-dire l'intégration sociale, et si, actuellement, le pouvoir peut encore user et même abuser de ce transfert des populations vers l'ailleurs, que l'on nomme pour la circonstance « loisir », il ne se rend pas compte que cette dynamique de l'abandon illustre un abandon plus mystérieux de l'ordre social, d'une anomie qui, en se généralisant, est en train de métamorphoser fondamentalement le caractère social lui-même.

La relation aux autres dépend d'un facteur de distance spatiale comme d'un facteur de distance affective; dans l'asile, le sentiment de la réclusion détermine d'abord une fuite dans l'ego, ensuite s'installe au cœur de l'introversion obligée, un délaissement du moi, une dépersonnalisation. Ce qui se passe dans la microsociété des lieux de détention se passe dans le cadre urbain à l'échelle de la société

ordinaire. Le citoyen y conserve cependant, malgré son aliénation, une partie de ses moyens, le « délaissement » peut alors devenir « dépassement », sans paradoxe le social peut alors devenir asocial, et cela parce que la limitation des possibles est devenue trop étroite, parce qu'elle tend non plus seulement à altérer le caractère individuel, mais à devenir aussi ablation, amputation générale : planning familial forcé aux Indes, stérilisation judiciaire aux U.S.A., législation des greffes et transfusions sanguines en Chine, etc. Quand les sociétés parviennent à ces extrémités, elles ne peuvent plus que basculer. Il ne s'agit plus d'un basculement hiérarchique base-sommet, c'est le fondement même du social qui chavire, le saut dans l'anomie est alors un acte de sauvegarde. A ce point nous retrouvons, chez les sociologues cette fois, la phraséologie sanitaire : le corps social perçu sous la bipolarité habituelle, comme forme sur un fond, comme fini dans l'infini, le citoyen bien portant participe à sa cohésion, le mal portant n'y participe plus. Durkheim, par exemple, appelle l'anomie « ce mal de l'infini ».

Il serait urgent d'abandonner ces cosmogonies primaires pour prendre en considération les transgressions autrement que sur le plan de la sanction thérapeutique ou morale. La violence des actes asociaux n'est pas une tare, une affection à traiter, à moins, bien sûr, de considérer le sociologue comme le serviteur d'un type de société, l'esprit scientifique participant alors de la pure subversion. L'incontrôlé est au sociologue ce que l'inavoué est au psychologue ou l'espace aléatoire à l'urbaniste. Il ne faut plus confondre les fonctionnements d'une société avec cette société, il ne faut plus privilégier ces fonctionnements au détriment du corps social.

En méprisant le « lumpenproletariat », Marx a restreint une remarquable analyse et ouvert la voie à la sophistication d'un communisme incapable de modifier la réalité sociale.

Bloquer les potentialités des masses, convertir des structures de service en structures de répression, augmenter systématiquement les contrôles et les interdits, c'est, à l'intérieur du nouveau milieu, le milieu urbain, se placer dans la situation intenable qui fut hier celle du colonialisme, c'est révéler l'extériorisation croissante du pouvoir, c'est-à-dire son rejet.

Habiter l'inhabituel

L'histoire de l'art de bâtir nous tient éloignés de celle des us et coutumes, la chronologie de la vie des formes nous maintient séparés de celle des formes de vie.

Avec l'architecture, nous sommes en plein paradoxe : pour cet art de l'espace, il n'existe aucune archéologie du vécu. Pourtant, l'espace est au bâtisseur ce que le son est au musicien, or si, parallèlement à l'histoire des instruments de musique, il existe bien une histoire de la musique et même une musicologie, pour l'architectonique, il n'y a qu'une seule histoire : celle de l'instrument spatial. Dès lors, les recherches sur l'appropriation sont urgentes, et il faut délaïsser l'approche technique de l'habitat pour nous pencher sur l'usage des lieux, sur l'habiter. Cette situation nous renvoie tout d'abord à nous-mêmes, elle nous invite à apprendre à habiter, c'est-à-dire à nous découvrir usagers de vastes processus écologiques. Par là, elle commence à réfuter les représentations, les rôles et, surtout, le mode de production de l'espace social.

Comme celle de l'art, l'histoire de l'architecture convie à une contemplation passive, le chef-d'œuvre,

comme son nom l'indique, nous domine et l'histoire des monuments modernes ou antiques se plaît à leur collectionnement. Il est inutile, en effet, de chercher trace de l'habitat rural dans les somptueuses encyclopédies du bâtiment, et lorsque, en 1965, Paul Rudowsky organisa l'exposition *Architecture without Architects* au musée d'Art moderne de New York, cela fit l'effet tout à la fois d'une révélation et d'une provocation. Mais il s'agit là d'un simple exemple formel pour montrer que, avant de poser la question de l'usage, il conviendrait de déplacer le champ d'investigation de l'équipement vers l'habitation, de l'instrumentalité du bâtiment à la combinatoire de la demeure, pour rendre compte à la fois de l'étendue et de la durée du fait architectural, c'est-à-dire de sa réalité. Cet effet de la durée, nous le connaissons par l'expérience de notre propre vie, nous savons les modifications apportées par le temps sur les formes et les corps, il faut maintenant les étudier dans l'espace bâti.

L'architecture n'existe pas qu'au point oméga de l'achèvement du chantier, elle existe bien avant et subsiste bien après. Sans remonter ici à l'origine intellectuelle du programme ou du projet, l'architecture commence au marquage du sol et aux fouilles. Ensuite, chaque état d'avancement du chantier constitue une architecture momentanée qui produit un effet particulier sur l'environnement (les chantiers urbains sont à la fois des perturbations et des spectacles). Enfin, l'achèvement des travaux est un faux-semblant, puisque le bâtiment ne fait que poursuivre son action sur le milieu ambiant : s'il a été conçu dans un but fonctionnellement défini, il verra celui-ci transgressé par des usages parasites, ou encore sa silhouette transformée par des retraits

ou des adjonctions. Il se dégradera et vieillira, changeant ainsi d'aspects (internes/externes), puis il sera démoli et, là encore, les états d'avancement de la démolition constitueront des instantanés d'architecture jusqu'à l'arasement définitif, sans vouloir rendre compte ici de l'incidence des substructures sur la nature des sols.

Le mot « architecture » recouvre et définit la totalité de ces moments, et cela du plus près, le bâtiment dans son environnement immédiat, au plus loin, jusqu'aux limites de son aire d'influence. Mais, pour bien comprendre le champ mis en œuvre par la durée-étendue du bâtiment, il faudra encore admettre que la perception comme l'utilisation de ces lieux sont différentielles, puisqu'une multitude de personnes en usent et en useront dans des compréhensions elles-mêmes divergentes : c'est l'écologie du domaine bâti.

Apprendre à produire l'espace fini du bâtiment, le moment oméga, est un acte d'inconscience institutionnalisé par les mœurs et l'enseignement technique. Un sens est privilégié au détriment des autres qui, comme par hasard, se rapportent aux effets et à l'usage des lieux. La forme est conçue indépendamment du champ produit et des champs perturbés. Il est inutile, cependant, de réduire la réalité du fait architectural sous prétexte d'efficacité immédiate (technologique, économique), car elle resurgit pour détruire l'illusion fabriquée; c'est l'origine de la crise des villes et, déjà, de celle de l'aménagement des territoires.

Habiter, c'est d'abord investir un lieu, se l'approprier. Aux dimensions purement métriques d'un volume bâti, se joignent les dimensions affectives qui construisent le vécu des habitants : c'est l'usage

qui qualifie l'espace, et non l'inverse. Or, dans l'éthique fonctionnaliste de l'architecture contemporaine, une fonction dominante tend à éliminer les possibles du lieu. C'est, pourrait-on dire, une fonction initialement finale. Implicitement, l'état d'un tel espace est donc suicidaire, puisqu'en tendant à évacuer la diversité des possibles, il tend à évacuer la diversité des situations qui caractérise la durée-étendue du bâtiment.

Les niveaux d'accoutumance constituant l'habiter, le fonctionnalisme est une tentative désespérée de l'architecte pour intervenir dans un espace affectif qui ne cesse de lui échapper. En un certain sens, l'architecture fonctionnelle est inhabitable, puisque le système d'habitudes de l'utilisateur tend à être capitalisé par le réalisateur. Fatalement idéologique, le fonctionnalisme limite l'intervention des formes, la soumet à des interdits, à des tabous, la relation de la forme au contenu, du volume au vécu, ne pouvant se présenter que sous l'apparence d'une soumission à un ordre, ou d'un conflit déclaré avec celui-ci.

Les recherches sur les formes de vie ne peuvent donc ressembler à celles des « attributs de confort » chers aux technocrates de la normalisation du logement, elles doivent, au contraire, mettre l'accent sur la variabilité des usages. Même si elles se révèlent utiles, les études sur la perception sensorielle rejoignent trop vite la typologie des besoins, alors que l'étude sociologique des ensembles d'habitudes : techniques du corps, attitudes posturales, etc., reste ouverte. Si l'on peut affirmer qu'à travers l'héritage culturel, l'habitat capitalise l'habitude, les transgressions d'usage font fonction d'analyseurs de l'institution habitat au même titre que les

déviances ou les délinquances vis-à-vis de l'ensemble des institutions sociales.

Si nous reconnaissons donc cette importance, non plus aux moyennes qu'une enquête statistique définit, mais à l'espace critique des transgressions, il nous reste alors à mettre en relation directe l'analyse des situations sociales critiques et celle des situations expérimentales critiques. Il faut valoriser radicalement les adaptations paradoxales et accepter la masse d'informations qu'elles nous apportent, et préciser encore que, des deux moments, c'est bien la transgression qui représente la période clef, et non la transformation qui réinjecte le système d'habitudes.

L'adaptation paradoxale ou secondaire, c'est la transgression d'un usage déterminé, le détournement d'une fonction; pour prendre un exemple banal : dormir sur un banc dans une station de métro. La station du métropolitain est un lieu fonctionnellement désigné comme lieu de transit, les bancs, le long de ses parois, sont faits pour permettre aux voyageurs de s'asseoir en attendant les rames. C'est ce qu'on appelle l'adaptation primaire, car elle correspond à la fonction déterminée du lieu. Celle qui consiste à venir s'allonger pour dormir sur ces mêmes bancs est secondaire ou paradoxale, parce qu'elle ne correspond plus à la désignation fonctionnelle du métro, transport en commun, ou de la station, lieu d'attente pour les voyageurs. Il s'agit là d'une subversion (relative) des déterminations de la vie collective, ou, plutôt, d'une forme de vie collective.

Cependant, dans ce type d'utilisation secondaire, on ne transgresse pas un espace, la transgression d'un espace s'intitule « transformation ». Le dormeur ne modifie aucunement le volume de la station,

ce qu'il modifie, ce qu'il transgresse par sa seule présence, c'est l'ordre dans lequel cet espace s'inscrit. Mais, d'autre part, si le dormeur s'installe dans la station de métro, c'est bien parce que cet espace est protégé des conditions de milieu extérieures. Même si le tunnel du métropolitain n'a pas été creusé pour protéger les voyageurs des intempéries, mais essentiellement pour dégager la surface de la ville d'un équipement encombrant, pour autant, cet effet de protection demeure : aucune détermination, aucun ordre n'a pouvoir de le supprimer, c'est une qualité du lieu.

La question se pose donc de savoir si ce que nous appelons maintenant utilisation primaire n'est pas en fait un simple détournement, une secondarité que la tendance fonctionnaliste aurait instituée. L'usage initialement secondaire serait devenu autoritaire dans une tentative de réprimer (voire de supprimer) l'aléatoire au niveau de l'utilisation du domaine bâti, ce qui est bien évidemment utopique. En effet, quel est l'usage d'un volume cubique ou cylindrique ? On peut tout aussi bien remplir le tunnel du métro de sable que d'eau, y loger des animaux aussi bien que des hommes... pendant la dernière guerre, la station « Oberkampf » était interdite aux voyageurs parce qu'elle contenait des machines-outils.

La fonction d'un espace n'est donc pour l'architecture qu'une affectation momentanée. Mais nous sommes là au niveau élémentaire de l'analyse. Si le dormeur ne modifie pas l'espace, c'est qu'il n'en possède pas le pouvoir ni les moyens. Sinon, il y a de fortes chances pour qu'il tente de pousser plus loin sa transgression.

En obtenant droit de cité, la secondarité fonction-

naliste a, elle, obtenu ce pouvoir, et, aussitôt, la transgression est devenue formelle, elle est devenue transformation dans le projet des réalisateurs, et les affectations fonctionnelles ont donné lieu à une partition nouvelle de l'espace bâti; chacune de ces affectations a été isolée dans un volume privatif, chaque usage a eu sa place déterminée dans l'ensemble. Un appartement fonctionnel, par exemple, c'est un lieu où chaque affectation possède une place déterminée : une salle à manger, une autre pour dormir, pour se laver, une cuisine, une entrée, etc. Le résultat volumétrique de la transformation fonctionnaliste, c'est la ségrégation des usages, l'étanchéité des différentes fonctions par le cloisonnement de l'espace. Rien de plus. Car, si nous sommes limités dans nos déplacements, rien ne nous empêche de faire de la cuisine dans la salle de bains, ou de nous laver dans l'entrée, parasitant ainsi la régulation fonctionnelle de l'appartement. Cependant, nous nous heurtons à l'obstacle de l'équipement de l'immeuble (conduites d'eau, électricité, gaz, conduits de fumée, etc.) qui tend à fixer solidement l'affectation des lieux : le fonctionnalisme à l'échelon de l'immeuble sous-tendant celui du logement.

On le voit, l'étude des adaptations paradoxales est importante dans la mesure où il s'agit aujourd'hui d'aménager et d'équiper (chauffage urbain, télé par câble, etc.) de vastes ensembles territoriaux. En fait, l'urbanisation consiste à désigner des zones privilégiées (Z.U.P., Z.A.D., etc.), c'est-à-dire affectées à des usages particuliers, puis à les inscrire dans l'ordre général d'une planification. Toute l'organisation du milieu humain vise désormais à cette qualification définitive des espaces. Devant ce processus de suppression de l'aléatoire et de l'indéterminé, l'analyse

des transgressions d'usage s'impose. La « rationalisation » toujours plus avancée du réel dégage en corollaire la signification des adaptations secondaires et leur importance croissante, puisqu'elles n'existent que par l'abusivité détermination primaire.

Du fait de notre système de valeurs, nous sommes environnés d'innombrables blocages. Notre culture ne s'émancipe plus de l'univers magique de l'institution. Pourtant, à côté du monde des préjugés, il y a celui des transgressions dont l'histoire reste à faire. La réalité des adaptations secondaires dépasse de fort loin la fiction présente des adaptations primaires qui ne sont qu'une apparence désignée. Cette actualité ne pourra en effet occulter longtemps le fond dynamique qui subsiste en deçà des représentations, des rôles et des affectations.

La subversion des usages clandestins est très répandue même si nous en restons sur le plan de l'habitat, depuis les ponts servant d'asile aux marginaux en passant par le véhicule en stationnement qui sert d'abord de lieu de rendez-vous puis de chambre à coucher (utilisation secondaire légitimée ensuite par les constructeurs). Les anomalies sont le réservoir inépuisable des modes de vie qui, un jour ou l'autre, y puisent leurs formes, leurs matériaux. Cet univers se perpétue, et s'il existe une filiation des structures, une affiliation des systèmes, il subsiste parallèlement une permanence des dépassements. Lors de chaque grande crise, d'un cataclysme ou d'un quelconque traumatisme social, on assiste à une inflation des transgressions d'usage : telle église devient un garage, un entrepôt, telle école est utilisée comme lieu d'hébergement, ou comme chapelle ardente.

Enfin, lors des grandes mutations, on assiste au transvasement d'un univers dans l'autre : les véhi-

cules abandonnés en grand nombre à proximité des aéroports, par les colons belges fuyant le Congo, devinrent par la suite des villages pour les autochtones. Les appartements résidentiels des colons français de Bône ou d'Oran furent envahis par les fellahs remontant des douars algériens qui y logèrent leur cheptel : un étage pour les moutons, les chèvres, un étage pour les familles. Sans parler de l'exemple classique des palais de Leningrad réinvestis en collectifs d'habitation après la révolution d'Octobre.

La transgression d'usage est une subversion productive, elle alimente constamment la société en coutumes nouvelles, elle est la source des transformations de l'espace social. L'anonymat de cette génération spontanée correspond à notre époque, à ce que fut l'invention des coutumes alimentaires ou la transgression des tabous dans les sociétés anciennes.

QUELQUES EXEMPLES

- Les bunker de la « Forteresse Europe » transformés en bungalows.
- Le stade de Colombes, à Paris, transformé en lieu de culte par les « Témoins de Jéhovah ».
- Le Stade national de Santiago du Chili transformé en camp de concentration par la junte militaire.
- Les églises de Hongrie transformées en gymnases.
- Les grands magasins parisiens deviennent des hôpitaux en 14-18.
- Les stations de métro, des dortoirs, à Londres, pendant le Blitz, en 1939-1945.
- Les abris antiaériens des villes allemandes, des fosses communes.
- Des autoroutes utilisées comme pistes d'aviation.
- Les gares des lignes ferroviaires secondaires abandonnées et vendues par les Domaines comme villas (parfois avec locomotives et wagons...).
- Le château d'eau de Montmartre transformé en bureau du syndicat d'initiative.

Une ville surexposée

« La caméra est devenue notre meilleur inspecteur. »

J.F. KENNEDY.

Après la caméra de circulation sur les autoroutes, après la caméra antivol des supermarchés, la police de la municipalité de Hoboken, dans le district de New York, a décidé d'« éclairer » totalement l'un de ses quartiers. Cette zone sera mise en surveillance permanente à l'aide d'un circuit de télévision relié au poste central de la ville. Si l'on en croit ses promoteurs, le facteur psychologique constituerait la meilleure dissuasion : « Les patrouilles de police, déclarent-ils, sont un luxe que nous ne pouvons plus nous offrir. »

La crise de la grande métropole, signalée par John Lindsay sur le plan de la gestion municipale, aurait ainsi, entre autres conséquences, l'automatisation du renseignement et la centralisation instantanée des informations. On savait déjà combien cette inquisition civile était développée dans l'entreprise américaine, mais l'intérêt de l'expérience de Hoboken est de nous montrer l'aboutissement de la tendance : l'inversion des moyens de communication de masse.

Lorsque la police urbaine substitue à la patrouille motorisée la surveillance télévisuelle, elle rend sa présence non plus occasionnelle, mais la fait peser en permanence sur les allées et venues de tous. Ce ne sont plus certains individus, les délinquants, qui prennent l'initiative d'affronter en un point la repré-

sensation du système, mais le système qui précède et prévient les actes de l'ensemble social. On abandonne l'idée d'une répression exercée ponctuellement par des agents plus forts ou plus nombreux au profit d'un état d'oppression, d'une violence immanente aux lieux.

En fait, nous sommes depuis peu sous les faisceaux d'un omniprésent cirque électronique : depuis les satellites jusqu'à l'hélicoptère, (ce symbole qui pourrait remplacer avantageusement l'aigle des blasons), en passant par l'écran de télévision du métro où apparaît l'aboutissement du génie des frères Lumière; nous sommes comptés, soupesés, auscultés — jusqu'à notre température que les senseurs à infrarouge testent pour deviner nos déplacements, surprendre nos gestes...

Afin de prévenir toute attaque des États-Unis, un ordinateur trace en permanence la route des objets aériens et spatiaux avec l'aide d'innombrables radars de poursuite. En France, le poste de contrôle routier de Rosny possède une immense carte du territoire où s'illuminent les itinéraires encombrés... mais qui nous alerte lorsqu'une table d'écoute est branchée sur notre téléphone, ou qu'une caméra, cachée dans un bac à fleurs au-dessus de l'entrée de l'université, nous épie, les jours de grève, pour les Renseignements généraux?

Alors que les quotidiens s'efforcent de survivre, que les actualités disparaissent des écrans de cinéma, nul ne semble évaluer l'arsenal du guet, cette jungle méconnue que certains appellent déjà « nos lignes d'absence ».

La maison de verre est le symbole d'une société transparente, surexposée à l'obscénité du regard policier. Comme le quadrillage urbain des quartiers

qui nous remémore l'héritage colonial, le mur-rideau nous dévoile une situation : derrière le mythe d'une naturalité retrouvée, d'un ensoleillement maximal, s'insinue celui de l'ubiquité. On découvre alors l'étroit rapport entre l'objectif des mass media et celui de l'architecture contemporaine. Depuis le siège de l'O.N.U. jusqu'à celui du P.C.F., on abuse en effet de cette image d'une mise à jour, d'un dévoilement des espaces intérieurs. On perçoit la connivence entre les nécessités militaires et la rectitude des boulevards d'Haussmann, mais on semble ignorer que la fonction de l'arme et celle de l'œil sont voisines.

L'architecture de verre, qu'on appelle parfois « architecture de lumière », est issue d'une vision idyllique de la société : celle d'un échange constant, d'une intercommunication entre les groupes habitant une même unité, un même îlot. C'était la vision optimiste des années 20, directement inspirée de la maison commune des utopistes russes. Tout cela est fort loin et la réalité urbaine est tout autre. Il suffit d'entendre le nouveau préfet de Paris déclarer que « l'utilisation de rideaux ou autres dispositifs ayant pour effet de supprimer, même partiellement, la transparence des terrasses de café ne saurait être tolérée », ou encore ce policier bordelais affirmer que « la rue appartient à la police », pour comprendre que nous sommes loin de la communion sociale, d'autant que cette dernière affirmation est elle-même en deçà de la vérité, puisqu'on vient de mettre à l'essai, dans le V^e arrondissement et à Massy-Antony, un nouveau corps d'agents « îlotiers » dont l'objectif est d'assurer une défense passive en circulant dans les cours, dans les caves, et jusque sur les paliers des appartements !

La vie quotidienne est tout entière dominée par les stratégies d'une force militaro-policière, et chaque événement est l'occasion pour elle d'accroître son emprise non plus seulement sur le « milieu », mais sur l'habitat.

L'espace est saturé, l'image de la ville pulvérisée jusqu'aux plus récentes techniques d'urbanisme qui nous en donnent une représentation fragmentaire, comme si le champ libre disparaissait totalement au profit de séquences cinématographiques! « Le cinéma, écrivait Kafka, c'est mettre un uniforme à l'œil », nous savons maintenant de quel uniforme il s'agit.

Ces sondages, ce balayage optique des rues, des avenues, le comptage routier qui « encaisse » les passages, et où il ne s'agit plus de véhicules, mais d'une matière composite appelée « flux de circulation », nous signalent que nous sommes devenus la marchandise de l'informatique, le capital des banques de données. On met l'accent sur le fait qui nous rend bénéficiaires des mass media, rarement sur celui qui nous découvre exploités par l'arsenal électronique.

Un modèle du genre le prouvera : depuis de nombreux mois, une émission de télévision ouest-allemande réalise un exploit, la collaboration avec la police criminelle. « X.Y. », c'est son nom, est projeté simultanément en Allemagne, en Autriche et en Suisse. Chaque mois, dix dossiers d'affaires réelles sont ouverts aux téléspectateurs, du meurtre au simple chapardage. L'émission reconstitue le délit, montre les objets à charge et, surtout, donne le signalement des suspects. Ensuite, les dix ou quinze millions de téléspectateurs sont interrogés : soit sur l'énigme elle-même, soit au niveau de témoignages directs. Sur deux cent vingt-cinq affaires proposées, une centaine ont été résolues grâce au concours de

la population allemande. Comme l'avoue le réalisateur de l'émission : « En faisant appel à la mémoire visuelle ou auditive des téléspectateurs, "X.Y." enseigne un comportement utile. Il ne s'agit pas d'un jeu spectaculaire, il s'agit surtout de favoriser la dénonciation des délits, car c'est un devoir civique. » Les gagnants n'en touchent pas moins une récompense d'environ quatre-vingt-dix mille francs.

On le voit, il s'agit bien d'un dressage. La police, par l'intermédiaire de la télévision, interroge le corps social comme le praticien l'ordinateur. Mais cet interrogatoire n'est pas celui d'un innocent ensemble technique, c'est celui d'un criminel; un peu comme si on questionnait la mémoire électronique sur la défaillance d'un de ses semi-conducteurs, il s'agit de faire avouer au corps social un crime, afin de favoriser l'expulsion d'un de ses membres. Le processus de dénonciation systématique s'enclenche, les mass media n'informent plus, c'est la société qui informe l'État policier. La « libération de la parole » aboutit à la délation, la « participation » à la chasse à l'homme.

Pour bien comprendre cette situation, il faut rapprocher de cette nouvelle *guerre des ondes* les opérations « portes ouvertes », dans les casernes ou les préfectures de police. Le caractère redoutable de la force publique tend à disparaître, habilement dissimulé sous l'apparence d'un inoffensif service social. La légitimation psychologique ainsi que l'enrôlement des curieux, spectateurs ou téléspectateurs, ne sont ici qu'une question de temps.

La délation de masse

Dans son second livre, Adolf Hitler déclarait, il y a presque un demi-siècle : « Les lois de la vie ont des conséquences qui sont semblables pour les peuples et pour les individus. Lorsque, chez une créature déterminée, l'instinct de conservation dans son double but de conservation et de reproduction n'existe qu'à l'état de force élémentaire, il ne peut espérer que des satisfactions limitées; la suite logique, c'est la lutte sous toutes ses formes pour maintenir la possibilité de la vie, pour la *libération de l'instinct de conservation.* »

Il semble bien que depuis peu nous assistions, sous les plus vertueux prétextes, économiques ou écologiques, à cette fameuse libération, à ce déchaînement du premier instinct. Le même délire qui hantait l'Allemagne des années 30 semble revenir hanter le monde des années 70 : la question de la qualité de la vie au cœur d'un espace vital retrouvé, le même sentiment d'un enfermement dans un milieu clos et définitivement limité semblent produire un même résultat, le développement de l'autodéfense avec tout ce que cela suppose de conflits et de ruptures entre les groupes et les individus d'une même société. De même que l'organisation minutieuse de ces ruptu-

res fut hier l'un des chefs-d'œuvre du nazisme comme du fascisme, de même l'organisation systématique de la délation pourrait bien devenir celui de l'État moderne.

On croit un peu trop facilement que les institutions sociales sont soit positives, soit tout simplement neutres, les possibilités d'une négativité de l'État sont rarement envisagées, sauf par quelques héritiers de l'anarchisme du siècle passé; l'idée même d'un appareil politique sinistrement suicidaire n'est pas considérée plus sérieusement que les nuisances de l'appareil scientifique. Nous sommes entraînés dans notre vie quotidienne, par les « services » et les « assistances » les plus divers, à considérer l'État comme une assez bonne mère, même si, parfois, elle se transforme un peu brutalement en mégère.

L'évolution constante des forces de l'ordre public dans le sens d'une plus grande diversification de l'assistance civique est pourtant facile à constater; la brutalité n'est pas la caractéristique la plus inquiétante de la police, comme on le prétend généralement, c'est avant tout le renseignement. La discrétion de cet office de contrôle social ne justifie pas pour autant notre inconscience ou notre insouciance à son égard. La mère abusive qui fait les poches de son fils pour découvrir ses éventuelles liaisons, ou qui vient le regarder dans son sommeil pour deviner ses songes, est infiniment plus dangereuse que le Père Fouettard. Or, c'est justement ce type de mutation qui affecte actuellement les forces publiques. Le remplacement d'un Marcellin par un Poniatowski est exemplaire : le second a toute la familiarité qui manquait à son prédécesseur, il a aussi, et c'est logique, infiniment plus de pouvoir, puisqu'il est à la fois le gardien et l'*aménagement* de l'espace vital.

Entre les années 1940 et 1945, le vieux continent a vécu des situations qui rappellent par bien des points l'époque présente. Au cours de cette période, et plus précisément entre 1943 et 1944, on recommandait à chacun de creuser une tranchée dans son jardin ou sa cour afin de pouvoir mettre sa famille à l'abri. Pour amener les populations des pays occupés à redouter plus qu'à espérer leur libération, on publiait dans la presse des photomontages de ruines hypothétiques, on préfigurait les affres de la guerre totale... Le champ clos de la trop fameuse *Festung Europa* avait alors un effet à la fois psychologique et sociologique considérable, il tendait à unir l'occupant et l'occupé dans une même peur de l'avenir, l'enceinte fortifiée donnait à la fois unité et identité à ce qui n'en possédait pas. On oublie trop ce rôle de l'enclos dans la constitution du sentiment communal ou national, la politique n'étant pas sans rapports avec la poliorcétique, l'art des sièges et des blocus, la science de l'isolement.

1943, c'est aussi le début des grands *opéras de commandement*, où l'on dirige à cinquante mètres sous terre, à Londres comme à Berlin, les flottes aériennes ou maritimes, et où une foule d'hôtesse prend en charge radiophoniquement les pilotes pour les guider et les rassurer durant leur mission, à des centaines de kilomètres de là. L'autorité s'exerce déjà avec le minimum de relais techniques, et si le Führer joue de son côté au seigneur de la guerre en dirigeant par téléphone ses généraux, c'est finalement tout l'ensemble du système des transmissions qui favorise le contrôle total et immédiat de l'autorité supérieure sur l'exécutant quel qu'il soit, le pouvoir est désormais en prise directe.

Sur le territoire allemand, le système d'alerte joue un rôle considérable dans la psychologie de la guerre. Dès que les escadres de bombardiers ont franchi les limites littorales de la forteresse européenne, on les signale aux populations par une préalerte, et, au fur et à mesure de leur pénétration ou de leur changement de cap, on alerte les cités visées. L'espace et le temps de la guerre se compriment, le danger est vécu simultanément par des millions d'auditeurs; ce qui protège, semble-t-il, c'est l'information, c'est d'avoir le temps, faute d'avoir l'espace... le temps de la réaction. Pour se protéger efficacement, il faut à tout prix abolir l'effet de surprise, donnant *a posteriori* raison à l'auteur de *Mein Kampf* lorsqu'il décrétait dans sa prison : « L'idée de protection hante et remplit la vie. »

La transparence, l'ubiquité, une connaissance totale et instantanée, voilà ce qu'il faut pour survivre. Une interpénétration commence ici entre adversaires : l'idéal consistant pour l'un à remplacer l'autre, l'ennemi, à donner soi-même les ordres à ceux qui vous combattent, c'est à la fois l'infiltration et l'intoxication, le ministère de la Peur et les commandos qui passent à l'ennemi pour les tromper... L'espionnage devient un phénomène de masse, les nécessités de la guerre absolue exigent que chacun contrôle l'autre et le trompe; c'est le début d'une surexposition sociale qui fait suite à celle du milieu du territoire, par les divers moyens techniques de communication et d'information. Tenter de tout savoir tout de suite vous identifie à l'autre, surtout lorsque le mouvement de ce savoir exige non seulement une science des actions de l'adversaire,

mais surtout une prescience de ses projets. Il ne faut pas chercher plus loin les raisons des graves crises des services de renseignements au cours de la Seconde Guerre mondiale. Les professionnels de l'espionnage sont littéralement doublés, d'une part par la prolifération des systèmes techniques d'information, et, d'autre part, par le développement de la délation de masse, les amateurs, les bénévoles...

Les fameux services spéciaux et leurs agents n'ont plus le monopole du dévoilement, de la trahison. Au sein de l'espace clos de la « Forteresse Europe », c'est d'abord le perfectionnement des antennes technologiques de détection qui les remplacent avantageusement dans de nombreuses missions, c'est ensuite la guerre « psychologique » qui, concurremment à la guerre « électronique », transforme des centaines de milliers de civils en dénonciateurs potentiels des suspects les plus divers : parachutistes, juifs, réfractaires, prisonniers évadés, etc. Le renseignement devient l'essentiel de l'esprit de défense : la radio vous informe sur tout danger, tout de suite, mais, en retour, vous alertez téléphoniquement les autorités de toute anomalie survenant dans votre voisinage immédiat. C'est la forme de combat civique des citoyens de l'État totalitaire.

Depuis une dizaine d'années, on assiste, en France, à une tentative d'association du public à des tâches de police. Ce furent tout d'abord des tâches de police préventive, c'est maintenant à un véritable développement de la délation de masse que nous assistons. Là aussi, quels que soient les responsables en place, le système fonctionne seul. Depuis 1968, j'ai noté plusieurs « opérations » organisées par divers médias

et organismes. Le rôle politique des campagnes prophylactiques mériterait à lui seul une analyse poussée, ainsi que celui de certains jeux de dressage des lecteurs ou téléspectateurs, par exemple les *jeux d'anomalies*, certains couplages aussi entre les thèmes des bandes dessinées des journaux et ceux de l'actualité, jusqu'aux mots croisés qui ont parfois été utilisés à des fins d'intoxication (en Amérique latine, par exemple).

Mais revenons à cette « libération de la délation » depuis 68. C'est d'abord le « Grand Jeu R.T.L. » qui mobilise pour la première fois l'armée, la gendarmerie et ce poste périphérique; il s'agit vraiment de *grandes manœuvres* de contrôle social sous le couvert du « Jeu du Meilleur conducteur ». Toute la France est pavoisée, non plus de drapeaux rouges et noirs, mais de banderoles. Tout au long des parcours routiers de l'été, les municipalités, les préfets, la Croix-Rouge participent à ce jeu de piste à l'échelle nationale. On colle des papillons, on distribue non plus des tracts mais des prospectus, et, surtout, on attribue des prix aux plus sages des conducteurs repérés par les hélicoptères de l'armée et de la gendarmerie.

Il faut remarquer ici que c'est le radioguidage organisé d'abord par les postes de radio périphériques qui a finalement autorisé la création, au fort de Rosny-sous-Bois, du premier P.C. de la circulation routière à l'échelon national...

Devant ce succès du départ en vacances de 1968, *Europe n° 1* ne veut pas être en reste sur cette initiative de « prise directe », il lance à son tour une opération : « Au secours Docteur X! » Chaque jeudi, de quatorze heures à quinze heures, un docteur anonyme est prêt à répondre à tout « enfant » afin

de le conseiller et de l'aider à « s'adapter » à la vie en société... En 1970, *R.T.L.* contre-attaque sur ce terrain si riche de possibilités en lançant à son tour l'expérience intitulée, en mémoire de Mai 68, « Vous avez la parole ». Ici, ce n'est plus l'anonymat de l'interlocuteur, c'est celui de l'appareil : des magnétophones programmés enregistrent vingt-quatre heures sur vingt-quatre tout ce que les auditeurs voudront bien exposer.

On sollicite d'ailleurs de plus en plus le témoignage direct. C'est la mode du portrait robot diffusé par la presse, en particulier après l'enlèvement de la petite Duguet, qui mobilise tout le Nord de la France; c'est, en février 1971, l'opération « S.O.S. Justice » et le début de l'assistance judiciaire directe, deux cent mille appels en cinq semaines aux cent cinquante avoués. C'est, en Allemagne cette fois, l'émission de télévision « Référence X.Y. », du réalisateur Zimmerman, qui associe les téléspectateurs à l'élucidation d'énigmes policières réelles en ouvrant devant le petit écran des dossiers d'affaires criminelles en cours, en demandant, contre une substantielle récompense, la dénonciation des suspects. C'est la tentative la plus précise et la moins masquée de l'État policier interrogeant, sous prétexte de civisme, le corps social. Lors du putsch de la Junte chilienne en 1973, les militaires utiliseront le procédé pour obtenir la délation des membres en fuite du gouvernement populaire.

Mais revenons en France. Au cours de l'été 1972, ce sont les manœuvres des « forces de défense opérationnelle du territoire ». Elles s'intitulent « Beauce 72 ». Cette fois, c'est au tour de l'armée de demander la participation des habitants de la région « à la dénonciation de *commandos ennemis* ». A la même

époque, dans certaines universités américaines, des policiers demandent aux étudiants une inversion des rôles pour mieux « se comprendre après les *malentendus* des années 60 », les uns prendront des cours, les autres l'uniforme (thérapie, thérapie...). Pendant le mois d'août 1973, comme si l'été, décidément, se révélait la saison expérimentale la plus fructueuse, *Europe n° 1* lance une nouvelle opération qui deviendra permanente, Jean Gorini l'intitule « Le téléphone rouge ». On demande cette fois aux auditeurs de devenir journalistes, informateurs, en alertant ce poste périphérique dès qu'un événement important survient (prise d'otages, attentats, incendies, etc.). On a compté une moyenne de cent appels par jour, et, en juin 1974, c'est une auditrice qui, contre cinq cents francs de récompense, dénonce l'affaire du prêtre marié de Beuxe. Les chasseurs de prime semblent désormais avoir de l'avenir...

Avec le développement des techniques audiovisuelles, l'animation des villes nouvelles donne également l'occasion de vérifier l'exposition sociale. La télévision par câble se prépare dans certains quartiers, des crédits sont alloués aux animateurs culturels pour permettre aux nouveaux habitants des banlieues de devenir non seulement journalistes, mais cinéastes, Les centres prêtent volontiers caméras et magnétoscopes pour que chacun se découvre une vocation d'enquêteur et puisse filmer la vie de son nouveau quartier. Là encore, on distribuera le prix du meilleur cinéaste amateur. Nous reviendrons plus loin sur l'inflation des caméras-espions à la porte des universités, aux carrefours des villes, sur les stades, dans le métro ou aux environs des zones industrielles,

etc.; l'important, c'est de remarquer que non seulement la police développe les moyens de la surveillance, mais aussi que l'on encourage sans cesse nos voisins directs à participer à cette surveillance renforcée de la vie sociale sous prétexte d'activités culturelles¹, de sécurité routière, d'hygiène, etc.

Au printemps 1974, faisant suite à une longue intoxication sur l'insécurité dans le métro parisien le journal *France-Soir* lançait une opération « Métro » en demandant à ses lecteurs de relater les actes de délinquance ou les agressions dont ils avaient été victimes ou témoins. A la même époque, on met en place le service « Allô-Paris-Propreté » (cent quarante appels par jour en moyenne). On pourrait croire qu'il s'agit uniquement d'« hygiène », mais on voit se glisser parmi les tâches de ce service public la lutte contre l'affichage sauvage, l'effacement des graffiti, etc.; l'idéologie sanitaire est décidément toujours utile au contrôle comme à la répression sociales. Dans cette nouvelle organisation de la délation dont *France-Soir* se fera l'écho en juin 1974, on indique que, dans certains C.E.S. et lycées de la région parisienne, les leçons de biologie sont élargies désormais aux problèmes de la lutte pour la qualité de la vie, pollution, démographie. Nous verrons un peu plus loin, avec la création des *miliciens de l'environnement* que sont les « Rangers de France », jusqu'où peuvent aller de telles manipulations.

En fait, c'est une mobilisation générale qui se met en place, tous les prétextes sont bons pour organiser la défiance et l'inquiétude et pour en bénéficier par la délation généralisée; plus même : par l'institu-

1. Les expériences de Fred Forest : l'art sociologique.

tionalisation de la dénonciation systématique sous couvert d'assistance, de civisme et de sens moral, on met l'accent sur les victimes de la route assimilées à celles de la guerre, sur les agressions dans les transports en commun en référence aux États-Unis, dans les grands ensembles on simule la guerre subversive pour tester la bonne volonté de collaboration des populations aux tâches de maintien de l'ordre.

La pacifique quotidienneté perd insensiblement de sa réalité¹, tout est dramatisé à outrance sous prétexte des dangers les plus divers : drogue, alcool, criminalité, pollution, subversion, on met l'accent sur le caractère redoutable de chaque action. Tout se brouille, se mélange, les contours ne sont plus très nets entre les gestes quotidiens les plus ordinaires et les risques les plus grands; on justifie ainsi les principes ambigus de l'assistance dans des domaines nouveaux : l'assistance judiciaire, l'assistance architecturale, etc., cela sous le prétexte de *populariser* la justice ou d'éviter la dégradation de l'environnement. Toutes les occasions sont bonnes pour une manipulation accélérée des populations, avec l'aide d'un contingent de plus en plus nombreux de travailleurs sociaux ou assimilés, cent mille au VI^e Plan. A la limite, ce serait l'ensemble des professions qui tendrait à disparaître au profit d'assistances spécifiques. Là encore, les idéaux de la cogestion et de l'autogestion servent à masquer la montée de cet encadrement intime, c'est ce qui explique le nombre de gauchistes ou de réfractaires à l'ordre social dans les rangs de ces nouvelles professions. Une simplification abusive

1. La fin de la distinction entre l'état de paix et l'état de guerre était d'ailleurs annoncée clairement dans l'ordonnance du général de Gaulle du 7 janvier 1959.

des rapports sociaux se réalise, l'assistant et l'assisté, l'animateur et l'animé, le conseiller et le conseillé... mais des interférences se nouent déjà, et tel « animateur » est un « animé » qui s'ignore sous un angle différent d'activité. Un appareil de contrôle social se met en place sans que nous puissions encore en comprendre clairement les tenants et les aboutissants, c'est en tout cas la fin des libertés individuelles sous le couvert désormais classique de la « sécurité » et de la « protection ». La phrase du nouveau ministre de l'Aménagement du territoire et de l'Intérieur, lors du déclenchement des premières opérations « coup de poing », est explicite : « Il n'y a pas de libertés individuelles réelles sans sécurité personnelle. »

Nous allons donc vers un *protectionnisme social*, vers une société moins *libérale* que *sécurisante*. Toute politique va tendre à s'organiser autour de nos faiblesses et de nos infirmités les plus infimes; c'est l'inversion du libéralisme formel qui justifie tous les renforcements de la puissance militaire comme des forces de l'ordre, qui légitime la transformation de chaque citoyen en milicien, en militant de l'environnement, comme le souhaitait déjà Poujade, qui définit aussi l'ennemi intérieur et explique le débordement de plus en plus marqué de l'institution militaire hors de ses missions classiques, son interventionnisme dans le domaine civil (c'est le sens du colloque sur les « menaces »).

Si chaque sujet est considéré sous l'angle du risque, du mal, la réalité sociale tout entière en est transformée. Si chaque objet, chaque chose est perçu désormais sous l'angle de la dégradation, de la pollution, le paysage devient un champ de bataille, un charnier, un pays de la crainte et de l'angoisse où règne le *protecteur*, le souteneur; voici l'avenir proposé :

celui de l'institutionnalisation d'un véritable « racket social ».

Une multitude de faits confirme ce mouvement d'interpellation des masses. Prenons l'exemple du syndicalisme de consommation, il s'agit de dresser usagers et consommateurs à la vigilance : sur les produits, sur les conditions de vente, sur les méthodes elles-mêmes. En France, l'U.R.O.C. réclame sans cesse la participation active aux services de répression des fraudes, chaque ménagère tend à se métamorphoser en inspecteur des étalages. Là aussi, l'État se met en position de disposer bientôt de données et d'informations potentielles qui sont à la fois celles de chacun et celles de tous ; la spontanéité du marché public, des courses journalières, la fraîcheur des rapports sociaux, dernières traces d'une socialité préurbaine, la rencontre entre le citadin et le paysan plusieurs fois par semaine sur la place du marché, tout cela, par un « drill » répété, tend à être remplacé par une situation conflictuelle, prétendument rationnelle et morale, où chacun espionne l'autre, le soupçonne, dans le but de dévoiler à des services « compétents » ses malversations ou les « imperfections » de ses produits... le contraire de la palabre.

L'intérêt d'un tel exemple parmi d'autres, c'est l'ampleur qu'il commence à prendre tant par le truchement des médias et de la télévision que par celui des organisations de consommateurs qui se développent dans tous les secteurs, ce qui leur permet d'ailleurs d'intervenir déjà dans la vie politique.

D'autres expériences vont dans ce même sens de l'expansion de la délation : l'opération qui, au début de l'été 1974, visait à la dénonciation des vacanciers

qui chaque année abandonnent, entre juillet et septembre, leurs animaux domestiques pour partir en vacances. Des émissions de télévision de « grande écoute » comme « Domino », celle de Guy Lux (24 juin 1974), où l'on incite clairement à la dénonciation collective, entre les chansons de Sheila et de Claude François. Thème qui renouvelle l'opération menée à la même époque, toujours dans *France-Soir*, sur les « enfants martyrs ». L'une renforçant l'autre, le caractère odieux du bourreau d'enfant s'ajoutant au geste regrettable vis-à-vis de l'animal familier, ainsi qu'aux diverses sollicitations à la délation quotidienne. C'est un amalgame que personne finalement n'analyse, personne n'osant entrevoir l'objet synthétique d'une telle manipulation, d'une telle intoxication protectionniste.

L'apparition, il y a deux ou trois ans, des premières « milices d'autodéfense » en France, plusieurs années après les États-Unis, d'abord parmi quelques commerçants à Boulogne-Billancourt en 1971, par exemple, puis l'extension de cette pratique à plusieurs municipalités, et enfin, à Marseille, celle du célèbre quartier la « Belle de Mai », en août 1974, tout cela est, on en conviendra, dans la même logique. Il est d'ailleurs intéressant de remarquer que, même si le plus souvent les autorités ont officiellement interdit les pratiques miliciennes, elles l'ont fait assez mollement, les considérant surtout comme dangereuses parce que pas assez ou trop mal organisées. Sans doute s'agit-il de réactions hâtives dans l'esprit des responsables de l'ordre public, mais il est évident que l'organisation du conflit civil est déjà le fait de l'État moderne lui-même. Il suffit de revenir sur quelques affaires récentes : la transformation de certains agents de la R.A.T.P. en « policiers auxi-

liaires », habilités à dresser contravention sur la voie publique (les couloirs de circulation prioritaire), ainsi que la décision, également nouvelle, d'armer les transporteurs de fonds des P.T.T., ou encore, les déclarations menaçantes de Pierre Giraudet, directeur général de la Régie des transports parisiens : « Ou bien les pouvoirs publics agissent, ou bien nous ferons le nécessaire... », c'est-à-dire la mise sur pied d'une *police privée* composée de vigiles entraînés et armés.

Chacun de ces faits est moins important que la convergence qui vise à transformer la pacifique quotidienneté en une jungle où la succession des risques et des dangers est rigoureusement graduée, de l'orange avariée du supermarché à l'assassinat dans un lieu public en passant par les soldes frauduleux dans le magasin, les risques d'accident sur l'autoroute ou l'alerte à la pollution atmosphérique et alimentaire. Ce mixte des craintes les plus légères aux angoisses les plus grandes ne semble finalement inquiéter personne, c'est le paradoxe ! L'État administre la peur, mais nul ne semble inquiet de la mutation de la quotidienneté ; mieux, ceux-là même qui subissent ce dressage journalier accusent volontiers de pessimisme outrancier ceux qui s'en offusquent.

L'utilisation des femmes est également révélatrice ; l'introduction des femmes dans les services d'ordre n'est pas à porter au crédit des mouvements de libération féminine. La multiplication des « hôtesses » de commissariat, des contractuelles, les femmes policiers des fameuses « brigades spéciales » américaines, et, depuis peu, l'utilisation de couples mariés dans les patrouilles urbaines (les motards de La Nouvelle-Orléans, par exemple), tout cela, joint au

développement de la démographie féminine dans l'armée, le plus souvent pour remplacer les appelés du contingent dans les tâches subalternes (aux U.S.A. par exemple, après la fin de la conscription obligatoire en juillet 1973), n'est pas neutre et ne résulte pas d'une politique d'égalité des sexes. Malgré la « secrétaire à la Condition féminine », le *service national* qu'elle propose n'est pas le signe le plus convaincant d'une libération de la femme au moment où se développe justement la contestation du service masculin!

L'évolution du genre policier au cinéma, depuis environ cinq ans, est assez caractéristique du changement intervenu. Là où il n'y avait que le détective privé (type H. Bogart) ou le shérif exemplaire, on voit apparaître la femme détective, et aussi, depuis peu, le policier des « services spéciaux » (type SERPICO) intégré au groupe, au quartier populaire, contestataire de l'ordre classique, de l'uniforme, image même du travailleur social, du travailleur de l'ordre social. Le rôle de Tamara Dobson, la pin-up flic, dans le film de Jack Starret, *Dynamite Jones*, annonce un dernier glissement de l'image du bon policier social et humanitaire; la publicité du film est claire : « Elle est belle, elle est flic, c'est de la dynamite. » Le sex-symbol est utilisé pour la première fois pour créer une autre figure du policier, non seulement celle-ci n'est plus inquiétante ou menaçante, elle n'est plus seulement sociale, humaine, par la femme, elle devient attirante et désirable. Le tempérament volcanique de l'héroïne de l'ordre public est utilisé pour justifier la violence policière et la promiscuité entre les citoyens et la pléiade des intervenants, des souteneurs sociaux : animateurs de rue, assistants divers, policiers déguisés en hippies, en travailleurs migrants, îlotiers

patrouillant dans les caves, les greniers, sur les paliers d'immeuble, ces différents espaces hier semi-privés, aujourd'hui publics...

La promiscuité extrême avec les nouvelles espèces de force de l'ordre social exige un effort considérable de *séduction*. Le rôle des femmes est ici évident, elles ne font que contrarier l'effet de répulsion populaire vis-à-vis de l'agent de police, l'ambiguïté entre cette répulsion traditionnelle et l'attraction sexuelle est utilisée au mieux des intérêts des forces de répression. En effet, les relations de délation entre les populations concernées et la police en sont grandement facilitées, on parle plus facilement au « sexe faible » qu'au brigadier trop voyant, on peut même, devant la femme policier, *en remettre*, faire l'effort de se mettre en valeur. L'utilisation des couples, encore extrêmement rare, est dans la même perspective de cohabitation immédiate entre les populations et les forces de l'ordre : un couple « comme les autres » dans une société fondée sur la famille, c'est logique, surtout s'il demeure dans le même immeuble, en studio, à côté, tout à côté...

Le rapprochement des antennes policières a été clairement revendiqué en juillet 1974 par le ministère de l'Intérieur, les postes de police vont éclater en « bases restreintes » (des studios) dans les nouveaux grands ensembles et les villes nouvelles (sans revenir ici sur les vigiles des universités). La police et l'armée nouvelle travaillent désormais « à domicile » par les écoutes téléphoniques, les caméras-espions, la pléiade des délateurs officiels et officieux, le contrôle social s'effectue non plus seulement extensivement sur des territoires de plus en plus vastes (le P.C. de Rosny-sous-Bois), mais intensivement à l'échelle de l'îlot, de l'immeuble, non plus seulement dans les rues et

sur les places publiques, mais au niveau du palier, du couloir et du vestibule.

La police de la circulation nous concerne dans nos déplacements les plus infimes, les plus intimes, il suffit de voir ici l'évolution de la notion même de « vagabondage ». Tout se brouille et l'on ne devine plus très bien ce qui distingue la vie privée de la vie publique, ou encore les services de répression de ceux de l'assistance. « Il est trop tard pour avoir une vie privée », déclarait l'un des héros des *Damnés*, le film de Losey. Tout semble en effet concourir à préparer une « guerre civile » non plus classique et occasionnelle, liée à quelque trouble social ou encore à un conflit déclaré de classes, mais à la mise en forme d'un type de socialité oppositionnel, où la délation serait conçue et considérée comme un mode exemplaire de rapport social, une société où l'exigence de la participation à l'information justifierait toutes les mises au jour, tous les dévoilements. Une franchise sociale qui ne s'appliquerait plus seulement à déclarer la *vérité* (au lieu du mensonge), mais à « tout déclarer », à dissiper intégralement et définitivement le non-dit (voir ici le rôle anticipateur de la psychanalyse), le caché, considérés désormais comme autant de tares et de vices dans une société de la communication forcée, la société-informatique (voir le projet de fichage général « Safari » qui reprend l'idée d'Edgar Hoover pour le F.B.I.).

En un sens, on peut dire aussi que cette société « secourable » est surtout une société obscène, la libération des mœurs y est immédiatement récupérée, la nudité n'y est pas le signe d'une manifestation de réconciliation avec le *corps*, mais celui d'une exposition de celui-ci aux mauvais traitements, un *Ecce socio* en quelque sorte. Tout comme la « libération

de la parole » aboutit à celle de la délation, celle du corps s'achève par la torture, la manipulation forcée des attitudes et des comportements. Dans une interview, au mois de juillet 1974, Jean Gorini, directeur adjoint d'*Europe n° 1*, donnait une bonne image du délateur moderne à propos de son émission « Le téléphone rouge »; il tentait de définir ainsi le profil type de ses correspondants : « C'est quelqu'un (homme, femme, jeune ou vieux) chez lui, dans son cadre habituel, donc bien à l'aise, en position de force, protégé par la distance, et qui fait un geste simple, tellement familier, tellement quotidien : prendre son téléphone et parler » (contre cinq cents francs de récompense à celui qui aura eu le réflexe le plus rapide).

La masse devenant le dernier territoire de l'expansion du pouvoir de l'État, le corps social renouvelant le corps territorial intégralement exploité, saturé ou presque. La matière dernière en quelque sorte après la matière première, devenant à son tour objet de stratégie pour l'institution. Une révolution des rapports sociaux est à l'œuvre ici dont nous ne percevons pas encore nettement les contours; elle est, il faut cependant le reconnaître, dans cette logique archétypique de l'Occident prédateur, producteur, dans ses colonies tout d'abord, d'un premier « espace de la peur », répandant par la suite celui-ci sur l'ensemble du monde conquis, les antiques cités coloniales ayant été le creuset d'une première organisation de la crainte, les mégapoles modernes celui d'un équilibre de la terreur dont elles sont stratégiquement les enjeux. Il s'agit maintenant, au-delà de cette conquête achevée du domaine géographique,

d'ouvrir des « espaces de la peur » au sein du domaine sociologique : après la domestication des forces naturelles et des énergies, il reste à domestiquer intégralement les forces vitales et sociales.

Les dernières bases policières, par leur proximité même, ne sont que les nouveaux *comptoirs* d'une colonisation non plus « exotique », mais « endotique », il est donc logique que l'unique ministre d'État soit à la fois ministre de l'Aménagement du territoire et ministre de l'Intérieur.

Dans des ouvrages récents sur la presse et les moyens de communications de masse¹, les auteurs terminent généralement sur un appel aux populations, les invitant à coopérer aux tâches d'information. C'est généreux, mais dans cette apparente *libération de la parole*, ils omettent la face cachée, cette *libération de la délation* qui n'est que le signe flagrant de celle de *l'instinct de conservation*. Un film, primé au dernier festival de Cannes, avait adopté ce thème de la surexposition sociale, c'est *The Conversation*, l'image du dernier dialogue selon Jean Gorini, celui de la dénonciation permanente et banalisée, l'inverse de la *sacra conversazione* dont parle Michel Serres dans une analyse du tableau de Carpaccio; ce n'est plus une parole de vérité qui est échangée, mais l'excès de la vérité, la mise à vif de son sens, l'écorchement. Ce n'est pas un hasard si l'office central de la communication médiatisée, l'O.R.T.F., a été violemment réformé; c'est moins le signe d'une rationalisa-

1. Par exemple, Marc Paillet dans son livre *Le Journalisme* (Denoël), ou encore Roland Cayrol, dans *Presse écrite et audiovisuelle* (P.U.F.).

tion de l'entreprise que celui de l'achèvement d'un certain type de communication : avec les années 70, c'est en fait un style de médiation sociale qui prend fin.

La nature de l'échange change, aussi bien dans sa dimension interpersonnelle que dans celle des moyens de diffusion de masse. L'informatique (au sens de stockage instantané des divers types d'informations) a fondamentalement modifié la signification de l'information. Aucune, désormais, ne peut être *neutre* ou sans valeur dans une époque « systémique » où le fragment prend son sens de l'ensemble¹. Puisque la nouvelle la plus banale est indispensable à la perfection structurale du système, il faudra désormais exploiter la banalité comme on exploitait hier encore l'originalité, l'exceptionnel, le bizarre. Nous serons donc inévitablement épiés, testés, écoutés, soupesés, reniflés, sondés... et ce sera moins notre *personnalité* qui intéressera l'interlocuteur (visible ou invisible, connu ou inconnu) que le détail sans importance que nous lui apporterons, fragment qui, en prenant place dans l'ensemble systémique, le complétera comme un puzzle, un puzzle jamais terminé, d'ailleurs. Un peu comme ce collectionneur qui possède toutes les pièces d'une collection à l'exception d'une seule, et ressent ce manque comme une imperfection, l'État recherchera auprès de nous, avec une fébrilité toujours plus grande, la pièce manquante que nous pourrions lui refuser, sans même le savoir le plus souvent. Voilà la dernière *conversation*, la vérité n'est plus qu'un piège. Comme l'excès modifie le sens des actions, celui de l'État moderne pervertit la vérité

1. Voir ici le rôle de ce que l'on a appelé : « structuralisme ».

des rapports sociaux, l'excès est désormais dans les gestes les plus ordinaires, dans la quotidienneté la plus simple, il nous faut maintenant nous méfier de ce qui n'était rien. En période d'outrance, d'excès généralisé et totalisé, il n'y a plus de vices ou de vertus, tout est foncièrement vicié, la disparition même de la guerre comme de la paix au profit de la « crise » est bien significative, ici, d'un bouleversement dans le statut social.

Même cette « reconnaissance » qui est la mienne dans ce texte n'est pas pure positivité par rapport à la négativité de l'ensemble, elle est également dominée par la perversion contemporaine; en fait, nous sommes tous engagés dans un processus de négation qui est devenu la socialité même. C'est à l'intérieur de cette constatation tragique que nous devons œuvrer pour tenter de découvrir l'issue; refuser le constat d'échec non seulement de notre société, mais de notre socialité, ce serait perdre aussitôt l'espoir de nous en échapper.

La libération de la délation, c'est aussi la libération de l'offense. Comme dans la stratégie militaire moderne, où l'arme nucléaire et l'abri ne font plus qu'un, il faut, par la constitution d'une socialité perverse, *fonder un statu quo social sur l'équilibre des petites terreurs intimes*, c'est-à-dire sur la crainte quasi universelle de la dénonciation. C'est par l'excès de l'offense de la délation que l'on espère ainsi parvenir à une nouvelle société *pacifiée*, c'est-à-dire à la défense de la stabilité de l'État.

La guerre civile est désormais utile au maintien de l'ordre des institutions, mais une guerre civile d'un nouveau genre, où les conflits de groupes sont infimes mais multipliés à outrance, un peu comme dans les familles où une sourde haine a remplacé les

sentiments filiaux et où les moindres gestes sont odieux, sans autre résultat que d'entretenir les liens d'une haine collective; la décomposition de la société nationale se traduit dans les gestes familiers et dans les actions les plus ordinaires. L'État moderne, nous l'avons vu, n'est plus qu'une mère abusive, la familiarité devrait donc devenir la seconde nature du policier¹, de ce policier qui se rapproche insensiblement de chacun de nous avant de s'identifier intégralement à chacun de nous, au point de rendre inutile la police elle-même, l'armée suffisant à contrôler un tel type de société.

Si nous observons ce qui se passe dans ces deux forces de l'ordre, nous sommes obligés de constater qu'au moment où, au travers de la « défense opérationnelle du territoire », l'institution militaire se préoccupe de plus en plus de sécurité interne, la police, quant à elle, tend à s'identifier à l'Assistance publique. Pour l'armée, il n'y a même plus de distinction claire entre l'ennemi « intérieur » et l'ennemi « extérieur »², il n'y a plus qu'une *menace* généralisée à tous les domaines (démographie, économie, délinquance, etc.), et donc *qu'un ennemi* sans localisation, puisqu'il peut se découvrir çà ou là, au gré de l'intoxication. Pour la police de demain, il est à redouter que l'ennemi public ne devienne surtout celui qui refuserait de jouer le rôle d'indicateur, celui qui refuserait une participation « critique » à un service comme les autres. (Dans certains pays de l'Est, cette participation est devenue obligatoire pour certaines catégories

1. Le ministre de l'Intérieur a annoncé que des cours de civisme seraient désormais donnés aux agents de police.

2. Voir l'article du général Maurin dans la *Revue de la Défense nationale*.

professionnelles, les enseignants par exemple; en U.R.S.S., il y a également les fameux *Droujiniks*, les auxiliaires volontaires de la police.)

L'ère des *Para-Polices* débute, et là encore, la possibilité offerte aux appelés du contingent de servir dans la gendarmerie ne nous a pas assez alertés. La mise à contribution de chacun, non seulement par les finances publiques et l'impôt, mais aussi par l'apport obligatoire d'informations, n'est plus une utopie totalitaire, les projets de création de « banques de données » esquissent ce qui devrait logiquement devenir la « banque de France des données » dans une société où ce type d'imposition serait obligatoire au même titre que la perception des contributions directes ou indirectes...

Le plus intéressant, chez le dernier ministre de l'Intérieur, c'est son opposition déclarée à la mécanisation du renseignement (les écoutes téléphoniques, par exemple); il y a chez lui une option claire et originale, sociologiquement parlant, la sophistication du matériel n'est pas satisfaisante en soi, ce qu'il faut lancer, c'est le dernier dialogue social : les écoutes, au sens large de la communication, doivent être le fait du « civisme » de tous. Il ne faut plus se fier à la machine, *il faut machiner la vie sociale selon les impératifs de la sécurité et de la protection*, faire de la délation et du contrôle social un geste machinal comme celui qui nous mène à la poste ou au bureau de sécurité sociale (selon ses propres termes), le terme de « *Sécurité sociale* » semblant d'ailleurs l'intéresser depuis son rapide passage au ministère de la Santé. Il serait tentant, en effet, de l'utiliser pour renouveler les termes insécurisants de police et de gendarmerie (le ministère de la « Défense nationale » est bien devenu

celui de la « Défense » tout court!); au moment où se développent les termes de prévention « éloignée » et de prévention « rapprochée » de la délinquance, où ceux de « protection civile » et de « défense opérationnelle du territoire » se recouvrent, il serait tentant de réaliser l'amalgame entre les divers services sanitaires, sociaux et policiers.

Si nous regardons autour de nous, c'est bien ce que nous observons, avec la coopération tout d'abord, où nous « exportons » nos appels à des fins de *service public*, en Iran ensuite, où le Chah a créé, pour sa « révolution blanche », deux nouvelles armées : l'*armée de l'hygiène* et l'*armée du savoir*. Insensiblement, les forces de l'ordre s'engagent dans de nouvelles voies, elles vont dans le sens de l'histoire de l'État national finissant : la disparition du judiciaire et du sanitaire dans l'appareil militaire.

Plusieurs faits signalent bien ce dernier glissement. En France, le débat sur la réforme de l'armée (après la réforme pénitentiaire), entre la majorité et l'opposition, amène le secrétaire général de l'U.D.R. de l'époque à proposer un dédoublement de la force militaire en une *armée professionnelle* et une autre que l'on est bien obligé de nommer l'*armée des amateurs...* Et cela au moment où l'on apprend l'existence officielle des deux mille cinq cents premiers miliciens de l'écologie : les « *Rangers de France* ». Cette association (loi de 1901), fondée il y a bientôt cinq ans par un militaire en retraite, a pour but de « protéger la nature », de signaler les anomalies et de s'opposer aux déprédations. Ayant des appuis auprès du ministre de l'Intérieur lui-même, cette

association souhaite être rapidement reconnue d'utilité publique afin de développer sa démographie et d'atteindre alors le plafond de dix milles membres en 1975. En Angleterre, on parle aussi d'une renaissance de la « Home Guard ». En fait d'amateurs des forces de l'ordre, on ne sait plus très bien s'il s'agit là d'organisations paramilitaires ou paraciviles... avec la délation de masse, c'est la « civilisation » de l'armée qui s'installe sans que nous y prenions garde.

Un dernier fait est venu parallèlement éclairer le nouveau statut social du citoyen : le conflit de Chypre a mis dramatiquement au jour ce qui était quelques semaines plus tôt le thème de la conférence de Genève sur le « droit de la guerre », *l'élargissement du droit à la protection humanitaire à l'ensemble des populations civiles*. Les armées grecque et turque ayant pratiqué des prises d'otages massives et systématiques, c'est l'ensemble de la population civile qui a été décrétée « prisonnier de guerre », justifiant ainsi la « garde à vue » de communautés entières, l'internement dans les camps ou l'exécution sommaire de n'importe qui.

On le voit, ce qu'on a coutume d'appeler le « quatrième pouvoir » est là, et pas seulement dans la presse et les moyens d'expression traditionnels, mais bien dans la mise en œuvre de l'inquisition sociale généralisée. La politique de la porte ouverte, c'est aussi celle de l'ouverture au public non plus seulement des usines, des casernes, mais de la prison de Loos-lès-Lille où l'on invite la masse à haïr...

Une époque de médiation sociale prend fin, la politique de l'information se métamorphose, la crise de la presse et de l'édition n'est pas sans rapport avec ce retour de l'inquisition. Il va falloir réviser nos jugements de valeur sur le secret et la dissimu-

lation. La clandestinité risque de redevenir un « mode de survie », non plus uniquement pour les minorités opprimées, mais pour les masses, puisque la société libérale finissante se révèle être aussi celle de la perversion du dévoilement.

Les propos de Sanguinetti sur l'armée nouvelle sont utiles à analyser. Ce qu'il propose aux citoyens ordinaires, c'est six mois d'entraînement au maniement d'armes élémentaires, les choses sérieuses se passant entre les technocrates-guerriers qui utilisent l'armement scientifique. Ce qu'on attend des « amateurs », c'est-à-dire des appelés, c'est une fois de plus un rôle de surveillant (de *sonnette*, selon son expression), afin de participer à la protection de l'environnement de la force de dissuasion. Le nouveau conscrit est assimilé ici au valet d'armes, c'est-à-dire au « gens d'armes » qui veille sur la sécurité du dernier « homme d'armes », le technocrate militaire. Pour justifier historiquement son projet, l'ex-secrétaire général de l'U.D.R. donne d'ailleurs comme exemple d'intégration des forces de l'ordre à la cité, la gendarmerie. Il s'appuie pour cela, et c'est stupéfiant, puisque les villes sont justement l'enjeu de la stratégie nucléaire, sur la dissuasion : « La guerre de masse, déclare-t-il, a détruit la fonction sociale de l'officier, mais ce qu'il y a de merveilleux dans la dissuasion nucléaire, c'est que ça la restaure, car on a de nouveau la garde de la cité. » On ne peut mieux annoncer l'émergence, au-delà des castes, d'une véritable *classe militaire* composée des fameux hommes d'armes professionnels et des technocrates de l'industrie de la guerre.

Un tour de passe-passe se prépare ici. Profitant du mouvement de refus des jeunes devant le service national, on s'apprête à jumeler d'une manière ou d'une autre, l'armée des amateurs avec des struc-

tures paraciviles comme celles des nouveaux protecteurs de l'environnement naturel. En résumé, on trouverait, en haut de l'édifice, les gardiens de l'environnement militaire, en bas, les gardiens de l'environnement civil, au milieu, la « protection civile » où se retrouveraient les deux formes de l'armée nouvelle, et enfin, un peu partout, disséminée et dissimulée dans l'étendue du corps social, la masse extrêmement diversifiée des « travailleurs sociaux » : éducateurs de rue, animateurs culturels et assistants de toute catégorie.

En fait, nous sommes en marche vers la constitution d'un *Empire du renseignement*, et l'appel récent du ministre de la « Qualité de la vie », demandant qu'on lui écrive directement, reprend l'expérience précédemment décrite des postes périphériques, mais cela se passe cette fois au niveau du pouvoir central. On comprend mieux, désormais, la signification des soubresauts qui agitent au même titre que la radio, la télévision, la presse et l'édition, les « services secrets » eux-mêmes, aussi bien aux États-Unis qu'en Allemagne ou en Italie. Là encore, la nouvelle révolution de l'information se révèle être avant tout celle du renseignement général, et ceux qui, jusqu'ici, en avaient le monopole, ou bien se crispent devant une mutation qui risquerait de le leur faire perdre (comme entre 1943 et 1945), ou, le plus souvent, se trouvent puissamment renforcés, au point de pouvoir faire échec à la classe politique traditionnelle.

L'inquisition banalisée qui se dissimule derrière *la politique de la porte ouverte* prélude au lancement d'un *monitoire* non plus paroissial mais national, en attendant d'être sans doute universel.

Depuis le guet à partir d'un lieu naturel dominant, puis d'une tour, jusqu'au satellite-espion, en passant par la « prospective des jeux de guerre », la nécessité d'anticiper sur toute action se révèle comme l'une des constantes de l'intelligence militaire, mais à côté de la volonté d'anticiper, il y a aussi celle d'acquérir l'ubiquité : tout savoir, mais aussi tout voir, tout de suite.

Dans ce contrôle qui se veut global, les détails les plus infimes sont démesurément grossis, d'où le danger permanent de déclencher des « crises » à propos de tout et de rien... En fait, les nécessités de l'anticipation, enrichies par la quasi-ubiquité de l'information moderne, ne permettent plus de préjuger de ce qui pourrait être effectivement sans importance : la prévision militaire est inévitablement celle du pire. On le perçoit très bien dans les nouvelles relations internationales : les possibilités technologiques et politiques du contrôle total de la planète métamorphosent en crises graves des incidents mineurs qui, sans le progrès de l'information, auraient pu passer inaperçus. Quelque chose de comparable au regard médical se développe ici, mais à l'échelle du corps sociologique et non plus physiologique. Tout est initialement perçu comme douteux, malsain, les conditions du nouveau regard politique sur la société développent immédiatement, comme l'a écrit Foucault ¹, un *a priori* funeste : celui du caractère pathogène de l'ensemble. Toute transgression est initialement jugée dangereuse pour l'équilibre sanitaire et

1. *Naissance de la clinique* (P.U.F.).

social, toute délinquance mineure est indûment *criminalisée*, à tel point que cet abus vient d'être dénoncé par les jeunes membres du Syndicat de la magistrature; tout est suspect pour les autorités, tout le festif devient fautif.

Une logique du pire se développe donc sans que nous en soyons conscients; il ne s'agit plus ici de la maladie ou de la mort d'un patient sous l'œil vigilant du clinicien, c'est de pathologie des masses dont il s'agit désormais.

Au cours des dernières années de l'intervention américaine au Vietnam, une certaine perfection du *diagnostic* fut réalisée grâce à la conjonction des différents moyens et méthodes de combat. A côté du renseignement classique, les senseurs et détecteurs de la guerre électronique, couplés au vol des avions et au survol des satellites, permettaient enfin de faire tourner vingt-quatre heures sur vingt-quatre, les ordinateurs stratégiques, et donc de donner une bonne image du *champ social combattant*, non plus seulement aux états-majors de campagne, mais d'abord et surtout au Pentagone et au président des États-Unis qui décidait lui-même chaque jour des objectifs à atteindre. On voit ici comment le mouvement de globalisation du renseignement accélère celui de la centralisation de la décision; c'est, nous l'avons vu, ce qui s'était déjà passé en Allemagne au cours de la Seconde Guerre mondiale. Mais, le plus inquiétant, c'est que ces méthodes de contrôle social total sont actuellement rapatriées; j'en veux pour preuve la fameuse ligne McNamara qui permettait, par un système électronique, d'interdire l'infiltration vietcong, et que l'on réinstalle, au cours de l'été 1973, au sud des États-Unis, à la frontière du Mexique, afin cette fois d'interrompre la migration clandestine

des travailleurs. En France également, depuis les incendies de certaines usines et dépôts de carburant, on met en place les mêmes procédés électroniques de détection que ceux des forces américaines en Extrême-Orient, mais cette fois autour des zones industrielles. Les caméras-espions ne surveillent plus seulement l'ennemi déclaré, mais aussi le mauvais spectateur du stade, le mauvais conducteur, etc.

On le voit, les impératifs militaires de l'ubiquité et de l'anticipation deviennent insensiblement ceux des forces publiques, un amalgame se réalise, les dangers de la vie quotidienne sont constamment comparés à ceux de la guerre, au point que certains sondages, comme celui du colloque organisé sur les « menaces », à l'automne 1973, montrent déjà une majorité de Français qui considère les risques de la pollution, des accidents de la route, de la chimie alimentaire, ou de la délinquance, comme infiniment plus redoutables pour l'avenir de la société que ceux créés par la prolifération des armements (nucléaires et autres) ou le développement de la puissance politique des forces armées un peu partout dans le monde. Mais, à côté des sondages, il y a heureusement les faits, par exemple la première grève en France contre l'installation d'un système de contrôle par télévision en circuit fermé, dans l'entreprise « Quo Vadis », à la fin de l'été 1974. Le refus des travailleurs concernait le couplage de la surveillance directe des contremaîtres et de celle, indirecte, exercée à distance par les responsables de l'usine. « Choisissez l'un ou l'autre type de surveillance, déclarèrent-ils alors, quant à nous, nous voulons bien un cadre pour nous contrôler ou une caméra pour nous surveiller, mais pas les deux! »

A quand la grève contre le développement du

contrôle social, contre l'amalgame entre les procédés techniques du renseignement et la mobilisation des indicateurs de toute espèce ? A quand la grève générale contre la délation de masse ?

En 1967, le maire de Philadelphie déclarait : « Les frontières de l'État passent désormais à l'intérieur des villes. » Il signalait ainsi que la question de la sécurité se posait non plus essentiellement aux limites extrêmes de la nation, mais à l'intérieur des concentrations urbaines. C'était l'une des conséquences (inaperçues), sur la politique intérieure, du statu quo intervenu en politique extérieure. Aujourd'hui, on peut lire sur les murs des cités américaines certaines affiches qui appellent à la vigilance civique en décrétant : « Les limites de la justice passent dans la rue. » Les choses se sont donc précisées depuis l'époque troublée des étés chauds des années 60. Incidemment, par le biais de l'action civique, on suggère à la masse menacée par la violence de participer activement à l'ordre public; là encore, ce qui se passe aux États-Unis trouve un écho en France. Le colloque qui s'est tenu l'automne 1974 à Rennes, et qui réunissait autour de Francis Jeanson de nombreux animateurs culturels, a permis de débattre d'un dépassement, souhaitable selon l'avis des participants, de l'action culturelle. Comme l'écrivait Marcel Riou dans son compte rendu (*Le Monde* du 19 septembre 1974) : « L'action culturelle doit en quelque sorte rejoindre l'action civique en tendant à faire de chacun un citoyen à part entière, capable de participer à toutes les dimensions de la collectivité. »

L'illusion de l'autogestion au sein du système politique actuel risque de nous coûter cher. Sans révolu-

tion, sociale et politique, la participation active des masses à toutes les formes de contrôle n'est pas seulement un leurre, elle nous prépare au pire. Avec le débordement des institutions policières et militaires hors de leurs missions traditionnelles, c'est à l'enrôlement des masses dans leur autopunition que nous assisterons si nous n'y prenons garde.

Revenons une dernière fois aux sondages. A l'automne 1974, au moment des prises d'otages de La Haye, spectaculairement mises en scène par les médias, *Le Figaro*, par le truchement de la S.O.F.R.E.S., posait, après une première et classique question sur la nécessité de céder ou de ne pas céder au chantage, cette autre question : « On a dit que si l'un des otages avait été tué par le commando, la police française aurait abattu le prisonnier japonais qu'elle détenait. Vous-même, auriez-vous approuvé ou non une telle mesure ? » Jamais encore, dans notre pays, on n'avait été si loin publiquement dans le sens d'un retour à la loi du talion. Jamais encore cette fameuse *libération de l'instinct de conservation* n'avait semblé si proche.

En fait, on administre la peur aujourd'hui comme on administrait l'espoir au lendemain de la guerre. On installe d'ailleurs les divers équipements qui permettront une plus grande efficacité de la suggestion, non plus seulement la sirène municipale qui mugit le premier mercredi du mois, alors qu'il n'existe aucun abri pour les populations civiles, mais, maintenant, le signal radio à domicile.

Peu avant l'affaire du Watergate, le président Nixon avait proposé la mise en place d'un nouveau procédé permettant d'allumer, à partir du siège de l'Exécutif, tous les postes de télévision des citoyens américains, cela afin de pouvoir éventuellement *les alerter direc-*

tement... Le projet fut rejeté, mais, depuis quelques mois, on peut pourtant acheter en France un transistor I.T.T. (R.T.L.-Matic) qui non seulement donne des informations quand nous l'allumons à l'heure prescrite, mais, comme le précise la publicité, « vous alerte dès qu'un événement important survient, il suffit pour cela de le mettre en *état de veille* sur R.T.L. et, en quelques secondes, il vous l'annonce avant de redevenir silencieux ».

Il suffit aussi de se souvenir de ce que ces procédés ont permis de réaliser au cours des années 40 pour redouter la suite...

Véhiculaire

Où sommes-nous lorsque nous voyageons? Quel est ce « pays de la vitesse » qui ne se confond jamais exactement avec le milieu traversé? La question du mouvement renouvelle pour nous celle du logement. Lorsque nous déclarons au chauffeur de taxi : « Allez, *en vitesse!* », que connaissons-nous de la vitesse du taxi? En vitesse, c'est un peu comme *en Chine*, un autre quartier, un autre continent que nous feignons de reconnaître.

Le véhicule qui stationne le long du trottoir n'est qu'un canapé à quatre ou cinq places... lorsqu'il démarre et circule à toute allure dans les rues de la ville, le meuble disparaît et ses ouvertures s'animent, où sommes-nous alors? L'automobile est en fait un projecteur, un projecteur que nous commandons avec le levier du changement de vitesses. Mais que signifie ce changement, puisque nous méconnaissions la signification, le sens de la vitesse? Nous passons d'un état de mouvement à un autre, sans nous soucier de ce qu'ils signifient, nous sommes emportés, véhiculés vers un but, un lieu, futur objectif de notre trajet, mais l'ici et maintenant de la rapidité et de son accélération nous échappent, bien qu'ils lèsent

gravement l'image du milieu parcouru : entre vingt et deux cents kilomètres à l'heure, le *bougé*, le défilement de l'image sont radicalement différents. Mais ce terme d'« image », introduit ici, prête lui-même à commentaires. Lorsque nous marchons dans un champ, nous parlons du *champ*, mais lorsque nous traversons la Beauce en voiture, les champs animés deviennent *cinétique*, et nul ne s'aviserait de confondre ces « séquences » avec leur réalité géographique. Un peu comme l'accélééré ou le ralenti cinématographiques donnent à voir une réalité seconde, celle d'un autre temps, les hautes vitesses de déplacement des véhicules modernes nous mènent d'une réalité à une autre tout autant que d'une ville à l'autre; en ce sens, l'automobile est un *autocommutateur*, le moteur de la voiture et celui du projecteur ont un effet semblable : ils sont tous deux moyens de transmission.

Bien que le piéton soit lui-même véhicule, *véhicule métabolique* animé d'une allure propre, il y a identité et identification du corps et de sa vitesse; être vivant, être VIF, c'est être vitesse. Je connais ma vitesse comme je connais le corps qui la produit. Mon corps animal est aussi changement de vitesse, ma vie, ma biographie, est tout entière *vitesse*. Je vis dans un temps biologique et physiologique qui n'est pas celui de la pousse d'un végétal, j'ai une durée de vie limitée, je perçois certains phénomènes comme je possède la faculté de me mouvoir, tout cela forme corps et délimitation de ma vie.

Historiquement, le premier changement dans l'ordre des vitesses se situe lors de l'utilisation des

deux grands archétypes véhiculaires : le cheval et le navire. Avec eux, il y a un écart qualitatif exceptionnel; l'accouplement des corps animaux (cheval, dromadaire, éléphant, autruche, etc.) produit la toute première médiation véhiculaire de l'espèce. Quand nous observons aujourd'hui le cavalier sur sa monture, l'art de l'équitation nous masque l'extravagant mariage de deux métabolismes. On s'étonne de voir des dieux chevaucher des monstres marins, on s'émerveille des attelages volants, mais le centaure mériterait une meilleure étude. Dès cette époque, une « aristocratie de la vitesse » s'est constituée sans laquelle aucune tyrannie, aucune féodalité n'existeraient. Le cheval fut *étalon* monétaire, monnaie *véhiculaire* au même titre que le sel, et la métallurgie, de l'or, de l'argent, du cuivre, intervint tardivement. Quant à l'esquif qui emporte sur les mers, la plaine liquide qu'il franchit avec célérité lui donne un pouvoir original : dans le non-lieu marin, la nef acquiert un pouvoir vectoriel qui, lui aussi, est inséparable de l'histoire politique de l'Occident.

Pour ces deux archétypes, nous avons trop longtemps jugé et préjugé de leurs effets comme purs *transporteurs*, mais leur contenu informatif est demeuré largement méconnu, même si la nouvelle, le message, cette marchandise de luxe, nous a amenés à considérer finalement la vitesse comme une information, nous n'avons guère poussé l'analyse du type de correspondance que constituaient dès l'origine le *chevaucheur* et le *navigateur*, la consigne et le message transmis ont occulté trop longtemps la vitesse de transmission.

Mais il y a également un phénomène de *proximité* qui doit être entr'aperçu ici. La vitesse de défilement des objets dans l'écran de la lucarne est fonction de leur degré de proximité : en s'éloignant du sol de référence, l'avion ralentit le défilement du paysage survolé, le monde redevient statique; en s'élevant dans le ciel à très haute vitesse, l'appareil atteint un plafond où tout se fige, ou presque, dans la distanciation de l'altitude.

Dans la glace de l'automobile, si les premiers plans fuient à toute allure, les arrière-plans glissent à peine. Dans la toute première littérature de la vitesse, présentée par Claude Pichois dans son essai *Vitesse et vision du monde*¹, les voyageurs sont sensibles à cette magie, et ils comparent souvent le train à une *lanterne magique*, comme si la dynamique était apparentée à la fantasmagorie, à la folie (comme l'eau jadis), et la statique à la raison.

Un bouleversement dans l'ordre de la perception débute, il est vrai, avec l'apparition de la vapeur, Hugo le signale dans *En voyage*, lorsqu'il écrit : « La rapidité est inouïe, les fleurs du chemin ne sont plus des fleurs, ce sont des taches, ou plutôt des raies rouges et blanches, *plus de points, tout devient raies.* » Ce surgissement spectaculaire de la linéarité, de la rectitude, par l'accélération des véhicules, est en fait une confirmation de celle des voies de grande communication, voies romaines, voies royales, voies ferroviaires et nationales, et, bientôt, voies rapides autoroutières. L'apparition de la rayure dans le

1. Ed. La Baconnière.

premier plan du défilement n'est que le reflet dans la glace de la rectitude ou, plutôt, de la rectification que le chemin de fer apporte aux paysages; un peu comme la traînée de condensation de l'appareil volant signale la voie aérienne qui n'est en fait que le *Projet du jet*, la route ou les rails sont aussi des projets, l'infrastructure routière ou ferroviaire est *Véhicule*, véhicule « statique » indispensable aux voyages du véhicule « dynamique » qui l'emprunte, puisqu'il lui permet de « franchir » les aspérités plus ou moins accentuées du relief, les obstacles les plus divers. Comme le *Pont* est une *Route* qui franchit le fleuve, la *Route* est un pont qui traverse la forêt; *toutes les routes sont des ponts, des points qui sont devenus des raies*, des droites qui n'en finissent pas d'aboutir.

La toute première fonction de la *Vitesse*, c'est donc de vérifier le sens, la signification de la droite, mais aussi, et c'est moins clair, du *Droit* et de la justice.

Un peu comme chez cet architecte pour qui la droite et son « angle » étaient signes absolus de civilisation et la géomorphologie, chaos originel, la popularisation, c'est-à-dire l'apparente démocratisation des hautes vitesses, semble avoir mis au pinacle la raideur au détriment des sinuosités, la figure maléfique du serpent ondulatoire, de la courbe qui ralentit la vitesse du voyage, qui le rend plus dangereux aussi par la déportation centrifuge, tout cela restitue un climat mythique, mythologique, où les dragons, le serpent de mer et les entrelacs du labyrinthe originel réapparaissent pour donner figure au monde traversé.

L'animation apparente (et illusoire) de l'image dans l'écran du pare-brise accorde à l'ensemble

de la nature ce que l'on percevait jadis dans l'animalité fabuleuse. La géographie variable du pays de la vitesse surgit dans l'histoire au siècle dernier pour renouveler le bestiaire des temps obscurs. L'ordre rural, la sérénité des champs, bouleversés par la révolution industrielle, par la mine, la fabrique, le seront bien davantage encore par celle des transports, c'est-à-dire par l'accroissement exponentiel de la vitesse des moyens de communication de masse ; le téléphone, la radio et la télévision s'esquissent déjà dans la lucarne du wagon ou la lunette arrière de la voiture. Ce qui fuira vers le fond de l'horizon, ce sera la réalité première, l'objet et l'espace de l'expérience, au profit de celui de l'exercice du déplacement rapide, le tact des choses et des matières muées en autant de signes et de consignes ; comme le prévoyait Kafka, l'entraînement des hautes vitesses disqualifie l'identité au profit de la conformité : le cinéma, la cinématique, ce sera mettre finalement un uniforme à l'œil.

L'unidirectionnalité et l'uniformité se confondent avec la conquête du nouveau et dernier continent, celui de la vitesse. Comme le précise B. Gastineau dans *La Vie en chemin de fer* : « Avant la création du chemin de fer, la nature ne palpait plus... les cieux mêmes paraissaient immuables, le chemin de fer a tout animé, tout mobilisé, le ciel est devenu un infini agissant. » Tout le mouvement de la physique moderne est esquissé ici pour aboutir en 1916 à la théorie de la relativité généralisée, mais c'est aussi le passage, avec armes et bagages, à un univers de force pure que le nucléaire déchaînera ; après le mouvement violent de l'évolution darwinienne des espèces, la désintégration du milieu...

Si la lucarne du train est bien une lanterne magique,

elle fait apparaître les ombres de la science. La voiture est aussi une chambre noire où les éléments de notre habitat quotidien deviennent particules en mouvement, paraboles. Si la *Pédagogie* fut, à l'origine, mise en rapport du sens et du déplacement pédestre dans les jardins d'*Akados*, si le rapprochement lent permet l'enchaînement du sens des éléments du monde traversé, les hautes vitesses télescopent les significations au point de les dissoudre comme la lumière le fait des couleurs. Mais cet éblouissement de la vitesse est aussi aveuglement passé, cécité du passager. *Le voyage devient stratégie du déplacement, pur projet*, glissement du tact et de la tactique de l'expérience à l'exercice stratégique; si courte soit-elle, la circulation d'un objectif à un autre, d'une ville à l'autre, devient le pur malaise de l'attente de l'arrivée, la traversée du monde devient maux de cœur. Cette insatisfaction est semblable à une désorientation où le vertige (le stress) signale les premiers effets d'une dépersonnalisation dont la prothèse véhiculaire est responsable.

La circulation devient nauséuse (mal de mer, de l'air, de la route), comme si le télescopage des significations prenait valeur gastrique, comme si l'absorption visuelle ou buccale produisait un même phénomène d'intoxication alimentaire. La disparition dans l'éblouissement de la vitesse des particularités du monde s'accompagne sensiblement des mêmes symptômes : bourdonnement d'oreille, trouble de la vision, perturbation des images et de la couleur. A haute dose, c'est-à-dire à haute vitesse, la voiture s'identifie aux prémices de l'évanouissement, la géographie variable ne s'absorbe pas sans précautions...

La glaciation de l'exercice rapide a dissous l'expérience du champ traversé, les faits sont défaits, comme au désert nous n'avons plus de repères qu'en nous-mêmes, la relativité nous égare, le continent de la vitesse serait donc le surgissement brutal d'un non-lieu dans l'histoire, la production véhiculaire aurait abouti finalement au dernier *désenclavement*, et l'industrie (la révolution industrielle) ne se signifierait plus que comme *fabrique de vitesse*. Mais cet ultime désenclavement se révélerait aussi décollage, décollement du sol de l'expérience (décollement rétinien aussi), rupture de proximité et engagement définitif dans la médiation véhiculaire d'une société qui s'apprête à prendre les moyens (de transmission, de communication) pour la fin.

Si l'on fait un moment retour sur la révolution industrielle, on constate qu'elle mène logiquement à cette extrémité, elle débute par la mise en œuvre du perfectionnement des grands archétypes véhiculaires : le cheval-vapeur et le bateau à vapeur qui transforment le monde en un « tapis de trajectoires », depuis les voies ferrées jusqu'au creusement des grands isthmes et canaux maritimes internationaux au cours du XIX^e siècle.

Le capital va d'aval en amont, du secteur commercial à l'industrie, ou encore des industries de consommation aux *industries de base*, métallurgie, chimie, pour finir aux sources d'énergie, *les énergies de base*, houille et pétrole, puis, avec le nucléaire, l'apparition de la force pure : l'énergie est aussi l'arme absolue, le moyen est devenu la fin.

Dès 1863, B. Gastineau déclare : « *La distance n'est plus qu'un être de raison, l'espace qu'une entité*

métaphysique dépourvue de toute réalité. » La machine à vapeur est une machine de guerre, elle détruit ou, plutôt, déconstruit le continuum social; le mouvement n'est plus seulement l'âme de la guerre, il devient celle du progrès technique assimilé au mythe de l'omniprésence. Heine écrivait déjà en 1843 : « *Par les chemins de fer l'espace est anéanti, et il ne nous reste plus que le Temps. Si nous avons seulement assez d'argent pour tuer aussi ce dernier d'une façon convenable! Que sera-ce quand les lignes vers la Belgique et l'Allemagne seront exécutées et reliées aux chemins de fer de ces contrées! Je crois voir les montagnes et les forêts de tous les pays marcher sur Paris. Je sens déjà l'odeur des tilleuls allemands; devant ma porte se brisent les vagues de la mer du Nord.* » Quand le raccordement des tronçons sera effectué, ce sera l'invasion de 1870 où la concentration ferroviaire des troupes jouera un rôle considérable! Comme le déclarait, dans un mémoire daté de 1861, le général nordiste McClellan : « *Les chemins de fer ont introduit un nouvel et important élément dans la guerre par la facilité qu'ils offrent de concentrer promptement, sur un point donné, des masses retirées d'autres secteurs, et en créant de nouveaux points stratégiques et de nouvelles lignes d'opération.* » C'est dire autrement ce que prédisait Renan à Ferdinand de Lesseps : « *Avec votre canal, vous venez de créer un nombre incalculable de conflits meurtriers.* »

En développant, avec l'industrie des transports, la fabrique de vitesse, et en améliorant sans cesse la *conductibilité* des lieux et des milieux traversés, on accélère aussi leur dissolution, leur dissipation. Le développement ferroviaire et maritime de la vapeur et du « vapeur cuirassé » ne sera pas qu'un

chapitre parmi d'autres du développement industriel, il sera son essence, inséparable de l'apparition des grands empires coloniaux. Le culte de l'énergie de base et le relativisme territorial seront l'axe du système (jusqu'aux problèmes contemporains des ressources du tiers monde), la voie ferrée sera à l'origine d'un nouveau cadastre. Tout le monde se souvient des combats épiques menés autour de la pénétration ferroviaire dans l'Ouest américain, le *cheval de fer* était bien un *cheval de guerre*, la prose transcontinentale, chère à Cendrars, est un chant guerrier, une musique militaire :

« *Gare centrale, débarcadère des volontés, carrefour des inquiétudes...* dans toutes les gares je voyais partir tous les derniers trains, personne ne pouvait plus partir car on ne délivrait plus de billets et les soldats qui s'en allaient auraient bien voulu rester... Tous les visages entrevus dans les gares, toutes les horloges, l'heure de Paris, l'heure de Berlin, l'heure de Saint-Pétersbourg et l'heure de toutes les gares... Tous les matins on met les montres à l'heure, le train avance et le soleil retarde...

La voie ferrée est une nouvelle géométrie.

Syracuse, Archimède et les soldats qui l'éborgèrent et les galères et les vaisseaux et les engins prodigieux qu'il inventa et toutes les tueries...

J'ai vu,

J'ai vu les trains silencieux, les trains noirs qui revenaient de l'Extrême-Orient et qui passaient en fantômes,

et mon œil comme le fanal arrière, court encore derrière ces trains.

A Talga, cent mille blessés agonisaient faute de soins.

J'ai visité les hôpitaux de Krasnoïarsk et à Khilok

nous avons croisé un long convoi de soldats fous... »

(La prose du Transsibérien dédiée aux musiciens.)

Pollution, démographie, pénurie de matières premières, le plus inquiétant, c'est sans nul doute l'acquisition constante des hautes vitesses; l'accélération, c'est littéralement *La fin du monde*. Ce moment inimaginé mais nullement inimaginable, où il ne faudra plus quelques heures pour aller à New York ou à Rio, mais dix minutes en seconde classe...

Inquiétants aussi les interdits qui frapperont alors les parcours, l'ordre de la circulation concernera chacun, un peu comme dans ces couvents où il était exclu de courir, un peu comme dans ces camps où il est impensable de se mouvoir trop lentement au gré des gardiens. La fin du monde arrivera sans conteste par la génération des véhicules techniques qui, en abolissant l'espace de l'espace, nécessiteront l'administration rigoureuse des temps de déplacement, au ministère de l'Aménagement du territoire succédera alors celui de l'Aménagement de la durée.

Les méfaits de la *ségrégation spatiale* nous sont désormais familiers, d'autant qu'un siècle de luttes contre l'asservissement de la distance nous ont préparés à cette opposition, mais imagine-t-on l'insatisfaction, l'impatience qui seront les nôtres lorsque les bords du Pacifique seront à moindre distance de Paris que ceux de la Seine pour l'habitant de Montmartre ou de Montparnasse? Lorsque le moyen (de transport) sera devenu la fin de l'espace possible, que nous restera-t-il?

Le jour où l'appareil supersonique nous permettra comme l'appareil photographique de prendre n'im-

porte quel *instantané* du monde, nous deviendrons cette pellicule impressionnable qu'un rien peut « voiler », un film, où les surimpressions rendront l'image incompréhensible. *Quelle attente sera la nôtre lorsque nous n'aurons plus besoin d'attendre pour arriver?* Notre rapide voyage actuel n'est plus guère qu'attente d'une arrivée, que sera-ce lorsque même cette courte patience aura disparu? Le milieu proche, à distance pedestre, nous semblera lointain, nous reporterons sur notre environnement immédiat l'impatience de l'attente; notre corps, véhicule métabolique, nous semblera de plomb, comme le scaphandrier nous aurons la sensation d'un ralenti inacceptable, notre corps sera devenu insupportable, comme la pression au fond des mers, le paysage immédiat semblera aussi lointain et inaccessible à nos propres forces que la cathédrale de Chartres pour le pèlerin. Lorsque la place au bout de la rue, à dix minutes de marche, nous semblera aussi éloignée que Pékin, que restera-t-il du monde? Que restera-t-il de nous?

La rotondité de la terre nous ramènera à nous-mêmes pour nous retrouver ou pour nous perdre, définitivement. Déjà des voyageurs expérimentent la « boucle vide » et prennent un billet d'avion pour Roissy-en-France... à Roissy-en-France, déjà, Sarah Krasnoff, avant de mourir à l'aéroport d'Amsterdam, n'avait pas craint d'affronter les fuseaux horaires en accomplissant un vol ininterrompu de cinq mois, pratiquement sans sortir des appareils de la K.L.M., avec quelques rapides escales d'un continent à l'autre... Cette fuite en apesanteur, qui l'avait amenée à franchir cent soixante fois de suite l'Atlantique, marquait un seuil : celui d'un échappement dans le vagabondage de l'accélération, celui d'une évasion

dans le non-territoire de la célérité et non plus dans un simple éloignement.

A l'école buissonnière du fugueur qui prenait la tangente en s'échappant au loin, succède ici l'échappée dans le non-lieu de la vitesse. Le citoyen du monde devient citoyen d'utopie, il n'habite plus que le moyen du transfert et le lieu du transit; comme l'aile de l'appareil dans la lucarne du vol supersonique, la piste est l'horizon de l'escale pour le passager, l'aéroport devient la ville nouvelle, *la cité de transit* devient la dernière cité avec ses dix millions de « passagers-an ». Son envergure couvre le même nombre d'hectares que la plus vaste des capitales (l'aéroport de Dallas a la même superficie que l'agglomération parisienne).

La cité antique était le lieu de transit des migrations humaines et animales. Construite au carrefour des pistes, elle accueillait les caravanes, la montée des paysans, la venue des marchands et des messagers, comme le village à la croisée des chemins, elle se construisait sur les flux métaboliques de l'animalité domestiquée; elle organisait ses places et ses quartiers sur la basse-vitesse des corps animaux, le piéton et le cavalier dressaient cadastre et édifiaient l'étagement urbain : la rampe ou l'escalier, ville ou port, trottoir ou quai d'appontement réalisaient l'infrastructure de la lenteur.

Les immenses pistes bétonnées de l'*airport* encaissent au freinage, lors de l'appontement aérien, les tonnes du jet. Les habitants du lieu de transit sont « passagers », ils occupent subrepticement l'espace de la cité de l'air, locataires ils sont là pour quelques heures et non plus pour quelques années, leur présence fugace est à la mesure de leur irréalité et de celle de la vitesse de leur voyage. Les usagers des villes-

transit sont des spectres qui composent un ensemble exotique et sans avenir; comme l' « art d'aéroport », ils signalent une disqualification. Cité où le passager prend appui un court instant avant de rebondir ailleurs, lieu d'appel qui renouvelle la station ferroviaire, l'aérogare est le seuil d'une acrobatie dont nous percevons mal les effets.

La « boucle vide » du voyageur qui s'envole pour s'envoler répète, dans une autre dimension, l'engourdissement qui fut celui des premiers véhicules, du chemin de fer et de l'automobile. C'est moins le voyage qui décide ici à partir que l'ivresse de la vitesse assimilée au bonheur; l'embarquement est un « aller-simple », un s'en aller « *en vitesse* » et non plus *en Amérique ou en Europe*, pas plus que pour les vagabonds de Jack Kerouac, la côte-Ouest ou la côte-Est des États-Unis ne sont le projet de ceux qui *drop-out*, la vitesse seule est milieu véritable : « En route! et il se coucha sur le volant... il était de nouveau dans son élément, c'était visible... on savait tous qu'on laissait derrière nous le désordre et l'absurdité et qu'on remplissait notre noble et unique fonction dans l'espace et dans le temps, j'entends le mouvement. »

Le véhicule métabolique se prend pour un véhicule technique, d'Asie en Europe le monde peut changer, le passager de la « boucle vide » s'en moque : comme l'automobiliste autistique, c'est l'accélération qui devient son destin, sa destination. L'arrêt momentané sur le bas-côté de la route ou dans les stations-service n'est plus nécessité que par les besoins élémentaires que l'on satisfait rapidement dans les toilettes du motel ou l'hôtel de l'aérogare. Le sol, le territoire touchés sont identifiés à une ou deux fonctions primaires; un peu comme on mettait en « pièces »,

hier, l'appartement bourgeois (salle à manger, salon, fumoir, etc.), les plus vastes territoires sont réduits à une instrumentation précaire : on dormira à Honolulu en attendant l'avion pour Londres, on fera du shopping à New York avant de repartir pour Frisco... Jusqu'au nom des villes que l'on se propose officiellement de modifier : Chicago et Pittsburgh amalgamés en *Chipitts*. Sans doute, pour les passagers qui iront de Chicago à Pittsburgh dans le sens inverse, *Pittchica* serait préférable; pour Boston-Washington, non plus uniquement, comme convenu, *Boswash*, mais également *Washinbost*...

Le sens de la lecture, le mouvement de l'écriture, sont ici tout aussi contestables que la direction du voyage, et l'automobilisation apparaît dès lors comme un autisme que répandrait collectivement l'abusives génération des véhicules rapides. Mais cet effet, ses conséquences, ne seront pleinement vérifiés que lorsque nous aurons atteint, avec la popularisation des hautes vitesses, à l'effet de masse du phénomène; lorsque les pratiques de la *jet-society* seront devenues celles de tous, la « boucle vide » répétera autour de la rotondité du globe les conséquences de l'échappement hebdomadaire, voire journalier, le week-end et la résidence secondaire, la cité-dortoir et le trajet quotidien vers le lieu de travail deviendront dissémination de l'espace des fonctions dans l'étendue mondiale (il suffit d'apprécier ici le sens de ce que l'on nomme « redéploiement industriel »), dissipation du vécu en séquences mineures, antithèse du temps *immobile* des campagnes. L'insatisfaction des citadins envers leur cadre de vie en sera considérablement accrue, à la désintégration des relations de proximité immédiate succédera probablement un surcroît

d'agressivité, dans la mesure même où existe un lien de causalité entre l'hypervitesse et l'hyperviolence. Il suffit pour cela de considérer le type de relations qui existe entre automobilistes et piétons et le changement à vue qui s'opère dès que les rôles sont inversés. La dynamique de la vitesse vérifiera tout ce qui était contenu dans la statique infrastructurale : la violence de la droite, l'idéologie qui nous fait considérer la distance comme une « tyrannie », l'illusion qui permet de croire que l'hypercommunicabilité est signe de progrès, symbole de civilisation!

La séparation entre les individus, perçue jusqu'alors comme un geste de mauvaise humeur, une rupture des relations, deviendra peut-être un signe d'amour... à la signification positive de l'attraction et de la réciproque attirance, succédera peut-être celle de la répulsion, à moins qu'à l'inverse, la lenteur extrême du tact et du contact entre les corps, entre les lieux du corps, ne nous devienne proprement insupportable. Avec l'accoutumance à l'hypnose des hautes vitesses, avec l'omniprésence habituelle aux divers lieux du corps territorial, la simple proximité d'un attouchement perdra-t-elle son intérêt, sa valeur? L'indifférence aux paysages traversés, aux cultures exotiques, nous incitera-t-elle à la passivité, à l'indifférence aux matières, aux organes et aux lieux du corps animal?

J'ai toujours songé que l'invention du premier véhicule, la monte du corps animal (mulet, dromadaire, éléphant, cheval, autruche, etc.), n'était pas sans rapport avec l'accouplement humain; le plaisir du véhicule métabolique domestiqué n'a-t-il pas eu de répercussion sur les relations sexuelles? Ou plutôt, ces dernières n'ont-elles pas préfacé la plus noble conquête de l'homme? La première génération de

véhicules rapides se développe dans l'élevage et les liens mystérieux et étroits qu'il entretient avec le développement de la démographie humaine. L'histoire de la cavalerie n'est pas sans effet sur celle des sociétés, les grandes migrations, les invasions, les raptés sont liés, tout comme l'exploitation des sols, à l'histoire des archétypes véhiculaires, la conquête et le peuplement des grands corps territoriaux sont rarement distincts de ceux des petits corps animaux! Le désir, le plaisir et l'ivresse de la traversée des continents sont conjoints à ceux de la pénétration, le mouvement qui accélère depuis près de deux siècles les relations géographiques ne sera donc pas sans effet sur les relations physiques.

Nous avons déjà vu disparaître les chevaux du milieu urbain, nous voyons l'exclusion frappant toute animalité dans les métropoles, les interdits sanitaires qui concernent au premier chef les bêtes domestiques aboutissent parfois au génocide, sous prétexte de contagion. Nous avons vu aussi réapparaître l'animal spectaculaire de pur jeu de cirque ou de plaisir équestre, ne faut-il pas s'attendre à quelque chose de comparable dans la relation de corps des partenaires sexuels? La vitesse de la rencontre peut nous amener à confondre le contact et l'impact. L'absence de préliminaires dans l'acte du passage, dans la pénétration et la brutalité du débarquement (à New York, à Hong Kong), peut ne pas être sans conséquence sur le rendez-vous des couples. La disparition progressive de la « politesse », elle-même simulation d'accueil, substitut de l'hospitalité primitive, se poursuivant actuellement dans le contact viril, la « franchise », s'achèvera peut-être dans l'échange coutumier de mauvais traitements.

« Nous, on est comme des autos. On boit comme des autos, on va vite comme des autos, on n'a plus le temps de dire bonjour, au revoir. On est comme le lapin d'Alice : vite, vite, vite... on est toujours en retard même quand on est en avance... » (Valérie, 9 ans.)

Il faut maintenant tenter l'analyse de la répression que subit l'animalité humaine, l'usage du corps dans la ville; contrairement à l'acception courante, la cité n'est pas le lieu d'activités physiques débordantes, mais celui d'activités nerveuses. A l'inverse, on assiste, dans l'espace urbain, au ralentissement progressif des activités du corps, remplacées par celles de prothèses techniques, ascenseurs, trottoirs roulants, escalators, automobiles... D'autre part, la raréfaction des interstices au sein du tissu urbain comme à l'intérieur des bâtiments ne fait que s'accroître : réduction de la surface des trottoirs, de celle des logements, de leur hauteur sous plafond... Sans parler ici des interdits de plus en plus nombreux qui frappent le citadin et viennent *polluer* légalement ce qui subsiste encore de sa liberté de mouvement. Tous ces facteurs concourent à limiter, voire à supprimer, l'exercice physique : assis, debout, couché, l'homme des villes est rarement *en déplacement*, pour ce qui constitue pourtant son premier moyen de transport : ses membres inférieurs. La dimension et l'étendue des conduits purement corporels se réduisant sans cesse, l'individu est linéarisé par la rectitude de la géométrie urbaine (l'orthodoxie orthogonale de son logement, de son immeuble), ponctualisé ensuite dans les postures que nous venons de citer, en précisant toutefois que la position *couchée* est pratiquement réservée au sommeil et que la position *debout* devient elle-même

relativement rare. Cette sclérose des comportements, ces déplacements qui se figent en simples gestes des membres supérieurs signalent la dé-animalisation de l'usager.

Progressivement, l'humanité urbanisée devient une humanité assise. Les « sports » prétendent pallier cette situation atrophique en instituant quelques exercices corporels réglementés, dans des lieux et sur des terrains prévus à cet effet. C'est méconnaître volontairement la permanence de la culture du corps et l'influence des attitudes posturales quotidiennes sur le psychisme. Avant d'habiter le quartier, le logement, l'individu habite son propre corps, il établit avec lui des rapports de masse, de poids, d'encombrement, d'envergure, etc., c'est la mobilité et la motilité du corps qui permettent l'enrichissement des perceptions indispensable à la structuration du moi. Ralentir, voire abolir, cette dynamique véhiculaire, fixer au maximum les attitudes et les comportements, c'est perturber gravement la personne et léser ses facultés d'intervention dans le réel.

La perte des sensations cinétiques ou tactiles, celles de l'olfaction, qu'une pratique véhiculaire directe apporte, ne peut être compensée par une perception médiatisée, par la visualisation indirecte du défilement des images dans le pare-brise de l'automobile, sur l'écran cinématographique, ou encore sur le petit écran du poste de télévision. Cette compensation illusoire est cependant devenue une industrie « de pointe », l'électronique. Le voyageur est désormais poursuivi par le message, depuis la radio de bord jusqu'au téléphone pour piétons en passant par le casque *moto-audio* qui permet au motard de suivre les programmes radiophoniques en lui laissant une seule oreille pour écouter les « bruits exté-

rieurs » (comme pour un produit toxique, la notice indique : « Ne pas utiliser au-dessus de 90 km/heure »). L'industrie des télécommunications s'engage dans le grand procès de substitution de l'écoute et du tact par le contact radio.

Avec la télé-diction et la télé-vision, l'ordre de la circulation n'est plus seulement ordre du mouvement véhiculaire, mais aussi téléguidage et télédétection. Le passager, fugace habitant du non-lieu de la vitesse, est suivi à distance, l'antenne sur le toit ou sur le casque est désormais inséparable de l'instrumentation du chemin, à l'interdiction physique et visible des signaux et obstacles s'ajoute celle, impondérable, des consignes de circulation. Aux bruits des roues du train, à la prose du Transsibérien dédiée aux musiciens, succède la musique d'ambiance... « Nous avons mis le cap sur La Nouvelle-Orléans, nous avons laissé dans notre dos toutes nos querelles, il suffit d'allonger les miles et de descendre nos penchans naturels... et puis, écoutez voulez-vous ce vieil alto crever le plafond : il fit si fort gueuler la radio que la Buick en vibra. »

L'enfermement dans la dynamique, l'ivresse de la vitesse ne suffisent déjà plus aux vagabonds de Kerouac, il leur faut meubler le vide de la traversée continentale, la consommation de l'espace est aussi consommation de signes et de messages... le message de la vitesse de l'automobile et la vitesse du message radio se confondent. L'engourdissement du passager dans son bolide est semblable au sommeil de l'opiomane : il est ailleurs, mais on peut le contacter facilement, il croit être libre comme l'air, mais il est en réalité toujours à proximité du contrôleur. La saturation du milieu s'achève et l'encombrement de l'espace hertzien succède à celui de l'espace aérien.

A dix-sept ans d'intervalle, en un même lieu, l'auto-route de Berlin, deux situations illustrent le développement de l'hypercommunicabilité : la première est relatée par le ministre Albert Speer dans ses Mémoires. C'est la fin de la Seconde Guerre mondiale, les responsables du Reich se terrent dans leur bunker, la suprématie aérienne des Alliés rend dangereux tout déplacement routier.

« Je fus soulagé, écrit Speer, de me retrouver au volant de ma voiture dans l'air frais de la nuit... nous étions vite convenus, mon chauffeur et moi, de conduire à tour de rôle. Il était déjà une heure du matin, et si nous voulions parcourir les cinq cents kilomètres d'auto-route jusqu'au Q.G. du commandement en chef du front ouest avant l'apparition des chasseurs volant en rase-mottes, c'est-à-dire avant le jour, il fallait vraiment nous presser.

« *La radio réglée sur l'émetteur qui guidait nos chasseurs de nuit, la carte quadrillée sur nos genoux, nous suivions très exactement le développement des incursions aériennes ennemies : "Chasseur de nuit dans le carré X, plusieurs bombardiers dans le carré Y... chasseur de nuit dans le carré..."* Quand une formation se rapprochait de nous, nous roulions lentement sur le bord de la route avec les seuls feux de position. *Mais, dès que notre carré se libérait,* nous allumions les gros phares Zeiss, les deux anti-brouillard, et même les projecteurs de recherche pour filer à toute allure sur l'auto-route dans le hurlement de notre compresseur. »

Pour les passagers de la Mercedes qui fuient Berlin, les consignes ne sont plus uniquement celles de la circulation routière, mais simultanément celles de la

circulation aérienne nocturne; l'appareil ennemi qui pénètre à haute altitude la frontière du Reich à des centaines de kilomètres de là les alarme immédiatement. La vitesse de l'automobile devient fonction de la vitesse de pénétration du chasseur de nuit, et le poste de commandement de la *Luftwaffe*, par le truchement de la radio de bord, agit un peu comme un levier de vitesse : il embraie et débraie les véhicules aériens et terrestres. En fait, les deux passagers de la Mercedes ne sont plus exactement sur l'autoroute, ils occupent l'invisible contrée de l'espace du jeu de la guerre; un peu comme le voleur poursuivi qui intercepte sur son poste de radio la fréquence de la police, Speer et son chauffeur utilisent à leur profit le contrôle de l'immensité aérienne et la détection des adversaires.

Ce voyage, où l'ubiquité est pratiquement réalisée, signale les méfaits de la saturation véhiculaire (l'inflation des messages et la pollution de véhicules), tout savoir tout de suite ou presque ne permet plus de préjuger de ce qui est ou sera sans importance, tout devient source d'inquiétude; l'information instantanée, en anticipant les actions, peut effectivement protéger d'un risque, mais elle produit instantanément la crise. Nous le verrons dans un second exemple.

Nous sommes au mois d'août 1961, à l'époque de la guerre froide; c'est la crise de Berlin. Entre les Américains et les Russes, l'affrontement est à craindre depuis que ces derniers se proposent d'interdire l'accès terrestre de l'ancienne capitale allemande. Pour tester leur liberté d'action et la volonté des Soviétiques, le président Kennedy décide alors de faire pénétrer un convoi militaire sur l'autoroute de Berlin :

« A l'aube de ce dimanche, le colonel Grover S. Johns, au check-point américain Alpha de Helmstedt, donna l'ordre à ses mille cinq cents soldats de se mettre en route. L'unité roula vers la frontière de la zone soviétique. *Dans la baraque Alpha, un officier possédait un écouteur téléphonique relié à la fois au poste de radio de la voiture du colonel Johns et à la Maison-Blanche à Washington où le général Clifton, aide de camp du président Kennedy, était au bout du fil. En cette fin de semaine, le président des États-Unis n'était pas allé à Hyannis-Port, il était resté dans sa capitale à cause de ce convoi militaire pour Berlin... de toute la crise berlinoise, ce fut pour lui un moment de forte tension et de souci : c'était son premier ordre pouvant amener un heurt entre les troupes américaines et soviétiques. A Washington, le général Clifton annonça enfin au président : "Le détachement a franchi le poste frontière". Dans le sous-sol de la Maison-Blanche, Clifton restera constamment en liaison par téléphone et par radio avec le colonel Johns durant tout son trajet au travers de la zone soviétique, et toutes les vingt minutes, il présentera son rapport au président. Vers midi, la tête du convoi arriva au poste de contrôle de Dre Linden à Berlin-Ouest. Les Berlinois jubilèrent et le président respira plus librement. »*

La jeep du colonel Johns qui roule vers Berlin ne fuit plus le danger comme la Mercedes à compresseur d'Albert Speer, elle le recherche, elle teste pour le président des États-Unis, à des milliers de kilomètres de là, la volonté de Nikita Khrouchtchev. Le quadrillage de la carte, sur les genoux du ministre du Reich, est devenu, un peu plus de quinze ans après, l'échiquier du jeu de la « guerre froide », et ce convoi et ceux qui le suivront seront semblables aux pièces

que les deux adversaires-partenaires déplaceront; grâce à l'instantanéité de leur information, une voiture et quelques camions se révéleront plus redoutables que l'Invincible Armada. La connaissance immédiate et réciproque rendra le moindre incident, le moindre geste, dramatique pour l'avenir du monde.

Comme elle dissout par le véhicule technique l'espace du parcours, la vitesse de la consigne dissipe l'insignifiance. Tout est extrême désormais, la FIN du monde est sensible dans cette situation qui résulte à la fois de la supraconductibilité des milieux comme de l'hypercommunicabilité des moyens.

Déjà les saint-simoniens l'avaient prédit, la voie ferrée apporterait la paix au monde par les possibilités inouïes qu'elle offrirait de relier rapidement les points les plus extrêmes du globe, Kipling l'avait formulé plus généreusement encore en annonçant : « Les transports, c'est la civilisation! » Quant à Lénine, la révolution, c'était pour lui « le communisme plus l'électricité ». Ce bel optimisme s'est poursuivi avec la prose *Trans-Médiumique* de Marshall McLuhan. Ainsi s'est perpétuée, depuis le XIX^e siècle, l'idée que la séparation dans l'espace était un fléau, responsable des conflits, des haines, des incompréhensions... des inégalités sociales aussi. L'inconnu du distancement est redoutable, seule la proximité rendue enfin possible par les nouveaux systèmes véhiculaires abolira, avec l'espace et le temps, l'origine des heurts et des malheurs. Le jour où tout sera communicant et donc connaissable coïncidera avec la paix universelle... L'assouvissement tardif des vieux désirs de communion correspondrait à la défaite de la tyrannie de l'espacement, à la fin

de l'asservissement à l'étendue et à la distance.

Aujourd'hui encore, nous identifions le *Désenclavement* au progrès¹, nous combattons vigoureusement tous les isolationnismes comme autant d'insupportables régressions, comme des *Enfermements* malsains, mais nous n'imaginons même pas le sens et les significations du vieux mythe de la transparence-transpercement. Cette proximité générale, ce globe où tout serait « à portée », ce continuum où tout serait brutalement *télescopé*, et où la saturation dépendrait moins de l'encombrement des véhicules que de la vitesse des différents vecteurs, nous est totalement étranger... oui, *Étranger*.

L'inconnu, l'étranger, ce n'est déjà plus pour nous celui qui vient de loin, mais celui qui demeure à côté, tout à côté. Contrairement aux prédictions des vieux prophètes du socialisme utopique, le développement de la communication sociale n'est pas caractéristique de la crise de l'État, mais bien plutôt de l'*état de crise*. L'hypercommunicabilité des mass media, c'est aussi, avec l'immédiateté du pouvoir de l'information, l'instantanéité de l'information du pouvoir. La supraconductibilité des différents milieux (terrestre, atmosphérique, hydrosphérique, etc.), c'est aussi, avec le pouvoir de concentration, la concentration du pouvoir.

Cette convergence-congruence a déclenché depuis un siècle, par la dramatisation de la quotidienneté la plus banale, la permanence de l'état de crise, tout est devenu express et expressif (expressionniste aussi parfois), l'extrême concentration a offert à qui les voulait des possibilités inouïes de domi-

1. P. Chaunu, *La Durée, l'espace et l'homme à l'époque moderne* (éd. S.E.D.E.S.).

nation, au point que la célèbre phrase de Saint-Just : « Quand les peuples peuvent être opprimés, ils le sont », est devenue elle-même simple banalité. Cependant, ce qui est encore largement méconnu, c'est l'effet de la vitesse du véhicule sur le territoire, cette progressive disparition dans la vitesse du voyage, de la réalité des corps et des milieux, cette dissipation du lieu au profit du non-lieu du passage, au profit aussi de l'absence du passager.

Si l'on relit la littérature progressiste ou positiviste, le flux, c'est le socialisme, l'accélération, le communisme, et le « grand mouvement », le progrès... l'espace figure le lieu de la liberté, et la vitesse du transfert et du transport, la socialisation positive, au point que pour les conquérants du nouveau « nouveau monde », les termes de « socialisme » et de « vitesse » deviennent rigoureusement interchangeables (il faut relire ici les rapports sur les conflits qui opposèrent, pendant la Commune, les communards pour qui la machine locomotive était symbole d'union, les cheminots, et ceux qui voyaient en elle la propriété bourgeoise).

Le suicide de Santos-Dumont est aussi révélateur : séjournant en France lors de la Première Guerre mondiale, il assiste impuissant à l'un des premiers combats aériens ; littéralement, il n'en croit pas ses yeux et, désespéré, rentre au Brésil où il se donnera la mort. Le prophète de l'ascension n'a pu résister à la chute d'Icare, pour lui la transparence s'est soudain obscurcie, le gai pionnier du passage à l'air a brutalement perçu la défaite de l'espace à travers celle de l'aéroplane.

Le véritable projet du jet, c'est moins la concorde (...), le trait d'union entre les peuples, que la trajectoire du projectile : la politique est devenue balis-

tique, la géopolitique, géostratégie. A l'ancienne poliorcétique, l'état de siège des cités-États, a succédé la politique vectorielle de l'état de crise, la prospective a renouvelé la perspective, *tout est proche* désormais, y compris l'avenir; avec la généralisation de la prédiction et de la prévision, tout est anticipé, projeté.

La planification est moins un aplanissement qu'un aplatissage, qu'un télescopage, toutes les particules en mouvement se frappent et se brisent, consignes, messages, valeurs... mais aussi, corps contre corps. Le décompte des morts du week-end comme le *bang* supersonique signalent bien cette fébrilité immédiate, ce carambolage qui débute pour nous visuellement dans l'accident routier, se poursuit phoniquement dans l'emboutissement du « mur du son », pour s'achever peut-être un jour dans la désintégration d'une masse devenue critique; pour cela, il faut bien le comprendre, nous n'aurons nul besoin d'une « machine du Jugement dernier », d'une arme nucléaire absolue, la génération véhiculaire produit seule cette déconstruction. Cette défection du monde jadis inaugurée par les archétypes qu'étaient le cheval et la nef, avec la série des désenclavements, s'est accélérée à partir du XIX^e siècle, avec ce que l'on a appelé, comme s'il s'agissait d'un nouveau monde, la « conquête de la vitesse », alors qu'en fait de territoire il s'agit moins d'un *Continent* que d'une incontinence véhiculaire de l'Occident industriel.

« Si nous arrivons tous, sur toute l'étendue de nos réseaux, à respecter l'heure à la seconde, nous aurons doté l'humanité de l'instrument le plus efficace pour

la construction du monde nouveau » (Audibert, ingénieur polytechnicien chargé de l'organisation ferroviaire).

Ici débute l'administration rigoureuse du temps, sous prétexte d'exactitude et de sécurité : éviter les collisions ferroviaires sur un réseau à voie unique; on met en place les éléments généraux d'une régulation sociale qui bouleversera, après les voyageurs, les travailleurs et la société tout entière. Les excès de la vitesse et ses risques justifient et légitiment un vigoureux dressage qui, pour l'essentiel, passera inaperçu ou sera salué comme un signe de progrès, et même parfois, paradoxalement, de liberté! L'emblème monstrueux du culte de la précision horlogère sera dressé au fronton des gares, ou encore, comme à la gare de Lyon à Paris, tel un campanile au côté des quais, « débarcadères des volontés »; les lieux du monde deviendront les horaires du monde et les pendules de la salle des pas perdus indiqueront simultanément l'heure des antipodes. Les cathédrales de l'aller-retour seront aussi celles d'un culte de l'heure, d'une *Horolâtrie*¹; la discipline de l'esprit et du corps, cette novation de la vie monacale, de la réclusion volontaire au sein d'un *Ordre* religieux ou militaire, deviendra un élément du mode de vie bourgeois. Ce passage du séculier au régulier, qui affectera bientôt la société occidentale tout entière, aboutira à l'instauration d'une planification-programmation du temps social; à l'aménagement du territoire succédera peut-être un jour une administration de l'aménagement du temps, et, qui sait? un véritable ministère du temps.

1. H. Vincenot, *La Vie quotidienne dans les chemins de fer au XIX^e siècle* (Hachette).

A la réglementation de la vitesse sur les rails et au code de la route, succéderait alors un règlement piédestre... un code des basses vitesses métaboliques, une régie des déplacements familiers... Depuis peu, en Union soviétique par exemple, des piétons peuvent être condamnés à des peines allant jusqu'à dix ans de prison pour certaines violations des règlements de circulation : jusqu'alors, seuls les piétons ayant provoqué un accident étaient pénalisés, mais la Cour suprême soviétique vient d'exiger le respect des règles de la circulation autant de ceux qui se déplacent à pied que de ceux qui utilisent des moyens mécaniques.

Un peu comme dans ces cours d'école où il était interdit aux enfants de courir, comme le précisait Marcel Pagnol, « pour que l'exiguïté de l'espace de récréation ne leur semble pas insupportable », Ivan Illich propose l'instauration d'une « justice de la circulation »¹. « L'inexistence d'une comptabilité nationale du temps social ne doit pas nous faire croire qu'elle soit impossible à établir », déclare-t-il. Pour ce moine séducteur, la limite, la règle, c'est le salut. Le *juridisme* qui se dissimule dans la coexistence conviviale ne doit pas cependant nous faire oublier que la loi est un instrument au même titre que le téléphone ou l'électricité, un outil qui a besoin d'experts pour fonctionner. En fait, l'optimisme vis-à-vis de la médiation juridique n'est pas si différent de celui qui, depuis plus d'un siècle, accompagne les « progrès » de la communication-communion sociale, et le monachisme d'Illich contribue à garantir ici l'avenir politique du contrôleur et du confesseur,

1. I. Illich, *Énergie et équité*, (Le Seuil).

c'est-à-dire, finalement, du « directeur de conscience ».

Pour conclure, je reprendrai l'exhortation du vieux Lapon : « Lorsque tu glisses rapidement dans la steppe sur ton traîneau, retourne-toi souvent pour connaître la physionomie du retour. » De la « boucle vive » du nomade à la « boucle vide » de l'errance moderne, le système véhiculaire nous ramène au départ, l'avenir ce n'est plus le pays qui est devant nous; au-delà de l'horizon, le cycle des voyages se referme, ailleurs commence ici, nous devenons notre propre inconnu.

La vitesse n'est plus le signe d'un progrès, d'une progression, mais celui d'une conversion, la révolution véhiculaire est finalement un éternel retour, l'illusion de la droite a cessé et, avec elle, celle du « trait d'union » entre les nations et les peuples; l'envol de Blériot vers les falaises de Douvres ou celui de Lindbergh sont moins significatifs, désormais, que le manège en « circuit fermé » de Clément Ader au camp de Satory... Apollinaire, hier, appelait de ses vœux la venue du grand oublieur, ce Christophe Colomb qui nous ferait oublier un continent... c'est chose faite.

Mai 1975.

Des fragments de cet essai ont été publiés entre 1969 et 1975 dans les revues suivantes : *Critique*, *Esprit*, *Cause commune*.

Ils ont été cependant, pour la plupart, largement augmentés dans le présent ouvrage.

Table des matières

Urbain, trop urbain	9
---------------------------	---

Première partie. — L'État suicidaire

1. L'État suicidaire	23
2. Moralité de la fin	51
3. Le mû	69
4. Le littoral vertical	93
● <i>L'escalade de Moscou</i>	111

Deuxième partie. — L'évangile nucléaire

5. L'évangile nucléaire	115
6. Une société paracivile	145
7. La politique du square	167
● <i>Marée noire</i>	183

Troisième partie. — L'idéologie sanitaire

3. L'idéologie sanitaire	189
4. Habiter l'inhabituel	199
● <i>Une ville surexposée</i>	209
5. La déflation de masse.....	215
véhiculaire	251

ACHEVÉ D'IMPRIMER
LE 16 JANVIER 1976
SUR LES PRESSES DE
L'IMPRIMERIE HÉRISSEY
A ÉVREUX (EURE)
POUR LE COMPTE DES ÉDITIONS STOCK
14, RUE DE L'ANCIENNE-COMÉDIE
PARIS-6^e

Imprimé en France

Dépôt légal : 1^{er} trimestre 1976

N° d'éditeur : 3139 — N° d'imprimeur : 17283

54-08-2170-01

ISBN-2-234-00499-3